



DEREK HUDSON

Cannes, ses stars et ses tourments

STARS et paillettes, bien sûr. Mais le Festival de Cannes, ce sont aussi les broncas qui ont accueilli l'œuvre de Leos Carax, *Pola X*, et les tourments d'un monde sans justice qui défilent sur les écrans. Nos envoyés spéciaux ont retrouvé un vieux routier de la pellicule, l'Égyptien Youssef Chahine - avec *L'Autre*, son 34^e film - et découvert un nouvel auteur, l'Indien Murali Nair.

Lire pages 28 et 29

Italie : M. Ciampi président

Les politiciens ont suivi les vœux de l'opinion publique en choisissant, au premier tour, Carlo Azeglio Ciampi comme président de la République italienne. p. 6

Fusion Hoechst - Rhône-Poulenc

Kuwait Petroleum Corporation, principal actionnaire de Hoechst, a confirmé son accord de principe sur le projet de fusion avec Rhône-Poulenc. p. 20

L'« impeachment » de Boris Eltsine

Les débats sur la destitution de M. Eltsine ont commencé jeudi à la Douma. Les députés voteront, samedi, sur chacun des cinq chefs d'accusation retenus contre le président russe. p. 32

Entreprises à deux têtes

De grands groupes ont adopté une direction bicéphale, où deux coprésidents gèrent ensemble les intérêts de l'entreprise. Avantages et inconvénients. p. 19

Le parc de Doñana toujours pollué

Un an après le grave accident écologique à l'embouchure du Guadalquivir, la faune et la flore du parc andalou restent fortement contaminées. p. 24

La vie du petit-gris

Vivre dans une coquille provoque quelques désordres anatomiques. Notre rubrique hebdomadaire Histoires naturelles. p. 27

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Côte-d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 15 KR ; Espagne, 225 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 500 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2900 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON., 250 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 850 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1,2 Din ; USA (NY), 2 \$; USA (others), 2,50 \$.

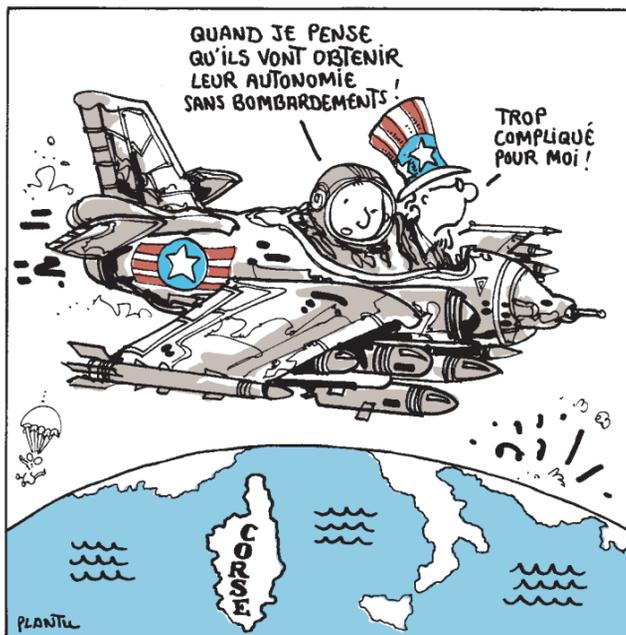
M 0147 - 515 - 7,50 F



Corse : l'autonomie est de retour

- Quatorze organisations nationalistes appellent à manifester, samedi, pour un nouveau statut de l'île
- Depuis l'incarcération de Bernard Bonnet, le débat sur l'autonomie est relancé
- Des préfets en poste depuis Aleria racontent, pour « Le Monde », leurs expériences souvent amères

QUATORZE organisations nationalistes, qui s'étaient rapprochées au lendemain des élections territoriales des 7 et 14 mars, appellent à manifester à Ajaccio, samedi 15 mai. Elles demandent « une solution politique » aux problèmes posés par quatorze mois de politique d'« Etat de droit » dans l'île et par la faillite personnelle de l'ancien préfet, Bernard Bonnet, mis en examen et incarcéré pour l'incendie d'une paillote. L'évolution du statut de l'île vers l'autonomie, revendiquée par les nationalistes et par les autonomistes, est envisagée aussi dans les partis politiques de droite et de gauche. José Rossi, député (DL) de Corse-du-Sud et président de l'Assemblée de Corse, s'est prononcé pour une réflexion sur ce sujet, réflexion à laquelle Lionel Jospin ne s'était pas montré hostile, le 4 mai, sur TF 1. Ce jour là, le premier ministre avait souligné, à deux reprises, son respect pour le « peuple » corse. Mais on indique à Matignon qu'il est « très prématu-



ré » d'imaginer que le nouveau préfet, Jean-Pierre Lacroix, ait pour mission d'ouvrir la voie à un nouveau statut.

Vendredi en fin de matinée, à Ajaccio, Nicolas Sarkozy, président par intérim du RPR et chef de file de la liste RPR-DL aux élections européennes, a reproché vivement à M. Jospin de ne pas assumer la responsabilité politique des agissements de M. Bonnet et des gendarmes du Groupe de pelotons de sécurité (GPS), créé sur décision du gouvernement puis dissous. *Le Monde* a interrogé les préfets qui se sont succédé en Corse depuis la tragique prise d'otages d'Aleria, en août 1975. Ils racontent leurs expériences, parfois douloureuses, de représentants de l'Etat menacés par les nationalistes, court-circuités par leur hiérarchie parisienne. Ils en sont revenus, le plus souvent, pleins d'amertume.

Lire pages 8 et 9, notre enquête pages 12 et 13 et les points de vue page 14

Les ravages d'une taupe anglaise au pays des souris

LONDRES

de notre correspondant

« Welcome to Tomlinson contre MI6 »... La légende s'étale en gros caractères au-dessus de la photo du siège moderniste, à Vauxhall, du Secret Intelligence Service. Les internautes, qui croyaient avoir tout vu, ont découvert, l'autre jour, sur le serveur Geo-cities.com, la liste de 116 noms d'« espions » britanniques dans le monde ! « Si vous voulez connaître ceux qui violent la loi de votre pays, cliquez sur la carte pour découvrir le bureau de MI6 le plus proche de votre domicile », ont-ils pu lire sur le site ouvert par Richard Tomlinson, un ancien fonctionnaire du SIS, l'ex-MI6, le renseignement extérieur.

Richard Tomlinson, trente-cinq ans, avait été en poste, sous couverture diplomatique, au Proche-Orient, en Russie et en Bosnie, avant d'être licencié en 1995, officiellement pour cause d'instabilité mentale. Avant de quitter les lieux, il aurait copié un document comprenant les noms d'agents britanniques stationnés à l'étranger.

« Un acte irresponsable et dommageable », a déclaré le Foreign Office, organisme de tu-

telle des services de renseignement à l'étranger, qui a obtenu, le 14 mai, la fermeture du site en question, en invoquant auprès du serveur californien Geo-cities.com le caractère illégal de ces informations protégées par la loi sur les secrets d'Etat. « Des vies sont en danger » : les journaux ont été sommés par le porte-parole chargé des relations entre les services de renseignement et les médias de ne pas publier les noms d'agents, au nom du civisme. Apparemment, le message a été reçu cinq sur cinq par les journaux, qui tirent à boulets rouges sur le « traître » (*Daily Mirror*), le « maniaque du web » (*The Sun*) et l'« espion véreux » (*The Guardian*). Craignant que l'information ne tombe dans les mains des ennemis de la Couronne, le SIS a immédiatement changé les noms de code de ses honorables correspondants, dont certains auraient été « exfiltrés ». Tomlinson s'était notamment engagé à dévoiler les noms d'agents déployés de son temps dans l'ex-Yougoslavie.

Condamné à un an de prison, en 1998, pour avoir voulu publier un livre sur les agissements du SIS, Richard Tomlinson, qui dispose de la double nationalité britannique et

néo-zélandaise, avait été libéré sous caution six mois plus tard. L'ex-espion avait ensuite gagné la France où il avait été interpellé, en août, par la DST, à la demande des autorités britanniques, puis expulsé du territoire national en direction de la Suisse, où il vit aujourd'hui. Formé à l'université de Cambridge, ancien du régiment d'élite des SAS, l'ex-agent, qui exige réparation, est persuadé que son interdiction de séjour aux Etats-Unis et en Australie, tout comme le refus de nombreux autres pays de lui accorder un visa de touriste, sont le résultat de pressions de Londres.

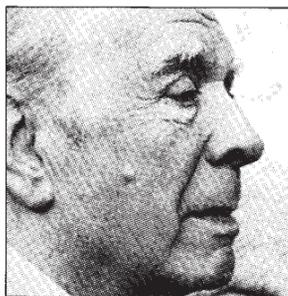
Le Foreign Office n'est toutefois pas au bout de ses peines. D'autres sites aux Etats-Unis sont prêts à prendre le relais de Geo-cities.com, au nom de la lutte contre la censure. Par ailleurs, les autorités craignent que l'ancien homme de l'ombre fasse des émules parmi ses collègues à la retraite, désireux de dévoiler leurs « coups tordus » sur le Web. Un outil « à la fois imprévisible et incontrôlable », à les entendre.

Marc Roche

Lire page 10

Borges

Œuvres complètes II



Édition établie, présentée et annotée par Jean-Pierre Bernès.

Traductions par Jean-Pierre Bernès.

Roger Gaillouis, Claude Esteban.

Nestor Ibarra et Françoise Rosset

La Pléiade

Gallimard, 572-206-733 (RCS Paris-B.), Pk. Borges, en 1984. © Poésie/Gallimard, S. 1999.

POINT DE VUE

Sauver les cinémas nationaux d'Europe

par Jack Lang

QUE le soleil de Cannes ne nous aveugle pas. Dans quelques jours, le choix du jury fera briller de nouvelles étoiles au firmament du cinéma. Elles seront peut-être européennes. Souhaitons-le. Pourtant - il est temps de s'en inquiéter -, les industries cinématographiques européennes sont sinistrées. Sous les décombres de la production, le talent étouffe. L'Italie, qui n'a produit que 75 films en 1995, rêve de ses splendeurs passées. En Russie, 20 fois moins de films qu'au début de la décennie. La Bulgarie : 6 films en 1996, la Slovaquie : 3. L'Angleterre : en dents de scie. Peu résistent : le Danemark, qui possède une création cinématographique de premier plan, reconnue ; la France, mais une France à l'image du village d'Astérix, cernée par les divisions hollywoodiennes et leurs habiles manœuvres tactiques.

Car, pour Hollywood, le cinéma est d'abord une industrie comme une autre. Avec son capital : les stars. Son bailleur de fonds : le mar-

ché intérieur. Ses stratèges : les majors. Ses soutiens politiques ; les apôtres zélés de la déréglementation tous azimuts. Un enjeu, enfin : la domination culturelle du monde. Ainsi, en 1998, les recettes du cinéma américain ont été enregistrées pour près de moitié à l'étranger. Du pain bénit au moment où le marché américain ne peut plus, à lui seul, amortir le coût des films.

Mais bien plus qu'un pays, c'est un système, insensible à la fragilité essentielle de la création et guidé par la loi d'airain du profit, qui est en cause. Comme l'a rappelé le patron de Miramax, Harvey Weinstein, les *networks* ont décidé d'exclure tout à la fois les films indépendants américains et les films européens de leurs petits écrans.

Lire la suite page 15

Jack Lang, ancien ministre, est président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale.

Kosovo : légers progrès diplomatiques, bombardements intenses

LE PRÉSIDENT Jacques Chirac a quitté Moscou, jeudi 13 mai, satisfait de ses entretiens sur le Kosovo avec les responsables russes. Il n'a pas exclu que « les choses avancent dans la bonne direction », celle de la paix. Numéro deux du département d'Etat américain, Strobe Talbott, lui aussi en visite à Moscou, a parlé « d'espoir ». Le président finlandais, Martti Ahtisaari, pourrait, en tant que représentant des Européens, appuyer la médiation du russe Viktor Tchernomyrdine auprès de Belgrade. L'aviation de l'OTAN a encore intensifié ses attaques contre la Yougoslavie avec, jeudi, quelque 760 sorties. En cas d'accord, les effectifs de la force de maintien de la paix déployés au Kosovo pourraient se monter à 60 000 hommes.

Lire pages 2 à 4, le point de vue page 15 et notre éditorial page 18

Ghettos de luxe

CLÔTURES arborées, portail télécommandé, caméras de surveillance et maîtres-chiens : les lotissements « sécurisés » se multiplient dans le sud de la France, en particulier dans la région toulousaine. Certains promoteurs immobiliers entendent répondre ainsi au sentiment d'insécurité grandissant, soulignant la convivialité qui se développe dans ces territoires élus par une population privilégiée, socialement homogène. Des maires de la région parisienne, en revanche, s'opposent à de tels aménagements, stigmatisant le risque de constituer des « ghettos de riches ». Déjà, la vidéosurveillance, qui est au cœur de ce nouveau concept, se répand en parallèle dans les HLM.

Marc Roche

Lire page 10

Canaris à vendre



RAYNALD DENOUEIX

LE FOOTBALL CLUB Nantes-Atlantique, un des clubs français les plus prestigieux, ne parvient pas à trouver preneur pour les 58 % des parts de capital que la municipalité a mis aux enchères au printemps 1998. En attendant, les Canaris de la jeune formation de l'entraîneur Raynald Denoueix affrontent Sedan (deuxième division) en finale de la Coupe de France, samedi 15 mai, au Stade de France.

Lire page 25

International.....	2	Abonnements.....	23
France.....	8	Aujourd'hui.....	24
Société.....	10	Météorologie.....	27
Horizons.....	12	Jeux.....	27
Entreprises.....	19	Culture.....	28
Tableau de bord.....	20	Guide culturel.....	30
Carnet.....	23	Radio-Télévision.....	31

INTERNATIONAL

LE MONDE / SAMEDI 15 MAI 1999

KOSOVO A l'issue de son voyage officiel à Moscou, jeudi 13 mai, Jacques Chirac a estimé que les positions des Russes et des Occidentaux s'étaient rapprochées sur la crise du

Kosovo. *« Il n'est pas exclu, a-t-il déclaré, que les jours qui viennent montrent que les choses avancent dans la bonne direction, la direction de la paix. »* De son côté, le secrétaire

d'Etat adjoint américain, Strobe Talbott, a fait part d'un *« espoir »* suscité par les négociations de Moscou. ● **EN ALBANIE**, les réfugiés du Kosovo hésitent à quitter les camps proches de

la frontière, malgré les efforts du Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR). ● **LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE** tente de préparer un « plan Marshall » pour le Kosovo. Une confé-

rence sur la reconstruction aura lieu le 27 mai à Bonn. Les ministres des affaires étrangères des Quinze se réuniront le 17 mai à Bruxelles pour préparer cette conférence.

Les Occidentaux font état de légers progrès dans les négociations

En dépit des déclarations de Moscou menaçant de se retirer des pourparlers secrets si les bombardements se poursuivent, Français et Américains notent que la médiation russe continue. M. Tchernomyrdine doit se rendre prochainement à Belgrade avec le président finlandais

L'OTAN a intensifié, jeudi 13 mai, ses attaques au-dessus du Kosovo. Au 51^e jour des frappes aériennes contre la Yougoslavie, l'Alliance a effectué 760 sorties aériennes, dont la plupart visaient les forces serbes déployées dans la province. *« Cette journée a été l'une des plus importantes »*, a déclaré, jeudi, un responsable du Pentagone, le général de l'armée de l'air Charles Wald. Des bombardiers stratégiques B-52 ont attaqué des positions serbes le long de la frontière avec l'Albanie, a-t-il dit. Des appareils de l'Alliance ont touché des véhicules militaires, dont des chars, ainsi que des lance-missiles sol-air et des éléments de l'artillerie serbe, selon ce responsable.

● **L'aviation de POTAN a également touché**, jeudi soir, des installations électriques, privant de courant la ville de Nis (sud-est) ainsi que des quartiers de Belgrade et Novi Sad (nord), a rapporté l'agence officielle Tanjung. Un pont situé à Vrbas (110 kilomètres au nord de Belgrade) a été endommagé jeudi dans la soirée, selon Tanjung.

● **L'OTAN a déclaré, jeudi, n'avoir « jusqu'à présent aucune preuve de militaires serbes quittant le Kosovo »**, après le départ de la province, constaté, jeudi matin, par des journalistes, de 250 militaires yougoslaves. Ce retrait *« n'est pas significatif »*, a déclaré par ailleurs l'OTAN. *« 250 sur 40 000 estimés, ce n'est rien »*, a indiqué un responsable. A Belgrade, le Parti socialiste serbe (SPS) du président yougoslave, Slobodan Milosevic, a assuré que le retrait partiel des forces yougoslaves *« s'opère réellement »*.

● **Parallèlement à l'intensification des bombardements de l'Alliance**, les Occidentaux ont continué à explorer avec la Russie les possibilités de mettre fin à la guerre. Après ses entretiens à Moscou, le président Jacques Chirac a fait état de progrès. Il a qualifié de *« très positifs »* ses entretiens avec les responsables russes. Cela étant, Boris Eltsine a renouvelé devant M. Chirac sa menace de se retirer des négociations *« si les bombardements de l'OTAN contre la Yougoslavie continuent et si les proposi-*

tions de la Russie ne sont pas prises en compte ».

● **L'émissaire russe pour le Kosovo, Viktor Tchernomyrdine, a rencontré**, jeudi, le président finlandais, Martti Ahtisaari, pressenti comme médiateur des Occidentaux dans les Balkans. Selon la télévision finlandaise, Martti Ahti-

saari pourrait accompagner

M. Tchernomyrdine à Belgrade pour une éventuelle mission conjointe de médiation sur la crise yougoslave.

● **Lionel Jospin : « Un combat pour la civilisation »**. Le premier ministre français a affirmé, jeudi 13 mai, qu'il fallait *« construire une*

Pour l'ambassadeur russe à l'ONU, l'OTAN ne doit pas « sans arrêt adresser des ultimatums »

« Sans l'arrêt des bombardements de l'OTAN contre la Yougoslavie, aucune résolution ne sera adoptée au Conseil de sécurité de l'ONU », a déclaré Sergueï Lavrov, l'ambassadeur russe auprès des Nations unies, jeudi 13 mai, à New York. Il a affirmé que son pays *« refuse d'être le postier pour les ultimatums de l'OTAN à Belgrade »*. A ses yeux, *pour arriver à mettre fin au conflit, il faut « négocier et non pas sans arrêt adresser des ultimatums »*. A propos du déploiement au Kosovo d'une force militaire internationale qui aurait l'OTAN comme noyau, le diplomate russe a estimé qu'une telle possibilité aurait été *« envisageable »* avant les frappes aériennes. *« Maintenant, dit-il, cela est nettement plus difficile. »* Sur la responsabilité personnelle de Slobodan Milosevic, dans les atrocités commise au Kosovo, M. Lavrov a indiqué : *« Moscou n'approuve pas ce que font les forces de sécurité serbes au Kosovo (...) mais Moscou refuse de [le M. Milosevic] désigner comme criminel de guerre avant que des investigations aient été faites. »* – (Corresp.)

« Les choses avancent dans la bonne direction », selon Jacques Chirac

MOSCOU

de notre correspondant

Jacques Chirac a quitté Moscou, jeudi 13 mai, fort satisfait de ses entretiens avec Boris Eltsine, Igor Ivanov, le ministre des affaires étrangères, et Viktor Tchernomyrdine, le représentant spécial du président russe. *« Nos positions se sont sensiblement rapprochées, a-t-il estimé lors d'une conférence de presse, et il n'est pas exclu que les jours qui viennent montrent que les choses avancent dans la bonne direction, la direction de la paix. »* Au même moment, le secrétaire d'Etat adjoint américain, Strobe Talbott, également à Moscou, faisait part de *« l'espoir »* nouveau suscité par deux jours de négociations avec les responsables russes.

Moscou n'a pas encouragé cet optimisme. MM. Eltsine et Ivanov ont préféré exprimer leur agacement face à un processus diplomatique qui, à ce jour, n'a pas permis à la Russie d'obtenir la moindre concession des pays de l'OTAN. Boris Eltsine l'a répété à son interlocuteur français : *« Si les bombardements de l'OTAN continuent et si les propositions de la Russie ne sont pas prises en compte, notre pays sera contraint de remettre en cause sa participation au processus de négociations. »*

Jeudi soir, un communiqué du ministère des affaires étrangères a enfoncé le clou : Moscou *« ne veut pas discuter pour discuter »*. *« La Russie ne peut assister tranquillement aux bombardements »*, estime M. Ivanov. *C'est une logique bizarre, absurde de demander à la Russie de participer à l'élaboration d'un règlement pacifique et de continuer les bombardements comme si de rien n'était. Ce n'est pas un ultimatum, c'est un avertissement. »*

Les Occidentaux se sont attachés à limiter la portée de cet avertissement tout comme l'impatience manifestée par les Russes. *« Ce n'est pas du tout l'état d'esprit dans lequel nous avons discuté, a déclaré M. Chirac. Au-delà des déclarations de principe, je n'ai pas eu le sentiment*

que la Russie allait se retirer du processus de paix ». Washington a également fait savoir que ce n'était *« pas le sens de ce qui a été exprimé »* à M. Talbott, ce dernier précisant que *« le plus important est que M. Tchernomyrdine considère nécessaire de continuer nos efforts diplomatiques conjoints »*.

Aux Russes qui exigent un arrêt préalable des opérations aériennes de l'OTAN, Jacques Chirac a demandé *« de comprendre »* qu'une pause *« ne peut intervenir qu'après l'acceptation [par Belgrade] des conditions posées par la communauté internationale »*. Pour apaiser la mauvaise humeur de Moscou, Paris se dit convaincu que la diplomatie russe a déjà engrangé quelques succès, puisqu'il est acquis qu'un processus de règlement passera par l'ONU. Paris fait aussi valoir que les nombreux voyages de M. Tchernomyrdine permettent de faire progresser les choses.

FORTES DIVERGENCES

M. Chirac a mis en avant les convergences entre les deux pays. *« Ni les uns ni les autres, nous ne nous reconnaissons dans la nature du régime serbe ; nous le condamnons de la même façon, a-t-il déclaré. Je n'ai observé chez mes interlocuteurs aucune espèce de sympathie ou d'agrément pour la politique de M. Milosevic. »* Le président français a également insisté sur la portée de l'accord intervenu à la réunion des ministres des affaires étrangères du G8, à Bonn, et signé par les Russes.

De fait, Russes et Occidentaux poursuivent des négociations extrêmement détaillées sur le contenu d'une éventuelle résolution du Conseil de sécurité de l'ONU puis sur la mise en pratique d'un plan de paix. M. Chirac, soulignant la nécessité d'être *« discret »*, n'a pas voulu préciser quels points ont fait l'objet de *« rapprochements significatifs »*. Notant un *« commun accord »* sur le déploiement d'une *« présence civile et militaire »* au Kosovo, le pré-

sident français estime que *« les Russes semblent prêts à y participer, avec l'accord de Belgrade »*.

Mais les divergences restent fortes sur trois points clés : l'articulation entre un éventuel arrêt des bombardements, le vote de la résolution de l'ONU et le déploiement d'une « présence » internationale au Kosovo ; la composition et les missions de cette force ; l'organisation de l'administration provisoire de la province yougoslave.

A propos des propositions de Belgrade transmises par le canal de la diplomatie russe, M. Chirac, comme le ministère des affaires étrangères russe, ont opposé un démenti public, jeudi, aux informations publiées le jour même par *Le Monde* selon lesquelles M. Milosevic, dans le cadre d'un règlement global, accepterait le déploiement d'une force militaire internationale moyennant une « immunité judiciaire » internationale et la non-ingérence des Occidentaux dans la politique yougoslave. En revanche, Moscou n'a pas démenti l'existence d'un plan de paix élaboré conjointement avec Belgrade et dont avait fait état Borislav Milosevic, l'ambassadeur yougoslave en Russie.

Dénotant avec l'« avertissement » du président Eltsine, Viktor Tchernomyrdine, à l'issue de ses entretiens avec M. Chirac et M. Talbott, s'est déclaré *« confiant »* et *« sûr que les problèmes peuvent être réglés par la négociation (...) Si des efforts sont faits, le problème des Balkans peut être réglé par des moyens politiques dans un futur proche »*, a-t-il déclaré. M. Tchernomyrdine se rendra prochainement à Belgrade. Il devrait être accompagné du président finlandais, Martti Ahtisaari, a annoncé jeudi soir une télévision d'Helsinki. La Finlande prendra en juillet la présidence tournante de l'Union européenne et son président est pressenti pour jouer un rôle de médiateur.

François Bonnet

Près de 100 000 hommes pour une force de paix ?

LES ÉTATS-MAJORS de l'OTAN

revoient à la hausse les effectifs d'une future force internationale de paix au Kosovo et révisent ses conditions d'engagement. A l'origine, cette force dont, pour l'instant, Slobodan Milosevic récuse les modalités, avait été appelée « KFOR » et comprenait entre 26 000 et 28 000 hommes susceptibles d'être déployés au Kosovo. On évoque plutôt, désormais, la perspective de 60 000 à 100 000 hommes.

C'est sur une base informelle, mais à la demande du secrétaire général de l'OTAN, Javier Solana, que les responsables militaires alliés ont entrepris ce travail de mise à jour afin d'adapter les premiers plans de la « KFOR » à de nouvelles conditions de déploiement sur le terrain. En effet, les bombardements de l'OTAN ont créé d'importantes destructions au Kosovo – infrastructures démantelées, ponts écroulés, routes et voies ferrées coupées, sources d'énergie neutralisées, pose de mines par l'armée serbe – qui rendront aléatoires les déplacements et jusqu'au stationnement en toute sécurité de la future force. De même, l'exode de centaines de milliers de réfugiés, vers l'Albanie et la Macédoine, et leur retour éventuel, dans un environnement semi-hostile avec la menace de tireurs isolés, modifient les plans initiaux alliés. D'autant que M. Milosevic n'a, à

neth Bacon. *« Mais, que je sache, le nombre final [de cette force de paix] n'a pas encore été fixé et nous ignorons s'il sera deux ou trois fois plus important ou 50 % plus important que le nombre initial »*, a-t-il ajouté.

● **Le haut-commissaire de l'ONU aux droits de l'homme, Mary Robinson**, a estimé, jeudi soir, que le nombre élevé de pertes civiles dans les frappes de l'OTAN contre la Yougoslavie donnent l'impression d'« un manque de discernement ». Face aux « horribles violations » des droits de l'homme au Kosovo, elle a déclaré que, *« s'il doit y avoir une campagne militaire avec des objectifs humanitaires, elle doit être une campagne très ciblée avec des objectifs militaires. (...) J'estime qu'on devrait être prêt à payer le prix en engageant des effectifs militaires »*, a-t-elle ajouté.

M^{me} Robinson était arrivée à Belgrade, mercredi, pour une visite de deux jours. Le lendemain, M. Milosevic a refusé de la recevoir. Selon Belgrade, plus de 1 200 civils ont été tués et environ 5 000 blessés depuis le début des bombardements de l'OTAN, le 24 mars.

ce jour, approuvé ni les missions, ni le statut, ni la composition et, donc, rien de ce qu'il faudra prévoir dans l'organisation et l'équipement de cette force. En particulier, Belgrade a réclamé – si cette force de paix devait être mise sur pied – la présence de pays n'ayant pas participé aux bombardements aériens et la tutelle de l'ONU.

Selon des diplomates en poste à l'OTAN, si Belgrade devait céder, la nouvelle situation ainsi créée obligerait les experts militaires à aligner, au sein de la force, beaucoup plus de spécialistes en logistique et en service de santé qu'il n'aurait été imaginé au départ, et il faudra, sans doute, aller plus vite que prévu dans sa mise en place sur le terrain, pour faire face au désir légitime des réfugiés de rentrer chez eux.

Au début de l'année, une trentaine de pays, dont la moitié sont des membres de l'OTAN, avaient souscrit au premier projet de la « KFOR » prévoyant l'envoi de 26 000 à 28 000 hommes au Kosovo, dont 6 000 Britanniques, 5 500 Allemands, 4 500 Français et 4 000 Américains. Le porte-parole du Pentagone, Kenneth Bacon, a fait remarquer, jeudi 13 mai, que *« tout le monde [à l'OTAN] pense maintenant que cette force est probablement trop réduite pour être dépêchée comme force de maintien de la paix »*. Les nouveaux effectifs pourraient être deux à trois fois supérieurs.

La diplomatie de Bill Clinton est embarrassée par les irritables nationalismes chinois et russe

WASHINGTON

de notre correspondant

Bill Clinton s'est efforcé, dans un discours prononcé jeudi 13 mai, d'amadouer à nouveau Russes et Chinois à propos du Kosovo. Il a réitéré ses regrets pour le bombar-

ANALYSE

Le conflit révèle l'ampleur de la dégradation des relations de Washington avec Pékin et Moscou

dement accidentel de l'ambassade de Chine à Belgrade et rappelé le rôle joué par Moscou dans le plan de paix du G8. Il a reçu l'ambassadeur de Chine, signé le livre de condoléances et devait avoir son premier entretien téléphonique depuis le drame avec son homologue chinois, Jiang Zemin. Un candidat a enfin été trouvé pour succéder à l'ambassadeur assiégré

par la foule pékinoise le week-end dernier : il s'agit de l'amiral Prueher, ancien commandant de la flotte du Pacifique.

Le président a aussi voulu rassurer l'Amérique face à un conflit *« juste »* mais qui s'éternise : les Américains *« sont probablement frustrés »* qu'il ne soit pas encore terminé, mais *« nous devons être prêts à payer le prix du temps »*. La guerre au Kosovo risque en effet d'avoir un impact considérable non seulement sur la politique extérieure de Bill Clinton, mais aussi sur son image future : *« Son héritage est en jeu tant que nous ne savons pas quel sera le résultat au Kosovo »*, explique Helmut Sonnenfeldt, de la Brookings Institution. *« Il ne faudra pas moins qu'un retour des Kosovars et un retrait des forces serbes pour que cela ressemble à un succès. Il ne s'agit pas encore d'un échec politique et cela peut encore réussir. »*

Ce relatif optimisme est loin

d'être unanime. Si la diplomatie de Bill Clinton semble battre de l'aile, ce n'est pas directement à cause du conflit dans les Balkans. Mais celui-ci ne pouvait se produire à un plus mauvais moment dans les relations entre Washington, Pékin et Moscou, et il a servi de révélateur d'une situation en dégradation constante. De plus, craint Simon Serfaty, du Centre d'études stratégiques et internationales, les relations transatlantiques pourraient en subir le contrecoup.

AMBIGUITÉS

Après avoir survécu à la crise de l'impeachment, Bill Clinton pensait pouvoir se consacrer à une politique intérieure qu'il maîtrise mieux. Le Kosovo l'a vite rattrapé, et le jeu de sa diplomatie – son « engagement constructif » avec Pékin –, déjà terni, aura dû mal à survivre au bombardement de la mission chinoise. Issu d'un partenariat stratégique contre l'URSS durant

la guerre froide, cet *« engagement »* a été mis à mal par le contentieux commercial, la question de Taïwan et les accusations portées contre la Chine pour espionnage nucléaire. Dans ce contexte, un incident d'une telle gravité ne pouvait que mettre dans l'embarras des dirigeants qui, comme Jiang Zemin ou le premier ministre Zhu Rongji, ont longtemps joué la carte américaine et sont en butte aux critiques des conservateurs. La politique chinoise de M. Clinton est morte, affirme le sinologue Bates Gill.

En ce qui concerne la Russie, les ambiguïtés de la diplomatie américaine, qui a voulu maintenir le dialogue avec le Kremlin tout en ne lui cachant pas qu'il était devenu insignifiant sur l'échiquier mondial et l'associier au processus de paix au Kosovo tout en refusant de modifier ses conditions, n'ont pas mieux réussi, comme en témoignent les derniers propos de

Boris Eltsine. *« Il a réagi brutalement à la théorie de l'aimant, chère à Madeleine Albright, selon laquelle les Etats-Unis vont attirer la Russie vers eux et la Russie attirer vers elle Milosevic »*, dit le vice-président de la Fondation Carnegie pour la paix, Arnold Horrelick. Il faudra longtemps pour amadouer les irritables nationalismes russe et chinois.

TOURNANT CRUCIAL

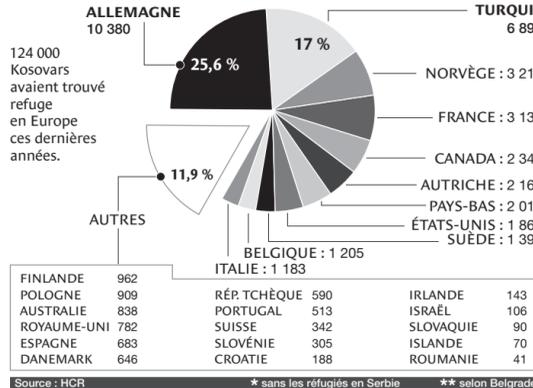
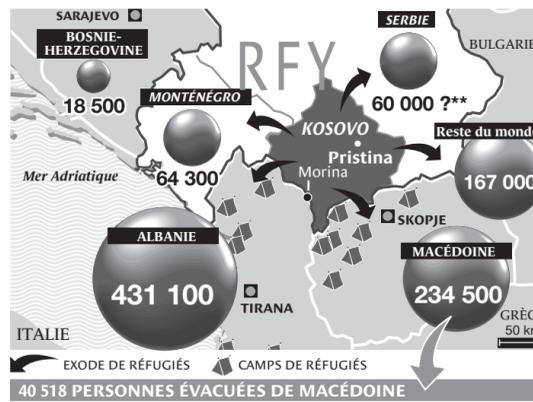
Certains, ici, craignent que cette crise n'ait pour conséquence une dégradation de l'image des Etats-Unis. Paradoxalement, selon Simon Serfaty, elle les ferait apparaître à la fois comme une nation affaiblie par une guerre qui n'en finit pas, sous les ordres d'un président qui n'a pas su ou voulu s'en donner les moyens, et comme un pays brutal rappelant l'Amérique de la guerre du Vietnam. Ils se trouvent à un tournant crucial de l'après-guerre froide, tant par l'image qu'ils risquent de donner

d'eux-mêmes que par celle qu'ils pourraient se faire du monde extérieur. Ce qui risquerait de renforcer les tendances isolationnistes et ne manquera pas de susciter un débat interne et avec les alliés sur la place des Américains en Europe.

Combien de temps les Européens continueront-ils d'être dépendants des Américains pour régler leurs conflits internes ? Quelle devrait être leur contribution, étant donné qu'elle est toujours jugée insuffisante de ce côté de l'Atlantique ? Et quelle crédibilité pourrait avoir un pilier européen de défense quand l'OTAN n'a pas été à même d'écraser la résistance de Slobodan Milosevic ? Le Congrès est toujours sensible à ce type d'arguments, surtout quand l'administration est trop faible – ce qui est le cas du président Clinton actuellement – pour imposer ses vues.

Patrice de Beer

Près d'un million de réfugiés recensés par le HCR



Le « patron » des raids réclame des frappes plus sévères

DANS UN ENTRETIEN accordé à des journalistes de passage au siège de son commandement, à Vicenza, en Italie, le général Michaël Short, qui commande les raids aériens au-dessus du Kosovo, a estimé que l'OTAN doit pouvoir attaquer le régime yougoslave au cœur même de son dispositif, c'est-à-dire les responsables serbes autour de Slobodan Milosevic et la population à Belgrade de façon, a-t-il expliqué en substance, à les faire souffrir et à amener les dirigeants à accéder aux demandes de l'Alliance.

Agé de cinquante-cinq ans et père d'un pilote d'avion de combat A-10 déjà engagé au-dessus du Kosovo, le général américain Short a servi au Vietnam et dans le Golfe. Il est l'un des principaux subordonnés du général américain Wesley Clark, le commandant suprême des forces alliées en Europe. « En même temps que j'exécute la mission prioritaire que m'a confiée le général Clark, à savoir détruire l'armée serbe au Kosovo, j'ai aussi besoin, a

expliqué le général Short, de frapper à la tête et les proches de Milosevic afin de les inciter à changer de comportement au Kosovo et à accepter les conditions de l'OTAN posées à la table des négociations. »

Evitant de critiquer les diplomates de l'Alliance, le général Short a indiqué, selon le *New York Times*, qui rapporte ses propos, qu'il se sent contraint dans son action par les limites politiques mises récemment aux bombardements sur Belgrade. La doctrine de l'armée de l'air américaine implique des raids sur les lieux du pouvoir central, la télévision, les usines électriques et les postes de commandement. Mais, a-t-il indiqué, cela a pris des semaines aux militaires pour obtenir l'autorisation de bombarder des « cibles essentielles » sur lesquelles s'appuient M. Milosevic et son régime. Les aviateurs auraient apprécié, a-t-il dit, d'envoyer un message plus clair et plus direct, dès le début, comme la coalition anti-Saddam Hussein l'a fait dans les premiers jours de 1991.

PLACES VIDES

Quelque 1 500 Kosovars sont toujours entassés dans le gymnase et ses dépendances, bien plus que l'endroit n'en peut décentement recevoir. Plus d'un demi-millier d'entre eux sont arrivés au Palais des sports jeudi 13 mai. « Ils viennent directement de Djakovica et de Pec », constate Fluera Pojani, une fonctionnaire de la préfecture de Tirana qui enregistre scrupuleusement les réfugiés, « ils n'ont passé que quelques jours à Kukës avant de venir ici ». Au début, « les arrivages étaient organisés, dit-elle. Ils venaient en autobus ou en camions.

Les réfugiés kosovars en Albanie hésitent à s'éloigner de la frontière

Le HCR tente de les persuader de rejoindre des sites plus sûrs dans le sud du pays

TIRANA
de notre envoyé spécial
Mohamed a le teint gris. Il flotte dans des vêtements devenus trop grands pour lui et peste contre ses

REPORTAGE
300 000 des réfugiés du Nord sont déjà partis. Les autres sont déterminés à rester

chaussures en plastique. Il tourne en rond depuis 44 jours dans l'enceinte du Palais des sports de Tirana, un vaste gymnase devenu centre collectif d'hébergement. Son épouse malade est à l'hôpital. Il est seul avec quatre de ses sept enfants. Les trois fils aînés sont restés au pays, pour se battre dans les rangs de l'UCK, l'armée de libération du Kosovo. Originaire de Mali-sevo, il a marché deux jours, sur les routes de l'exode, avec des milliers d'autres Kosovars, pour gagner la frontière albanaise qu'il a franchie au poste de Morina. Il n'est resté qu'une journée à Kukës. Un Albanais de Tirana l'a conduit, lui et sa famille, jusque dans la capitale, « sans rien nous demander », tient-il à préciser.

« Au Kosovo, je revendais des briques pour gagner un peu d'argent, mais j'étais très pauvre », explique le vieil homme, confiant avec pudeur qu'il vivait surtout des bienfaits « de l'aide humanitaire, depuis quatorze ans », quand il a été chassé de chez lui. Son moral est au plus bas. Il ne sait pas comment aller chercher sa femme à l'hôpital, ni comment la faire sortir puisqu'il n'a pas d'argent. Mohamed voudrait quitter le gymnase où il n'a pas réussi à se créer d'habitudes. La promiscuité le gêne. L'endroit est sale et malodorant. Mais il ne sait pas où aller. « Si on me proposait de partir, avec ma famille, je partirais sans hésiter, mais il n'y a plus rien pour nous. Ni ailleurs, ni espoir ! », lâche-t-il, gorge serrée.

Mais maintenant, Tirana est saturée. Normalement les réfugiés devraient aller directement vers le sud du pays. Ceux qui nous arrivent payent des chauffeurs particuliers pour échapper aux barrages et aux contrôles. Mme Pojani déplore que le Palais des sports soit à ce point surpeuplé alors qu'il y a beaucoup de places vides dans les tentes du camp de Ndroq, géré par les Danois, entre Tirana et Durrës, sur la côte adriatique. « La plupart de ceux qui ne veulent pas quitter le gymnase ont été séparés d'une partie de leur famille, explique-t-elle, ils espèrent que les manquants viendront à passer par ici. » Les autorités albanaises, le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) et l'OTAN multiplient pourtant les initiatives pour désengorger Tirana et le nord du pays des Kosovars qui s'y trouvent en grand nombre.

HCR évoque aussi les difficultés logistiques : les camions mettent une douzaine d'heures à parcourir les quelque 200 kilomètres qui séparent Tirana de Kukës ; la route est dangereuse et relativement peu sûre, car les « bandits » sont nombreux en Albanie et n'hésitent pas à dépouiller les voyageurs ; l'aide d'urgence est acheminée par des hélicoptères spécialement affrétés. Quelque 300 000 des réfugiés qui sont passés par le poste-frontière de Morina, à une vingtaine de kilomètres au nord-est de Kukës, sont partis vers le centre et le sud du pays. Les autres sont déterminés à rester. Certains justifient leur décision par la proximité du Kosovo, leur pays, où ils veulent pouvoir retourner le plus vite possible. D'autres attendent toujours des parents dont ils sont sans nouvelles. D'autres encore refusent de se séparer des tracteurs et des re-

il, ce qui pose d'énormes problèmes d'infrastructures, de santé publique, d'assainissement et d'approvisionnement. »

Jacques Mouchet rappelle la décision du HCR de faire un effort particulier en direction des familles albanaises qui accueillent des réfugiés. De la nourriture sera dorénavant distribuée par la Croix-Rouge, tandis que 10 dollars (9,25 euros) seront versés chaque mois, par réfugié à charge, dans la limite de 120 dollars (111 euros) mensuels. L'enregistrement des familles-hôtes a commencé sous le contrôle des municipalités, des préfectures, de l'OSCE et du HCR. Un budget de 8 millions de dollars (7,4 millions d'euros) a été spécialement affecté à l'opération. « Il faut encourager ce phénomène et faire en sorte qu'il dure le plus longtemps possible, note M. Mouchet : c'est la meilleure des solutions pour les réfugiés kosovars. »

Tirana débloque un convoi humanitaire à la frontière gréco-albanaise

La police albanaise a fait passer un convoi humanitaire de la Croix-Rouge suisse et de Caritas-Autriche qui était bloqué, depuis mardi 11 mai, au principal poste-frontière gréco-albanais, a indiqué jeudi le ministre de l'intérieur, Petro Koçi. Cinq Albanais ont été arrêtés, a-t-il ajouté. Depuis deux jours, la route nationale entre l'Albanie et la Grèce était bloquée par une centaine d'hommes armés qui empêchaient tous les convois humanitaires, mais aussi les voitures de particuliers, de passer vers le centre et le nord de l'Albanie, a précisé M. Koçi. Deux groupes armés de Lazarati et de Gjirokastër, deux villes du sud de l'Albanie, s'affrontent dans cette région. Le convoi humanitaire, composé de 21 camions suisses et autrichiens transportant notamment des denrées alimentaires, des vêtements et des médicaments destinés aux réfugiés du Kosovo en Albanie, était arrivé lundi soir d'Italie à Igoumenitsa, un port dans le nord-ouest de la Grèce. - (AFP)

CHIFFRE REVU À LA BAISSE

Quelque 150 réfugiés en provenance de Macédoine sont arrivés dans le sud-est de l'Albanie, au cours de cette semaine, un nombre sans commune mesure avec les chiffres annoncés par le gouvernement albanaise, l'OTAN et le HCR qui, un moment, envisageaient le transfert de 60 000 personnes. Ce chiffre a été revu à la baisse et il s'agirait maintenant d'accueillir 5 000 à 6 000 réfugiés, à condition que leur départ de Macédoine soit volontaire. « Mais, note Jacques Mouchet, s'ils restent en Macédoine, ces réfugiés gardent accès au programme d'évacuation humanitaire vers les pays occidentaux, ce qui n'est pas le cas pour ceux qui font le choix de venir en Albanie. »

Les camps montés à renforts de grands moyens dans le sud du pays, que ce soit à Korce, avec le concours de l'armée française ou à Fier avec celui de l'armée américaine, sont donc destinés à recevoir les réfugiés kosovars du nord de l'Albanie et à héberger ceux qui sont mal logés dans des centres collectifs inappropriés plutôt qu'à accueillir ceux en provenance de Macédoine.

Le camp américain de Fier, prévu pour abriter 20 000 personnes, devait recevoir vendredi ses premiers réfugiés. L'opération américaine « Shining Hope » prévoit la mise en chantier de deux autres structures équivalentes, qui permettront le moment venu - si la décision doit être prise par le commandement de l'OTAN - de vider la région frontalière du Kosovo de tous ses réfugiés.

Frédéric Fritscher

45 F/mois*
en connexion illimitée
Promotion valable jusqu'au 31 mai 1999.

PNL APPEL LOCAL

- Agences France Télécom
- Grandes surfaces ou magasins spécialisés
- 3615 Wanadoo (0,85 F TTC/minute)
- www.wanadoo.fr

*Hors coût des communications téléphoniques locales. Tarif applicable jusqu'au 1er janvier de l'an 2000 pour tout abonnement souscrit avant le 31/05/99.

ACTIVE:LMQPAG:WMQ1505--0005
does not exist

M. Blair renouvelle ses engagements en faveur de l'intégration européenne

AIX-LA-CHAPELLE. Tony Blair a reçu, jeudi 13 mai, à Aix-la-Chapelle le prestigieux Prix Charlemagne pour son action en faveur de l'Europe et de la paix en Ulster. A cette occasion, le premier ministre britannique a très clairement souligné son engagement proeuropéen : *« Nous pouvons offrir une contribution importante à l'Union européenne. Mais je sais que nous ne pouvons la donner que sur la base du partenariat et en jouant notre rôle pleinement. On ne peut pas occuper sa place si on est à moitié convaincu »*, a-t-il dit, en renouvelant son engagement en faveur de la monnaie unique et de la défense européenne.

« Tony Blair a su emporter l'adhésion de son peuple en expliquant que son pays ne pouvait pas rester à la marge de l'Union européenne », a souligné le premier ministre français, Lionel Jospin, venu prononcer l'éloge de son homologue britannique. Il a souhaité que la Grande-Bretagne *« occupe au sein de l'Union européenne toute la place qui lui revient parce que l'Europe a besoin du génie national des Britanniques »*. – (AFP)

Premiers signes d'amélioration économique au Brésil

RIO DE JANEIRO. Les indices d'une amélioration économique au Brésil s'accroissent. Les statistiques du PIB brésilien pour le premier trimestre, publiées jeudi 13 mai, montrent une légère progression de 1,02 % par rapport au dernier trimestre de 1998. De janvier à mars, tous les secteurs ont enregistré une variation positive. Par ailleurs, la banque centrale du Brésil a annoncé mercredi 12 mai une baisse des taux d'intérêt de 29,5 à 27 % à partir de jeudi, ce qui représente une chute de 18 points depuis mars 1998, parvenant au taux le plus bas depuis la crise financière en Russie.

Le président de la banque centrale, Arminio Fraga, a estimé il y a quelques jours que le recul du PIB *« pourrait ne pas excéder 2 % cette année »*. Les accords passés avec le FMI, la Banque mondiale et la communauté financière internationale, pour le déblocage de prêts d'un total de 41,5 milliards de dollars (37,7 milliards d'euros), sont bâtis sur une hypothèse de récession entre 3,5 et 4 % en 1999. – (AFP)

La lutte entre Israël et le Hezbollah fait sept victimes civiles au Liban-sud

TYR. Sept civils libanais ont été tués, jeudi 13 mai, dans une vague de violences autour de la zone occupée par Israël au sud du Liban, ont indiqué l'Armée du Liban sud (ALS, milice pro-israélienne) et la police libanaise. L'ALS a rejeté sur le Hezbollah la responsabilité de la mort de quatre civils par l'explosion d'un engin piégé dans la région de Jezzine, mais la milice chiite a réfuté ces accusations. Par ailleurs, trois personnes ont été tuées dans un bombardement de l'aviation israélienne contre une position du Hezbollah au nord de la zone occupée, a indiqué la police libanaise. Depuis le début de l'année, 9 civils ont été tués et 35 blessés dans des actes de violence au sud du Liban. Par ailleurs, les désertions au sein de l'ALS se multiplient, d'après les services de sécurité libanais. Vendredi, trois miliciens, qui étaient responsables des services de sécurité de l'ALS dans le village de Chebaa, se sont rendus aux autorités officielles libanaises. Depuis mars, au moins treize miliciens de l'ALS ont déserté la zone occupée. – (AFP)

DÉPÊCHES

■ **ÉCOSSE : le travailliste Donald Dewar a été désigné**, jeudi 13 mai, premier chef de gouvernement de l'administration semi-autonome de la province, issue des élections historiques du 6 mai dernier. L'ancien avocat de soixante et un ans, qui occupait jusqu'ici les fonctions de ministre à l'Ecosse au sein du gouvernement de Tony Blair, a été élu sans surprise pour quatre ans au poste de premier ministre par le nouveau Parlement local. – (AFP)

■ **IRAK : le secrétaire général de la Ligue arabe, Esmat Abdel Méguid, a vivement dénoncé**, jeudi 13 mai, *« les frappes américaines contre l'Irak »* et demandé de mettre fin aux zones d'exclusion aérienne imposées par les Alliés dans le nord et le sud de ce pays. Ces zones d'exclusion *« sont des mesures illégales imposées par les Etats-Unis et la Grande-Bretagne en dehors des résolutions de l'ONU »* relatives à la crise du Golfe, a-t-il affirmé. Mercredi, douze Irakiens avaient été tués et de nombreux autres blessés dans des bombardements américains contre la province de Ninive, dans le nord de l'Irak, selon Bagdad. – (AFP)

■ **ÉGYPTE : Oussama Ben Laden, le milliardaire islamiste déchu de sa nationalité saoudienne, aurait financé** le massacre de Louxor, qui a coûté la vie à 58 touristes en novembre 1997, a affirmé jeudi 13 mai au Caire le chef de la police fédérale suisse, Urs Von Dae-niken. *« La conclusion égyptienne est que Ben Laden semble avoir financé l'attentat qui a été commandité par Moustafa Hamza [chef militaire de l'organisation intégriste armée égyptienne la Jamaa Islamiya]. C'est notre idée aussi. Cette thèse nous satisfait »*, a-t-il déclaré. – (AFP)

■ **PAKISTAN : l'appel présenté par Benazir Bhutto à la Cour suprême a été rejeté**, jeudi 13 mai, pour des raisons de procédure. L'ancien premier ministre, qui réside temporairement à Dubaï, a été condamnée à cinq ans de prison en avril pour corruption. Le greffier de la Cour a expliqué son rejet de l'appel en affirmant qu'il devait être présenté par Benazir Bhutto en personne, a précisé l'agence officielle APP. Les avocats de M^{me} Bhutto ont aussitôt annoncé qu'il referont appel, mais, en cas de nouveau rejet, elle risque de n'avoir d'autre choix que d'adresser à la Cour suprême une demande de liberté sous caution, ou bien de revenir au Pakistan pour y être arrêtée. – (AFP)

■ **INDONÉSIE : le président B. J. Habibie a été désigné**, vendredi 14 mai, candidat officiel du Golkar, le parti au pouvoir, pour les élections présidentielles du 7 juin prochain. Le Golkar est au pouvoir depuis 32 ans sans discontinuer. Il a remporté toutes les élections, avec en général deux tiers des voix en sa faveur. Selon les sondages, M. Habibie est très impopulaire. Il ne disposerait que de 7 % d'opinions favorables auprès des électeurs, alors que les leaders de l'opposition, tels que Megawati Sukarnoputri et Amien Rais, font la course en tête avec environ 30 % d'opinions favorables. – (Reuters.)

■ **JAPON : la consommation des ménages nippons continue à se dégrader**, contrairement aux attentes officielles, estime l'Agence de planification économique (EPA) dans son rapport mensuel publié vendredi 14 mai. L'agence statistique nipponne souligne que la *« situation du marché de l'emploi est devenue de plus en plus difficile »*, alors que la consommation *« recule »*, en réaction *« à la faiblesse du revenu disponible »*. Cette dégradation est liée à l'accroissement du chômage, dont le taux a atteint 4,8 % en mars (derniers chiffres disponibles, un niveau qu'on n'avait jamais connu au Japon. – (AFP)

■ **RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO : les rebelles congolais ont accusé**, mercredi 13 mai, le gouvernement de Kinshasa d'avoir tué la veille 51 civils, dont 31 enfants et 14 femmes, dans le bombardement de leur place forte, Goma, anéantissant ainsi toute perspective de négociations de paix. Les rebelles estiment que le bilan risque de s'aggraver, 47 personnes grièvement blessées étant toujours hospitalisées. *« Il est inutile d'envisager des négociations avec un homme comme Kabila, qui massacre des civils en bombardant nos villes »*, a déclaré leur porte-parole, Bizima Karaha. – (Reuters.)

L'élection présidentielle en Slovaquie se joue sur fond d'adhésion à l'OTAN et de guerre au Kosovo

Le pro-européen Rudolf Schuster devrait devancer samedi le national-populiste Vladimir Meciar

Pour la première fois, le président slovaque sera élu au suffrage universel. Neuf candidats se présentent, les principaux étant le représentant de

BRATISLAVA

de notre envoyé spécial

Huit mois après les élections législatives qui ont porté au pouvoir un gouvernement de large coalition libérale, les Slovaques retournent, samedi 15 mai, aux urnes. Pour la première fois, ils vont élire au suffrage universel direct leur chef d'Etat. Jusqu'à présent, le président était désigné par les députés. Cette élection est donc *« très importante pour la stabilisation politique »* entreprise depuis six mois, a déclaré au Monde le premier ministre Mikulas Dzurinda, qui assure également par intérim les fonctions de chef de l'Etat.

Le poste est en effet vacant depuis la fin du mandat de Michal Kovac, le premier président slovaque, il y a quinze mois. Le Parlement de Bratislava n'est jamais parvenu à s'entendre à une majorité des trois cinquièmes sur un candidat. Le premier acte du cabinet Dzurinda a alors été d'amender la Constitution, pour permettre la tenue de l'élection de samedi. Selon la politologue Sona Szomolanyi, *« la victoire du candidat de la coalition, Rudolf Schuster, doit être écrasante pour confirmer*

l'évolution démocratique de la société enregistrée en septembre dernier ». *« C'est une condition, ajoute-t-elle, pour rassurer définitivement les capitales occidentales et les investisseurs étrangers. »*

Bratislava a été exclue des premières vagues d'intégration à l'OTAN et à l'Union européenne en raison du *« déficit démocratique »* du précédent gouvernement de Vladimir Meciar, et a été boudée par les entreprises étrangères (à peine plus de 1,5 milliard de dollars d'investissements en dix ans). Selon les sondages, la victoire de M. Schuster (crédité de 34 % des intentions de vote), ancien dirigeant communiste et maire de Kosice (deuxième ville du pays), semble assurée, même si un deuxième tour, prévu le 29 mai, sera nécessaire. Car il a un adversaire de taille.

UN CHARISME D'ANCIEN BOXEUR

Après s'être retiré de la politique pendant six mois après sa défaite de l'automne dernier, l'ancien premier ministre nationaliste et populiste Vladimir Meciar tente un retour en utilisant ses bonnes vieilles recettes. Il sillonne le pays pour aller à la rencontre de ses supporters

Carlo Azeglio Ciampi ou le choix de l'homme juste

ROME

de notre correspondant

Pratiquement tout le monde est d'accord. Si l'élection du président de la République avait eu lieu au

PORTRAIT

Le nouveau président italien a toujours été là dans les moments difficiles

suffrage universel, le choix des Italiens se serait à coup sûr porté sur Carlo Azeglio Ciampi. Pour une fois donc, les politiciens ont épousé les vœux de l'opinion publique. Sans barguigner, au premier tour, à la satisfaction quasi générale, sous les applaudissements nourris des 990 grands électeurs debout pour saluer un homme absent de l'Hémicycle, puisqu'il n'a pas été officiellement candidat à la plus haute fonction de l'Etat. Cet enthousiasme plutôt inhabituel dans une enceinte plus accoutumée aux joutes politiques mérite d'être souligné. C'est à se demander pourquoi il a fallu attendre le dernier moment pour que l'opposition et la majorité se mettent d'accord sur un nom qui, à l'évidence, s'imposait, comme la démonstration en a été faite.

Comment était-il possible de dire non à celui que le philosophe Norberto Bobbio a défini comme *« un*

personnage de grande stature intellectuelle et morale »? Comment était-il possible de rejeter ce serviteur de l'Etat, toujours en réserve de la République et qui, chaque fois qu'il a été appelé, a répondu présent sans jamais se mettre en avant? Ce n'est pas le genre de Carlo Azeglio Ciampi. Tout au long de sa vie, ce technicien prêt à la politique a été un homme discret, affable, un citoyen ordinaire et loyal qui, au fil des ans, a construit sa réputation d'économiste compétent et sérieux avant d'être reconnu et apprécié sur la scène internationale.

L'élection à la présidence de la République de ce Toscan de soixante-dix-huit ans, originaire de Livourne, qui n'a jamais brigué un mandat, n'a jamais été inscrit à un parti – exception faite d'une formation antifasciste pendant la guerre,

Elu au premier tour avec 71,4 % des suffrages

Carlo Azeglio Ciampi a été élu, jeudi 13 mai, président de la République italienne au premier tour de scrutin, par 707 voix sur 990 votants, soit 71,4 % des suffrages. Ministre du trésor, du bilan et de la programmation, il devient donc le dixième chef de l'Etat depuis la deuxième guerre mondiale et le troisième à être désigné dès le premier tour.

M. Ciampi a immédiatement démissionné de ses fonctions qui, comme le titre ne l'indique pas, étaient en fait celles d'un super-ministre de l'économie. Giuliano Amato, ministre des réformes institutionnelles, reprend son portefeuille. Ce dernier ne sera pas remplacé et ses attributions seront directement placées sous la tutelle du chef du gouvernement, comme l'a indiqué Massimo D'Alema.

Procès politique et vague d'arrestations en Tunisie

proches – au harcèlement incessant des autorités. Ancien membre du conseil de l'ordre du barreau de Tunis, M^e Nasraoui devra répondre du délit d'*« aide à la réunion d'une association qui prône la haine »* (est visée une petite formation d'extrême gauche, le PCOT, animée par l'époux de M^{me} Nasraoui, actuellement en fuite). Si l'avocate tunisienne a été laissée en liberté (elle est assignée à résidence dans les limites du « grand Tunis »), les autres prévenus sont incarcérés, depuis plus d'un an pour la plupart. Devant le juge d'instruction, tous ont déclaré avoir été torturés.

LE SILENCE DES AUTORITÉS

La venue d'ONG internationales pourrait inciter, selon certaines sources, les autorités à reporter la date du procès pour éviter que l'image de marque de la Tunisie ne soit écornée par le verdict. Mardi, la présence dans le prétoire de représentants d'associations internationales et la mobilisation d'universitaires français (Le Monde du 20 février) n'ont cependant pas empêché la justice de condamner à trois ans de prison ferme l'écono-

qui s'étaient démobilisés après son éclipse, harangue les foules avec son charisme d'ancien boxeur et ses formules à l'emporte-pièce, et critique avec virulence la politique de son successeur. La situation économique et sociale étant difficile – le chômage et les prix maintenus artificiellement bas par le cabinet Meciar augmentent –, *« Vlado »* Meciar, cinquante-sept ans, attire de nombreux visiteurs lors de ses meetings, mais les intentions de vote plafonnent autour de 26 %. *« C'est le capital sur lequel il peut compter, mais pas beaucoup plus, car il génère une forte antipathie chez plus de 65 % de la population »*, estime le sociologue Grigorij Meseznikov. *« Les gens n'ont pas encore oublié sa politique et le rendent responsable de la situation difficile actuelle »*, précise-t-il.

L'entrée en scène de M. Meciar à la dernière minute – sa candidature a été déposée officiellement un mois avant le scrutin – a, à défaut de surprendre totalement, pris de cours ses principaux adversaires, qui avaient prévu de mener une campagne consensuelle, pro-européenne et pro-OTAN.

Moins présent sur le terrain que

l'ex-premier ministre, les candidats proches de la coalition gouvernementale – M. Schuster (soixante cinq ans), l'ex-actrice et ambassadrice tchécoslovaque à Vienne Magda Vasaryova (cinquante ans) et l'ex-président Kovac (soixante-huit ans) – ont toutefois bénéficié du soutien des médias publics et surtout privés, à commencer par la populaire télévision Markyza.

Pour faire barrage à M. Meciar, qui a tenté de surfer sur la vague anti-OTAN provoquée par les frappes contre la Yougoslavie, M. Kovac (6 % d'intentions de vote) s'est désisté quatre jours avant le scrutin en faveur du « candidat de la coalition ». *« Il est important de montrer dès le premier tour que la majorité des électeurs refusent le retour du "meciarisme" »*, a-t-il déclaré, lors de l'avant-dernière table ronde télévisée réunissant les dix candidats en lice. Ce désistement ne devrait toutefois pas permettre à M^{me} Vasaryova, créditée de 20 % des intentions de vote, de terminer devant M. Meciar et assurer ainsi sa participation au second tour.

Martin Plichta

le Parti d'action –, ne peut donc être que le fruit d'une récompense pour services rendus. Le dernier en date – et non des moindres – fut d'obtenir l'entrée de l'Italie dans la monnaie unique. Mais il ne fut pas le seul pour ce fils d'opticien désireux d'entrer à l'Académie navale et qui fut refusé pour... une infection aux yeux.

AU-DESSUS DE LA MÊLÉE

Diplômé de philologie classique et de jurisprudence, cet amoureux de Goethe et de Flaubert passe, à l'instigation de sa femme, l'influente et toujours écoutée Franca, le concours d'entrée à la Banque d'Italie. Il y restera quarante-sept ans, dont quatorze comme gouverneur. C'est dire à quel point il a pu devenir un expert et un témoin de premier ordre de toutes les vicissitudes qui ont émaillé la politique fi-

naçnière de l'Italie depuis des décennies. Qualifié de *« petit homme des chiffres »* par Francesco Cossiga alors président du Conseil, il n'en devient pas moins gouverneur en 1979 lorsque la vénérable institution est secouée par un scandale, puis, à son tour, chef du gouvernment en avril 1993, alors que les fondements de la Démocratie chrétienne s'effondrent sous les assauts des juges de *« Mani pulite »* (opé-ration *« Mains propres »*).

Carlo Azeglio Ciampi est toujours là dans les moments difficiles. Il le sera encore lorsqu'il s'agit de trouver un successeur à Romano Prodi, l'automne dernier. Il répond encore présent lorsque Massimo D'Alema lui demande d'apporter son savoir-faire. L'air de rien avec la certitude tranquille des gens tenaces, ce grand laïque indépendant, figure modeste et simple, est devenu l'homme indispensable, la cible d'un plébiscite. Celui qui n'aspirait plus à rien s'est retrouvé au-dessus de la mêlée, en arbitre et garant du bon fonctionnement des institutions. La conclusion est logique pour quelqu'un qui s'est toujours situé au-delà des partis, loin des querelles. Aujourd'hui, il lui reste à être le maître d'œuvre des réformes constitutionnelles jugées indispensables. Un dernier défi à relever pour cet indéniable pacificateur. Pas le moindre !

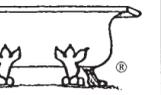
Michel Bôle-Richard

Procès politique et vague d'arrestations en Tunisie

fet lancé ces dernières semaines une *« pétition nationale »* où ils annonçaient leur intention d'avoir *« recours à la justice pour faire invalider le [dernier] congrès »* de l'UGTT. Celui-ci, qui s'est tenu début avril, avait été marqué, selon eux, par des *« manipulations »* et des pratiques *« illégal »*. Ils avaient en particulier dénoncé les conditions de la récente réélection de M. Sahbani, contraire *« à tout règlement et à toute déontologie »*.

Jean-Pierre Tuquou

**VOTRE BAIGNOIRE
REMISE A NEUF**



Sans démontage, en blanc ou en couleur. Déplacement gratuit Paris et province.
☎ **Mr Baignoire®**
01.41.95.06.82 PARIS
03.88.66.02.86 PROVINCE

Le mouvement zapatiste veut rompre son isolement

Le sous-commandant Marcos, chef de la guérilla du Chiapas, dans le sud du Mexique, invite ses partisans à s'investir dans les luttes sociales

MEXICO
correspondance

Pendant trois jours, le sous-commandant Marcos, leader de la guérilla du Chiapas, a reçu à son quartier général de La Realidad, un village perdu au fin fond de la forêt Lacandone, non loin de la frontière avec le Guatemala, quelque mille cinq cents représentants de ce qu'il appelle « la société civile ». Cette initiative ressemble à une tentative pour rompre l'isolement qui le menace alors que les négociations de paix avec le gouvernement sont bloquées depuis septembre 1996.

Commencée samedi 8 mai, avec un jour de retard, cette rencontre – en fait un rendez-vous d'intellectuels acquis aux idées du chef de l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) – pourrait facilement passer pour un fiasco, comparée à celle qu'il avait organisée il y a cinq ans.

En août 1994, huit mois après le début en janvier de la même année de l'insurrection zapatiste, Marcos, au sommet de sa gloire, avait en effet réussi à rassembler au Chiapas quelque six mille personnes, dont des intellectuels et des commentateurs politiques de renom, pour une Convention nationale démocratique. Deux ans plus tard, en juillet 1996, il organisait à La Realidad une « rencontre intergénéraliste contre le néo-libéralisme ».

DROITS DES INDIENS

Mais au fil des ans Marcos fait de moins en moins recette. Faute de propositions et d'idées nouvelles, son mouvement piétine, même si périodiquement il tente de raviver la flamme. Telle a bien été son intention en mars avec une consultation nationale sur les droits des populations indiennes, à laquelle des enfants à partir de douze ans ont pu prendre part et qui finalement a recueilli la participation d'environ 2,5 millions de personnes.

Un succès d'estime en quelque sorte, puisque les questions, qui portaient la plupart sur le rôle des Indiens dans le développement de la société mexicaine, étaient posées de telle manière qu'il était difficile d'y répondre par la négative.

La rencontre au village de La Realidad, en principe destinée à analyser les résultats de cette « consultation », favorable aux zapatistes à plus de 96 %, a été en fait

l'occasion pour Marcos de se montrer en public, ce qu'il n'avait pas fait depuis plus de deux ans et aussi de renouveler ses attaques contre le gouvernement du président Ernesto Zedillo qu'il accuse régulièrement de mener une « guerre d'extermination » contre les Indiens.

Le sous-commandant n'a pas épargné non plus partis politiques de droite comme de gauche tout en pourfendant au passage le modèle économique néo-libéral suivi par le Mexique.

GRÈVE DES ÉTUDIANTS

Le seul élément nouveau aura été un appel lancé par le leader zapatiste à ses sympathisants pour qu'ils soutiennent les protestations sociales, celle des étudiants en grève à Mexico depuis le 20 avril contre une augmentation des droits d'inscription et celle, depuis plusieurs mois, des syndicats contre un projet gouvernemental de privatisation du secteur électrique.

« Il ne s'agit pas seulement de lutter pour la reconnaissance des droits des Indiens et contre la guerre d'extermination mais de soutenir les luttes des ouvriers des paysans, des Indiens et des étudiants », a dit Marcos, une manière en quelque sorte de réparer un oubli ou de prendre en marche le train des luttes sociales, sur lesquelles le zapatisme n'avait jusqu'à présent aucune influence.

Ce regain d'intérêt pour les étudiants et les ouvriers n'a suscité aucune réaction de la part des autorités, apparemment peu préoccupées par la nouvelle stratégie du chef de la guérilla qui n'a d'ailleurs provoqué aucun écho dans l'opposition, quelle soit de droite ou de gauche.

La classe politique mexicaine est, il est vrai, entièrement polarisée – plus d'un an avant l'échéance – par la présidentielle de l'an 2000. Le dossier chiapanèque risque donc de rester encore pendant de longs mois sans solution.

Les autorités, qui refusent, contrairement aux exigences de Marcos, d'accorder aux Indiens du Chiapas la moindre autonomie, espèrent sans doute que le zapatisme, en perte de vitesse, ne passera pas le cap du deuxième millénaire.

André Renaud

Les électeurs « russes » en Israël font l'objet de toutes les sollicitations des candidats

Le travailliste Ehoud Barak paraît bien placé pour gagner leurs voix à l'élection du premier ministre

Ehoud Barak, candidat travailliste au poste de premier ministre, maintient une forte avance sur son rival de droite Benyamin Nétanyahou, mais

ne serait élu qu'au second tour du scrutin, le 1^{er} juin, selon deux sondages rendus public vendredi. Pour le premier tour (17 mai), M. Barak ob-

tiendrait 48,5 % des intentions de vote, d'après un sondage de Maariv, et 44 %, d'après une enquête d'opinion publiée par Yediot Aharonot.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Ina, la vendeuse d'alimentation, comme Yakov, le petit entrepreneur en maçonnerie, Lev, l'officier à la retraite, ou encore Constantin, le physiothérapeute, pourraient tous raconter la même histoire : celle du nouvel immigré russe qui, arrivé en Israël, entreprend le périlleux parcours du combattant pour se faire reconnaître la qualité de juif permettant d'obtenir ses papiers. Aucun d'eux n'a personnellement vécu cette épreuve, mais tous ont des amis qui ont dû y faire face.

Pour les immigrants russes le problème est, il est vrai, banal. La loi du retour, qui donne automatiquement la citoyenneté israélienne à tout immigrant juif, s'applique théoriquement à son éventuel conjoint non juif, ainsi qu'à ses ascendants et descendants qui, selon la loi juive, pourraient ne pas l'être. Mais qui est juif et qui ne l'est pas ? Cette délicate question, chroniquement débattue depuis cinquante ans, est motif à controverses nouvelles avec l'arrivée d'environ un million de Russes dont quelque trois cent mille, dit-on, n'auraient qu'une relation très lointaine, sinon aucune relation, avec le judaïsme.

Pour Eli Suissa, ministre de l'intérieur du parti ultra-orthodoxe séfarade Shass, et pour les fonctionnaires de son parti qui tiennent traditionnellement l'établissement d'où ils imposent leurs convictions, il y a là matière à mener un combat essentiel : interdire aux non-juifs la naturalisation que la loi, pourtant, leur reconnaît. Depuis des années, les procédures se succèdent. Les Russes rejetés font appel devant la Cour suprême, qui condamne le ministre, lequel traîne pour obtempérer.

Cette incessante guérilla aura donné à Israël Bealya, parti des nouveaux immigrants dirigé par le ministre de l'industrie et du commerce, Nathan Chtcharansky, un thème de campagne électorale qui risque de coûter cher à M. Nétanyahou, étroitement dépendant de ses alliances religieuses : reprendre aux ultra-orthodoxes le contrôle du ministère de l'intérieur.

André Renaud



La revendication s'accompagne de solides sorties contre les rabbins qui voudraient régenter la société, ce que les Russes, héritiers de soixante-dix ans d'athéisme soviétique, souvent mariés à des conjoints d'origine chrétienne, ne peuvent comprendre. « Dogmatiques, fanatiques, dangereux pour l'État » : bien qu'il expose dans son salon une peinture qui le représente avec tous les attributs du juif pieux (calotte sur la tête, châle sur les épaules et livre de prières à la main), Lev Ovsishir, quatre-vingts ans, originaire de Minsk, ne mâche pas ses mots ni son mépris pour les « haredims » (les « craignant Dieu »).

COHÉSION COMMUNAUTAIRE

« Ces types ont tout raté depuis trois mille ans », assène Lev Ovsishir, ancien colonel de l'armée de l'air soviétique, arrivé en Israël en 1987. Comme nombre de ses compatriotes, cet ancien « refuznik » – il a attendu le droit d'immigrer pendant vingt-six ans – a été marié à une non-juive dont il est séparé. Leur fille est entrée dans les ordres et vit aujourd'hui dans un monastère... en France.

Vendeuse dans un magasin d'alimentation de Jérusalem où l'on ne parle que russe, Ina profère les mêmes accusations : « Je respecte les religieux, mais je suis contre le fanatisme. Ces gens nous traitent comme des moins que rien », as-

sure-t-elle. A Moscou, d'où elle est venue il y a à peine trois ans, elle était ingénieur en électronique dans un institut dépendant de l'armée, n'avait jamais croisé d'homme en noir », et ne comprend toujours pas l'origine de leur importance.

Sûrs d'eux, conscients de leur valeur et de la force de leur communauté dont la cohésion s'exprime par l'emploi répété du « nous », les immigrants russes sont persuadés d'être ceux par qui Israël, ce « pays sans culture spécifique », au dire de Sergueï le journaliste, va profondément se transformer. « 70 % des nôtres ont des diplômes, un taux bien supérieur au chiffre israélien », précise-t-il, au diapason de nombre de ses compatriotes. Et il est vrai qu'à tort ou à raison la sagesse populaire israélienne concède à son concitoyen d'origine russe une foi insondable dans la valeur des bonnes études.

D'un même mouvement, la même sagesse populaire accuse aussi les immigrants russes d'être les fourriers de la prostitution et du crime organisé, réputé inconnu avant leur arrivée. Mais que pèse la discrimination dont les Russes estiment faire l'objet ? Que peut-elle contre leur volonté de percer ? « C'est vrai que la pression contre nous existe, admet Yacov Koutaltchouk, qui dirige une petite entreprise de maçonnerie où ne travaillent que des compatriotes. Mais

nous résistons, nous sommes travailleurs, nous prenons notre place, toute notre place. » A preuve, selon lui, le sort des professionnels de la santé d'origine soviétique. Lorsqu'ils arrivèrent en Israël, il y a quelques années, leurs diplômes furent à peine reconnus. Aujourd'hui ils peuplent les hôpitaux.

700 000 VOIX

Avec leurs quelque 700 000 voix (16 % du corps électoral), les électeurs russes font l'objet de toutes les sollicitations. Aucun parti important n'a omis de sous-tirer en russe ses spots publicitaires télévisés, voire, comme Tommy Lapid, chef du parti Chinoui (« le changement »), de s'adresser aux électeurs russes dans leur langue.

Plutôt marqués à droite – « Je n'aime pas la gauche, j'en ai déjà beaucoup mangé quand j'étais en URSS », ironise Ina –, les immigrants russes ont massivement voté, en 1996, pour le parti de Nathan Chtcharansky aux législatives (sept députés sur cent-vingt) et pour Benyamin Nétanyahou à l'élection du premier ministre. Ce dernier était donc théoriquement le mieux placé pour récupérer, une fois de plus, leurs voix. Mais son alliance contraignante avec les ultra-orthodoxes semble lui avoir coûté quelques soutiens au sein d'une communauté où le souci de l'ordre et la défiance immédiate à l'égard des Palestiniens, voisine avec une défiance égale à l'égard des religieux. « Je ne sais pas encore pour qui je voterai », affirme Constantin, physiothérapeute de cinquante ans, qui, en 1996, avait choisi M. Nétanyahou. « Je n'en suis pas content, il est trop lié aux religieux. »

Ce glissement n'a pas échappé au candidat travailliste Ehoud Barak. Convaincu que le chemin des voix orthodoxes lui était de toute façon barré, il a mené campagne en ciblant délibérément le vote des Russes. Le 9 mai, jour durant lequel les plus âgés d'entre eux se rassemblent pour célébrer la victoire soviétique sur l'Allemagne nazie, Ehoud Barak était à leur côté au traditionnel pique-nique en forêt de Jérusalem. Il leur a promis que, s'il était élu, il ferait de cette date une fête chômée. Benyamin Nétanyahou, lui, avait oublié de se déplacer...

Georges Marion

Pérou et Equateur ont entériné un accord historique sur leur différend frontalier en Amazonie

LIMA

de notre correspondante régionale

Les négociateurs du Pérou et de l'Equateur sont parvenus, jeudi 13 mai, dans les montagnes de la cordillère du Condor, à finaliser la délimitation de leur frontière, après plus d'un siècle et demi de désaccords. Les chefs d'Etat des deux pays, Alberto Fujimori et Jamil Mahuad, visiblement émus, affichaient une cravate porte-bonheur à fond jaune, lors de la cérémonie mettant fin à la démarcation définitive d'une centaine de kilomètres de frontière entre les deux Etats. La dernière borne, la « 21 », située près du confluent des fleuves Yaupi et Santiago, avait été posée deux jours plus tôt. C'est autour de ce point que les invités de marque des deux délégations ont, sous une chaleur suffoquante, posé par la postérité.

La délimitation de la frontière entre les deux pays était en suspens depuis des décennies et avait favorisé plusieurs conflits armés meurtriers. Et cette cérémonie de réconciliation est intervenue cinquante-sept ans après la signature du protocole de Rio de Janeiro qui prétendait, déjà, résoudre définitivement les problèmes frontaliers entre ces deux nations andines, engendrés par le processus d'Indépendance du début du XIX^e siècle.

Le président équatorien avait reçu auparavant, discrètement, le contrat transférant à son pays le droit de propriété sur 1 kilomètre carré de territoire péruvien, enclavé à Tiwin-

za, théâtre du dernier affrontement armé entre les deux pays, dans la cordillère du Condor, en janvier-février 1995. « Tiwinza est un symbole... et sera un temple permanent pour célébrer la paix et la vie », a commenté M. Mahuad. Trophée de guerre pour les Equatoriens, Tiwinza est la preuve matérielle d'une cuisante défaite militaire pour les Péruviens.

La veille de cette cérémonie, un crêpe noir à la boutonnière en signe de deuil, plusieurs milliers de manifestants avaient défilé dans les rues d'Iquitos, la capitale péruvienne de l'Amazonie. Les manifestants ont alors affirmé, une nouvelle fois, leur opposition à certains points de l'accord de paix signé avec l'Equateur, à Brasilia, le 26 octobre 1998. « Pas une seule brique équatorienne dans notre Amazonie », « Non à Tiwinza », « Non aux enclaves », criaient-ils, en référence au projet de création de deux centres de commerce et de navigation de cent cinquante hectares chacun, situés sur les fleuves Marañon et Amazonas, qui seront octroyés dans les prochains mois à l'Equateur.

A ses détracteurs, M. Fujimori a répondu lors d'une conférence de presse, que l'abandon de Tiwinza « est irréversible, comme le sont les bornes frontaliers. Avec le temps, les Péruviens les plus sceptiques (en) seront convaincus. » Il a estimé que la rétrocession de Tiwinza « n'affecte en rien la souveraineté » du Pérou.

Le prix de la paix est-il si élevé pour les Péruviens ? Le symbolique

kilomètre carré de Tiwinza est l'arbre qui empêche de voir la forêt. Pour le récupérer, les Equatoriens ont dû renoncer à un mythe cinquantenaire, qui les rendait propriétaire de 200 000 kilomètres carrés de l'Amazonie péruvienne.

Pendant des décennies, les dépenses en armement ont limité les investissements dans le secteur de la santé et de l'éducation des deux pays. Aujourd'hui, la communauté internationale est disposée à investir 3 milliards de dollars (2,84 milliards d'euros) pour encourager le développement de cette région frontalière au cours des prochaines années.

Enfin, trente ans après sa création, la Communauté andine, qui regroupe la Bolivie, la Colombie, l'Equateur, le Pérou et le Venezuela, peut envisager une réelle intégration.

Nicole Bonnet

Le Rafale perd le marché d'Abou Dhabi

Le F-16 américain l'a emporté et sera doté d'une technologie dernier cri

LES ETATS-UNIS et Abou Dhabi devraient signer prochainement l'accord final sur la vente à cet émirat de 80 avions de combat F-16 Block-60, pour une valeur estimée à 6 milliards de dollars (5,7 milliards d'euros), selon des sources militaires dans les Emirats arabes unis.

Conclu, en son principe, il y a un an avec le constructeur Lockheed Martin, cet achat butait néanmoins sur le refus, par Washington, de livrer à l'armée de l'air émiratite des matériels très sensibles, comme le contrôle des codes d'accès et de gestion des systèmes d'armes et des contre-mesures électroniques. Des sources militaires à Abou Dhabi ont, indiqué, jeudi 13 mai, que ce contentieux était réglé. Ce qui fera du F-16 Block-60 un avion singulièrement moderne, apte – outre le fait qu'il sera doté de certaines des technologies destinées au F-22, le dernier-né de l'aviation américaine, comme le radar et les équipements de guerre électronique – à l'import d'armements non américains au choix du client.

L'acquisition par Abou Dhabi des F-16 de nouvelle génération aura probablement pour conséquence que le marché émirati sera fermé au Rafale français. La France avait proposé son appareil, profitant de la

difficulté des négociations avec les Américains, Fin 1998, Abou Dhabi a toutefois commandé, pour quelque 30 milliards de francs (4,6 milliards d'euros) 63 Mirage 2000-9, conçus pour tirer des missiles air-air MICA (dans leurs versions électromagnétiques et infrarouges) et des missiles de croisière air-sol Black Shahine (de 300 kilomètres de portée) conçus par le groupe franco-britannique Matra BAe Dynamics. Ces armements pourraient, dans ces conditions, être aussi adaptés au F-16 Block-60 si Abou Dhabi le décide.

INQUIÉTUDE A RYAD

A l'approche de la signature officielle du contrat avec les Etats-Unis, qui reste soumise au préalable d'un vote du Congrès, certains des pays de la région, tels qu'Israël ou l'Arabie saoudite, pourraient se formaliser d'une décision de Washington d'accorder le fin du fin de sa technologie militaire à Abou Dhabi. En effet, les Emirats arabes unis vont disposer avec le F-16 Block-60 – mais aussi avec le Mirage 2000-9 armé du Black Shahine – d'un arsenal qui n'est pas encore en service aux Etats-Unis et qui est susceptible de déstabiliser le Proche-Orient. – (AFP, Reuters.)

Tournez la page et découvrez
la meilleure adresse
pour profiter des offres HP.

celeron™
PROCESSOR

HEWLETT®
PACKARD

FRANCE

LE MONDE / SAMEDI 15 MAI 1999

CORSE Les quatorze organisations nationalistes qui s'étaient rapprochés au lendemain des élections territoriales des 7 et 14 mars appellent à une manifestation, sa-

medi 15 mai, à Ajaccio, « pour une solution politique » des problèmes posés après quatorze mois de recherche de l'« Etat de droit » dans l'île. ● L'INCARCÉRATION de l'ancien

préfet, Bernard Bonnet, à la suite de l'incendie d'une paillote sur une plage proche d'Ajaccio, est ressentie comme un avantage donné à tous ceux dont la politique d'Etat de

droit contrarie les objectifs ou les intérêts. ● A AJACCIO, vendredi en fin de matinée, Nicolas Sarkozy, président par intérim du RPR, a laissé planer la menace d'une motion de

censure, déjà souhaitée par l'UDF, contre le gouvernement de Lionel Jospin, accusé de ne pas « assumer sa responsabilité politique » (lire également pages 12, 13 et 14).

Les nationalistes exploitent l'affaire Bonnet contre l'Etat

Quatorze organisations appellent à manifester à Ajaccio, samedi 15 mai, pour une négociation avec Paris afin de faire évoluer le statut de l'île vers une « autonomie » qui reste largement à définir. Les partis de gauche et de droite ne sont pas hostiles à une telle discussion

AJACCIO

de notre envoyée spéciale

Alors que l'ancien préfet de Corse Bernard Bonnet est incarcéré à la prison de la Santé et que les juges d'Ajaccio continuent leurs auditions, quatorze organisations de l'île appellent, samedi 15 mai, à une manifestation unitaire pour une évolution du statut de cette région. L'autonomie est dans l'air du temps en Europe, où un nouvel espace des régions est à définir, sujet d'actualité en Ecosse, au Pays basque, en Catalogne. En Corse même, les huit élus nationalistes de Corsica Nazione et d'autres conseillers de l'Assemblée territoriale commencent à en débattre. Comment définir cette revendication d'« autonomie » ?

La question peut paraître prématurée si l'on en juge par le peu d'éléments de réponse fournis par les uns ou les autres, mais le débat s'ouvre ; les citoyens de Corse auront tôt ou tard à y participer, même si, actuellement, le respect de l'Etat de droit leur paraît priori-

taire, avec en corollaires l'arrêt de la violence et l'élucidation des crimes et délits. Dans *Le Monde* du 12 mai, Jean-Guy Talamoni, chef de file de Corsica Nazione (proche du FLNC-Canal historique), a résumé les grandes lignes du changement institutionnel réclamé par son mouvement, qui milite pour l'indépendance : délégation d'un pouvoir législatif à l'Assemblée de Corse, suppression des conseils généraux et concentration de leurs compétences et moyens financiers entre les mains de l'Assemblée ; enseignement obligatoire de la langue corse ; moyens d'un développement économique durable, identitaire et maîtrisé par les Corses, avec un statut fiscal dérogatoire et un code des investissements ; enfin, reconnaissance du peuple corse.

Pour sa part, l'Union du peuple corse (UPC), fondée par Edmond Simeoni, a toujours gardé sa ligne « autonomiste ». Aujourd'hui, elle impute le « fiasco politique du gouvernement en Corse à son absence

de volonté pour engager les réformes nécessaires ». « Quel contraste avec la Grande-Bretagne de Tony Blair, qui vient d'officialiser l'autonomie pour l'Ecosse et le pays de Galles !, observe François Alfonsi, secrétaire national de l'UPC. La Corse a un statut de décentralisation, mais le préfet reste omnipotent, par le jeu des multiples administrations départementales, y compris sur ce qui déjà est délégué à l'Assemblée. Le corps préfectoral est une exception en Europe ! »

Pour M. Alfonsi, « le statut d'autonomie sera en rupture (...) Pour le délimiter, explique-t-il, on commencera par définir ce que l'Etat garde : la justice, la sécurité, les frontières, la représentation externe. Le reste appartient à la région. C'est l'inverse de la logique qui a conduit à la décentralisation. Cela se traduira par un arrêt enfin réel des tutelles. Cette autonomie suppose un autre principe, celui de la responsabilisation des élus, appelés à rendre des comptes sur leurs résultats à la population ».

Parmi les petits groupes de la nébuleuse nationaliste, A Manca Nazionale est plus elliptique sur l'« alternative » que peut être le « mouvement national ».

« Pour être autonome, il faut être riche, en ressources humaines comme en fonds »

Il doit se montrer capable, estime-t-elle, « par des pratiques nouvelles, de construire une société corse de droit ». Scelta Nova se contente, pour sa part, de fustiger la France, qui « continue à s'illustrer par son jacobinisme forcené et dépassé ». Le Partitu per l'indipendenza (PPI), composé majoritaire-

ment d'anciens d'A Cuncolta Indipendentista et qui affiche clairement son objectif, se dit également « preneur », dès maintenant, de l'autonomie.

Dans les partis traditionnels, on s'exprime encore moins sur le fond. Seul le président de l'Assemblée de Corse, José Rossi (DL), demande, pour la première fois, une autonomie de gestion. Il souhaite la délégation d'une partie du pouvoir législatif à l'Assemblée territoriale, dans des termes proches de ceux définis par M. Talamoni. A contrario, M. Rossi, ancien président de celui de Corse-du-Sud, n'évoque pas le sort des conseils généraux, vilipendés par les nationalistes.

Paul Giacobbi (radical de gauche), président du conseil général de Haute-Corse, s'est prononcé pour une simplification, qui passerait par la disparition des départements, au nom du développement économique efficace pour lequel il se bat.

En ces temps de turbulences, il préfère la réserve. « La vie publique ne s'oriente pas uniquement d'après une fraction minoritaire de l'opinion », dit-il, à savoir les nationalistes, qui profitent de la crise ouverte par la faute du préfet Bonnet pour forcer la marche... M. Giacobbi en convient : « Il faut débattre, il faut renforcer de manière importante la décentralisation. Je n'ai pas attendu les incendies de paillote pour le demander. Les collectivités locales sont diffamées. Commençons par être exemplaires pour le peuple ! »

Ailleurs, l'imprécision reste de mise. Dans une conférence de presse, à Bastia, le 12 mai, pour les élections européennes du 13 juin, Marie-France Giustiniani, membre du bureau fédéral du PS de Haute-Corse, évoque l'« Europe, une chance et une opportunité pour la Corse ». « En fonction des dispositions européennes et tout en restant dans le cadre républicain, il sera possible de rentrer dans un schéma permettant de développer une autonomie régionale. C'est un facteur de développement pour la Corse. La réflexion, annonce M^{me} Giustiniani, sera menée sur ce thème ».

Nouveau venu sur l'échiquier corse, Corse social-démocrate, qui compte cinq élus se situant à gauche de l'Assemblée, se veut à l'écoute de la société civile, même en matière d'autonomie. Son chef de file, le médecin Simon Renucci, veut ouvrir des cahiers de doléances partout dans l'île. « Nous avons reçu mandat de nos électeurs pour nous battre pour une simplification administrative et une intercommunalité, mais pas pour autre chose. Alors, il nous faut consulter nos électeurs à nouveau », dit-il. M. Renucci s'interroge : « Pour

être autonome, il faut être riche, en ressources humaines comme en fonds. Avons-nous suffisamment de gens sur l'île pour assumer notre autonomie, qui est plus que l'autogestion ? La Corse a-t-elle besoin d'un changement institutionnel immédiat et profond parce que des événements graves viennent de s'y produire ? Il faut éviter l'empilement des structures. On a besoin, d'abord, de remise en ordre, de développement. Dans ce cadre, on pourra favoriser un changement institutionnel, le préparer. »

Car, au-delà des revendications d'autonomie, reste le problème de la violence. « Ce n'est plus un préalable entre les diverses tendances nationalistes », affirme M. Talamo-

15 % de partisans de l'indépendance

Les élections à l'Assemblée de Corse, en mars, avaient été marquées par le score élevé des nationalistes. Le premier sondage après l'incendie de la paillote (BVA, réalisé du 29 avril au 2 mai auprès de 504 personnes en Corse et 950 personnes en France continentale, pour *Paris-Match*) confirme ce regain relatif d'audience. En effet, 29 % des Corses interrogés se disent proches des nationalistes, contre 59 % qui s'en disent éloignés. Ce niveau de proximité a doublé depuis février 1998, au lendemain de l'assassinat du préfet Erignac, mais reste encore inférieur à ce qu'il était en 1990 (36 %). De même, les Corses favorables à un référendum sur l'indépendance de la Corse (43 %, plus 7 points en un an) sont presque aussi nombreux que ceux qui y sont opposés (47 %, en baisse de 8 points). Mais il ne s'en trouve que 15 % (contre 69 % d'avis contraire) pour assurer que, dans ce cas, il voterait pour l'indépendance.

ni. Dans *Le Figaro* du 12 mai, le chef de file de Corsica Nazione assurait : « Il est probable qu'une solution politique effective mettra un terme aux actions du FLNC. Les clandestins rêvent de paix pour leurs enfants. » Reste que des tentatives ont été commises, ces jours-ci, à Avignon, à Nice, à Bonifacio et, jeudi 13 mai, dans le cap Corse.

L'UPC, en revanche, a toujours refusé le recours à la clandestinité, considérant qu'elle ne pouvait mener qu'à l'affrontement entre Corses. L'histoire de ces dix dernières années, et sa trentaine de meurtres entre frères ennemis, lui a donné raison.

« Arrêtez donc de nous montrer du doigt ! »

AJACCIO

de notre envoyée spéciale
« On la paie déjà, la bêtise de Bonnet. A Marseille, où je suis mes cours universitaires, des profs n'ar-

REPORTAGE
La population craint un coup d'arrêt au rétablissement de l'Etat de droit

rêtent pas de me dire : "Encore vous, les Corses ! Décidément, vous êtes différents de nous !" Les étudiants cherchent davantage à comprendre, mais les médias du continent ne nous aident guère. Arrêtez donc de nous rendre tous responsables, de nous voir comme une espèce autre, de nous montrer du doigt à cause du préfet ! » Isabelle, jeune mariée dont l'époux travaille à Ajaccio, née elle-même dans cette ville, suit une formation complémentaire à Marseille. Décidée à s'adapter pour garder un emploi ici, même

s'il ne correspond pas à ses choix initiaux, elle exprime lassitude et révolte, avec le « sentiment d'une humiliation de plus ».

En ville, les plaisanteries sarcastiques sont encore de saison. Du classique salut de la rue, « Pace e salute ! », on fait une parodie : « Il est à la Santé [Salute en corse], il a la paix [Pace] ! » Ou encore, allusion à Robinson Crusoe : « Il est arrivé un jeudi, il nous a pris pour des Vendredi. »

Désormais, on regarde aussi, comme le fait François, étudiant lui aussi, vers ce continent où les incidents ne manquent pas, dans ces banlieues chaudes dans lesquelles la police hésite à entrer : « Il [le continent] n'a pas trop de leçons à nous donner. On ne dépare pas des autres régions. Simplement le code des couleurs, chez nous, c'est les "bleus" qui mettent le feu, et les "rouges" qui l'éteignent. Ailleurs, comme les "bleus" ne peuvent pas y entrer, ce sont les jeunes qui se dévouent. »

Cependant, après trois semaines

de tempête, de stupeur, de colère, puis de doute, le temps vient de la réflexion. « Ceux qui crient le plus fort pavoisent, ils se blanchissent de toutes leurs turpitudes. Les cagoullards, comme certains élus, espèrent voir leurs ennuis judiciaires se perdre dans les sables », s'indigne un commerçant, pour qui « l'Etat de droit est plus que jamais nécessaire ».

« UN ÉCRAN DE FUMÉE »

Cette crainte est largement répandue. Elle revient aujourd'hui comme une lame de fond, après l'émotion incrédule qui a suivi l'arrestation du préfet. Ce jour-là, ils avaient été nombreux à le huer devant la gendarmerie, alors que certains jetaient des bouteilles sur son passage. « Mais, depuis, ceux qu'il avait réussi à traîner devant la justice se refont une virginité. Même le président de l'Assemblée de Corse, José Rossi, mis en cause pour des fonds du RMI qu'il pourrait avoir détournés de leur destination, rebondit en réclamant, pour la pre-

mière fois, l'autonomie de gestion, comme les nationalistes. C'est un écran de fumée », dénonce un responsable associatif.

A la veille de la manifestation organisée, samedi 15 mai, par les nationalistes, Isabelle, qui n'ira pas dans la rue, se souvient d'un autre défilé... « Au lendemain de l'assassinat du préfet Erignac, quand quarante mille personnes marchèrent dans Ajaccio, j'y étais. C'est la seule fois où j'ai affirmé de cette façon mon désaccord. Nous voulions rentrer dans la normale ! »

« Dans les premiers mois de son exercice, ajoute-t-elle, le préfet s'en est pris aux grosses entorses à l'Etat de droit : les prêts abusifs du Crédit agricole, les escroqueries aux subventions, le non-paiement des impôts, etc. Il osait mettre en cause des notables jusque-là épargnés. Les tentatives diminueront aussi fortement. Beaucoup de gens, comme moi, s'en réjouissent. Mais, après, il a commencé à avoir un comportement provocateur, niant les droits les plus élémentaires des personnes, continuant sa politique à coup de médiatisation, jouant l'Etat-spectacle, l'Etat-esbroufe. Aujourd'hui, le seul espoir qui nous reste est la justice. »

Victoire Canale, une des Femmes pour la vie, l'association qui avait appelé à cette manifestation géante contre la violence, a tenu, elle aussi, le 10 mai sur France 2, à mettre en garde l'opinion « contre la volonté actuelle de certains de se blanchir ».

D. R.

Danielle Rouard



Assemblée Générale Mixte

Actionnaires de Accor, vous êtes invités à participer à l'Assemblée Générale Mixte* de votre Société

Le jeudi 27 mai 1999 à 10h00 à l'Hôtel Sofitel Paris Forum Rive Gauche 17, boulevard Saint-Jacques 75014 Paris

Pour participer à l'Assemblée, vous devez demander à votre banque ou à votre intermédiaire financier d'immobiliser vos titres et de déposer le certificat d'immobilisation à la Société Générale, Service des Assemblées Générales, 32, rue du Champ de Tir, 44300 Nantes, **au plus tard le jeudi 21 mai 1999.**

Votre banque vous procurera les documents suivants** :

- convocation à l'Assemblée Générale,
- demande de carte d'admission,
- formulaire de vote par correspondance ou par procuration.

Au cas où vous ne pourriez être présents à l'Assemblée, vous devrez renvoyer au plus vite ce formulaire à la Société Générale, après avoir immobilisé vos titres comme indiqué ci-dessus.

Les renseignements pratiques concernant cette Assemblée peuvent être obtenus auprès du service Relations Actionnaires au 01 45 38 86 26.

* sur deuxième convocation

** vous pouvez également télécharger ces documents sur notre site internet accor.com/finance (rubrique "informations actionnaires - guide pratique")

à 5 min de PARIS
LE 1er SUPERMARCHÉ DE L'AUTOMOBILE
500 occasions récentes
en stock permanent au meilleur prix

OCASIONS TOUTES MARQUES

TOUR PLEYEL à 300 m
ARRIVAGE NOUVEAUTÉ TOUTES MARQUES
ARRIVAGE CEE
ATELIER DE PRÉPARATION
ACCUEIL COMMERCIAL
VÉHICULES RÉCENTS MOINS DE 5000 Kms
MÉTRO Mairie de St Ouen à 300 m

227, bd Anatole France 93200 St DENIS - 01 49 33 60 90
De PARIS : Pte de St Ouen, aller à la Mairie de St Ouen, puis 300 m
NOUS ACHETONS COMPLANT VEHICULES RECENTS années 94 à 98 25000km/an pour diesel - 15000 km/an pour essence
CONTACTER M. MERCIER 01 49 33 60 86 - 01 49 33 60 90



M. Sarkozy poursuit son « travail de sape » contre le gouvernement

AJACCIO

de notre envoyé spécial

Nicolas Sarkozy s'était invité en extremis au dîner organisé, vendredi 7 mai, par Bernard Pons pour le quatrième anniversaire de l'élection de Jacques Chirac à la présidence de la République. C'était sa première surprise-partie de la campagne des élections européennes. « Mais il y en aura d'autres », assurait-il. Promesse tenue une semaine plus tard. Vendredi 14 mai, M. Sarkozy s'est rendu en Corse. Au débotté, le jeune avocat d'affaires s'est fait subrepticement le procureur de l'incendie criminel d'une paillote, devenu affaire d'Etat. « Qui est responsable ? Cette question, je la pose non pour compliquer la tâche du gouvernement, dont l'impéritie éclate chaque jour davantage, mais parce que nos compatriotes (...) veulent connaître la vérité », a demandé à cette occasion le président par intérim du RPR.

Il faut savoir, pour mieux comprendre, que quatre jours auparavant, alors que la « surprise corse » était déjà programmée dans l'agenda de campagne de M. Sarkozy, celui-ci expliquait ainsi l'attitude, jugée relativement modérée, du groupe RPR de l'Assemblée nationale : « Si l'on procède à une attaque frontale avec Jospin, on dira forcément que c'est Chirac qui nous l'a soufflée. Cela peut gêner le président. Non, il vaut mieux utiliser cette affaire pour mener un travail de sape » envers celui qui sera en principe, en 2002, le principal rival de M. Chirac à la prochaine élection présidentielle.

A Ajaccio, vendredi, devant les comités de soutien à la liste qu'il conduit pour les élections européennes, le président du RPR, qui n'est donc nullement le porte-parole du président de tous les Français, a simplement lâché ces frappes : « Quand un panneau de basket se décroche accidentelle-

ment et blesse un adolescent, le maire est condamné. (...) Quand un des vingt-deux préfets de région est accusé d'avoir, une année durant, détourné de sa mission républicaine une unité de gendarmerie, dont certains des membres iront jusqu'à organiser des attentats, le ministre de l'intérieur et le premier ministre ne s'estiment responsables de rien (...). Sans doute Lionel Jospin ne s'est-il pas rendu compte que son système de défense l'accable plus qu'il ne l'excuse. »

« IL VA FALLOIR CENSURER »

L'ancien porte-parole de la campagne présidentielle d'Edouard Balladur, en 1995, a ajouté : « Qui, si ce n'est M. Jospin, a investi le préfet Bonnet des pleins pouvoirs ? Qui, si ce n'est le gouvernement, a décidé la création du GPS ? Qui était destinataire des rapports de la police ? Durant un an, il ne s'est donc trouvé personne au gouvernement pour s'intéresser au travail du préfet Bonnet ? Lionel Jospin a même oublié que c'est lui qui avait nommé le préfet Bonnet. La tentative pour y associer le président de la République est rien de moins que pathétique. C'est aussi le président qui nomme les ministres de M. Jospin ! Est-ce à dire que concrètement c'est lui qui les a choisis ? »

Fidèle au « travail de sape » qu'il s'était promis d'accomplir, M. Sarkozy a conclu : « La responsabilité politique du ministre de l'intérieur et du premier ministre se trouve gravement engagée. Dans n'importe quelle démocratie, le ministre aurait tiré la conséquence d'aussi graves dysfonctionnements dans les services dont il avait la responsabilité ». Et d'ajouter cette menace : « Je crois que le moment s'approche où il va nous falloir censurer un gouvernement qui refuse à ce point d'assumer sa responsabilité politique. »

Jean-Louis Saux

L'autorisation de reconstruire la paillote délivrée par M. Bonnet

LE 12 MAI, le gouvernement avait été interpellé, à l'Assemblée nationale, au sujet de l'autorisation donnée à Yves Féraud de reconstruire son restaurant incendié, exactement au même emplacement, c'est-à-dire sur la plage de Cala d'Orzu, domaine public normalement protégé de toute construction d'édifice privé, a fortiori commercial. Elisabeth Guigou, la ministre de la justice, avait alors assuré avec force, au nom du gouvernement, qu'au mois d'octobre « le propriétaire devra démolir son établissement ». Elle avait aussi, en expliquant que Bernard Bonnet, quelques jours après l'incendie, avait lui-même donné cette autorisation, provoqué l'étonnement des députés de

droite et de gauche (*Le Monde* du 14 mai).

En fait, précise aujourd'hui le ministère, il semble que, très vite après l'incendie qui s'est produit dans la nuit du 19 au 20 avril, le restaurateur a demandé une autorisation de reconstruire auprès de la direction départementale de l'équipement. Cette dernière a consulté la préfecture. Le préfet, qui était encore M. Bonnet, a donné son accord, permettant ainsi à la DDE de délivrer rapidement son autorisation, le 4 mai, soit la veille de la mise en examen de l'ancien préfet et de son directeur de cabinet. Profitant des circonstances, M. Féraud s'est ainsi retrouvé, pour la première fois, en possession d'une autorisation en bonne et due forme de reconstruire son restaurant, alors même que, depuis 1995, le tribunal administratif le somme de le détruire.

Conscient que ce n'est pas la meilleure démonstration de la volonté de poursuivre la politique d'Etat de droit, le gouvernement a précisé, à l'Assemblée nationale, mais aussi au nouveau préfet, Jean-Pierre Lacroix, que cette autorisation ne vaut que jusqu'au 31 octobre. Les « paillottiers », eux, se voyaient déjà négocier, pour la suite, avec le nouveau préfet.

Raphaëlle Bacqué

M. Marchiani s'implante à Toulon en vue des prochaines élections municipales

L'ancien préfet du Var est candidat sur la liste de M. Pasqua aux européennes

Jean-Charles Marchiani, dont le passage comme préfet de Toulon, entre 1995 et 1997, avait été controversé, prépare son retour dans le Var.

TOULON

de notre correspondant

« Je reviendrai à Toulon », avait promis Jean-Charles Marchiani en quittant la préfecture du Var, à la tête de laquelle il avait fait un passage très remarqué entre novembre 1995 et août 1997. Et le voilà de nouveau installé, au cœur de la ville, dans la permanence de la liste Pasqua-de Villiers, sur laquelle il devrait figurer en septième position et dont il est responsable des campagnes en région Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA). Le choix de Toulon n'est pas fortuit, même si, pour ce nouveau venu en politique, « la stratégie est d'essayer au plan national, comme en région et au niveau local, de rassembler un électoralat de droite traditionnelle comme celui de Millon et celui de cette droite populaire qui était la clientèle classique du RPR ».

Se relevant doucement des affaires ayant éclaboussé une partie de la classe politique après l'assassinat de la députée Yann Piat, en février 1995, le Var et, plus particulièrement, sa capitale ont du mal

à retrouver leurs marques. La gauche surfe sur la « vague rose » mais la droite a des difficultés à renouveler ses cadres et le FN se délite au fil des ruptures et des mésalliances.

Les élections européennes serviront de tremplin et de test au préfet atypique prônant haut et fort une morale chrétienne et ayant, en son temps, engagé un bras de fer musclé contre le centre culturel de Châteaueuvallon. Cela donnait alors à penser qu'il tentait de « peyratier » le maire de Toulon, Jean-Marie Le Chevallier (FN), à l'instar de ce qui s'était passé à Nice quand Jacques Peyrat avait pris ses distancias avec le Front national pour gagner la mairie.

Les temps ont changé et la situation est devenue confuse. « Néanmoins, j'ai l'impression que je pourrais arriver au bon moment », ironise M. Marchiani, qui aime manier la litote sans faire grand mystère de son attrait pour la mairie de Toulon. Bien avant sa mise en congé des cadres préfectoraux, cet ancien des services secrets a beau-

Candidat en position éligible sur la liste de M. Pasqua pour les élections européennes, il vise surtout les élections municipales de 2001,

avec l'espoir de fédérer une droite traumatisée et une extrême droite affaiblie que le maire, M. Le Chevallier (FN), a laissée se déliter

« VALEURS MORALES »

L'arrivée de M. Marchiani gêne les ténors de droite, qui craignent que cet homme aux réseaux et aux amitiés multiples vienne perturber un électoralat en déshérence face à la droite frontiste. Un sondage IFOP, réalisé les 30 et 31 mars dernier, donne le sénateur et président du conseil général Hubert Falco (DL) gagnant dans tous les

cas de figure : avec 44 % dans le cadre d'une triangulaire avec la gauche et le FN, et plus de 60 % en cas de duel avec la gauche. La donne pourrait être modifiée avec ce préfet qui, outre un certain électoralat de droite un peu déphasé, peut récupérer des voix dans la communauté corse, chez les pieds-noirs et chez certains centristes en quête de renouveau musclé, et même à l'extrême droite...

« Des gens comme de la Brosse ou Gestat de Garambè ont des valeurs morales proches des miennes », a confié au Monde M. Marchiani, qui évoque déjà un programme pour la relance économique de Toulon : « Dans une période de vingt à trente mois, on peut relancer l'entretien et la réparation navals, créer un certain nombre de millions d'heures de travail qui auront des retombées sur les sous-traitants. Avec les chefs d'Etat ou les ministres de la défense des pays arabes ou africains que je connais, je me fais fort d'y parvenir. »

José Lenzini

La justice condamne de nouveau l'extrême droite à Vitrolles et à Marignane

MARSEILLE

de notre correspondant

A la requête d'opposants des municipalités d'extrême droite de Vitrolles et de Marignane, le tribunal administratif de Marseille a annulé, mardi 11 mai, plusieurs délibérations des conseils municipaux, suivant ainsi les conclusions du commissaire du gouvernement développées lors de l'audience du 27 avril. En premier lieu, le tribunal a annulé la décision de Catherine Mégret, maire (FN) de Vitrolles (Bouches-du-Rhône), de faire supporter au budget communal les frais d'avocat dans une procédure engagée contre elle par plus de sept cents plaignants et portant sur les propos tenus, peu de temps après son élection, dans les colonnes du quotidien allemand *Berliner Zeitung*. Cet entretien avait valu à M^{me} Mégret d'être condamnée en appel, le 9 mars 1998, pour complicité de provocation à la discrimination raciale, à trois mois de prison avec sursis et 50 000 francs d'amende, la justice estimant que le maire de Vitrolles avait commis une faute personnelle détachable de ses fonctions.

Le tribunal a également annulé – pour vice

de forme – une délibération du conseil municipal de Vitrolles, en date du 3 octobre 1997, par laquelle il était décidé de débaptiser la rue Jean-Marie-Tjibaou et de donner à cette voie le nom de Jean-Pierre Stirbois. Toujours dans le sillage des conclusions du commissaire du gouvernement, la juridiction a déclaré illégales trois décisions de subventions prises par les municipalités de Vitrolles et de Marignane en faveur de Fraternité française, une association caritative proche du FN.

DÉCISIONS « SCANDALEUSES ET RIDICULES »

A Vitrolles, le conseil d'administration du centre communal d'action sociale avait alloué 80 000 francs à Fraternité française pour assurer la « gestion d'une prestation d'aide alimentaire en faveur de la population en précarité ». Observant – comme ils l'ont fait dans de précédents jugements – que Fraternité française institue dans ses statuts « une distinction entre Français et étrangers », les juges administratifs ont estimé que cette action caritative, assimilable à un service public, ne pouvait être assurée par une association prônant une telle dis-

crimination. Deux autres subventions à Fraternité française ont été annulées, de même qu'une subvention de la municipalité de Marignane à l'association Echanges internationaux de Marignane. Pour cette dernière décision, le tribunal a estimé trop imprécise la note de synthèse accompagnant la délibération. Enfin, le tribunal a rejeté la majorité de la douzaine de requêtes déposées contre des décisions municipales vitrolloises par Jean-Jacques Anglade, ancien maire (PS) de la ville.

M^{me} Mégret, qui a annoncé qu'elle fera appel, s'est élevée contre ces décisions « scandaleuses et ridicules ». Pour ce qui est de l'entretien au journal allemand, elle assure avoir été « condamnée, notamment, pour avoir donné cette interview dans son bureau de l'hôtel de ville et en tant que maire ». Quant à l'annulation des subventions à Fraternité française, elle estime que, « si cette décision faisait jurisprudence, il deviendrait impossible de verser le moindre subside à des associations telles que les amicales corses, pieds-noirs ou même professionnelles ».

Luc Leroux

Un projet de loi vise à améliorer l'accueil des gens du voyage

Le dispositif actuel, reposant sur la bonne volonté des élus, n'est que très partiellement appliqué

LE TRIBUNAL de grande instance de Bourg-en-Bresse (Ain) a ordonné, mercredi 12 mai, l'expulsion d'environ soixante-dix caravanes de familles du voyage, installées depuis le 9 mai sur un terrain communal au nord de la ville. Cette décision confirme un arrêté municipal du 17 juillet 1998, interdisant le stationnement sauvage des caravanes. L'histoire est paradoxale dans la mesure où la ville de Bourg-en-Bresse est considérée comme un modèle en matière d'accueil des gens du voyage depuis l'ouverture, en juillet 1998, d'un terrain équipé d'une trentaine d'emplacements. La ville organise d'ailleurs, le 28 mai, en présence du secrétaire d'Etat au logement, Louis Besson, un colloque sur ce thème, auquel participeront plusieurs associations de tsiganes.

L'exemple de Bourg-en-Bresse, la seule commune du département, avec Montmerle-sur-Saône, distante de 40 kilomètres, à disposer d'une aire d'accueil, illustre parfaitement les limites de la loi actuelle, que le gouvernement s'apprête à réformer (*Le Monde* du 13 mai).

L'article 28 de la loi du 31 mai 1990 sur le droit au logement dispose, en effet, que doit être élaboré, dans tous les départements, « un schéma d'accueil », et que chaque commune de plus de 5 000 habitants « prévoit les conditions de passage et de séjour des gens du voyage ». Mais elle repose exclusivement sur la bonne volonté des élus et n'a été que très partiellement appliquée. Trente-deux départements seulement ont adopté un schéma et un quart environ des 1 739 communes concernées ont réalisé des aires.

PLUS DE CONTRAINTES

En l'absence d'emplacements en nombre suffisant, la pression est d'autant plus forte sur les communes qui remplissent leurs obligations. D'autant plus lorsqu'elles sont, comme Bourg-en-Bresse, situées sur un axe de circulation des gens du voyage, en l'occurrence vers la vallée du Rhône. Un nouveau projet de loi, plus incitatif et plus contraignant, adopté par le conseil des ministres, le 12 mai, sera débattu à l'Assem-

blée nationale, les 2 et 3 juin. Il propose de rendre obligatoire l'adoption d'un schéma départemental et qu'à défaut, dans un délai de dix-huit mois après la promulgation de la loi, le préfet puisse l'arrêter seul et le rendre exécutoire. De la même façon, les communes de plus de 5 000 habitants devront construire des aires d'accueil ou participer à leur financement dans le cadre de conventions intercommunales, sous peine de se voir imposer ces aménagements à leur frais. En contrepartie, l'Etat financera 70 % de ces investissements – au lieu de 35 % actuellement – et les élus pourront obtenir l'« évacuation forcée » des campements sauvages, y compris sur les terrains privés, le juge ordonnant en principe à leurs occupants de rejoindre l'aire aménagée.

A Bourg-en-Bresse, la communauté de communes avait initialement prévu l'aménagement de trois terrains d'une trentaine d'emplacements chacun, ainsi que d'un autre, plus vaste, destiné au grand rassemblement des évangélistes qui, traditionnellement, transitent par la

région, notamment l'été. Mais les trois autres communes concernées, Viriat, Péronnas et Saint-Denis, n'ont pas fourni les terrains. En outre, l'élaboration d'un schéma départemental est resté en plan alors que le conseil général a participé au financement de l'aire aménagée sur la commune de Bourg-en-Bresse.

« En l'absence de schéma organisé et d'obligation légale, les élus attendent que leurs voisins prennent l'initiative », souligne Laurent Guillemot, directeur de cabinet d'André Godin, maire (PS) de Bourg-en-Bresse. Depuis l'ouverture d'une aire d'accueil dans sa commune, et comme l'y autorise la loi Besson de 1990, ce dernier engage systématiquement des procédures en référé à l'encontre des caravanes stationnant illégalement. Depuis le 1^{er} août 1998, quinze expulsions ont ainsi été demandées par le maire et obtenues en référé. Mais dans la moitié des cas, précise son cabinet, les trente emplacements aménagés étaient déjà tous occupés.

Christine Garin

DETAILLANT GROSSISTE VEND AUX PARTICULIERS
Recommandé par Paris pas Cher, Paris Combines...

MATELAS & SOMMIERS
Toutes dimensions - Fixes ou relevables
SWISSFLEX - TRECA - EPIDA - SIMONS
DUNLOPILLO - BULTEX - PIRELLI - ETC...

CANAPES, SALONS, CLIC-CLAC
Cuir - Tissus - Alcantara
Steiner - Coulon - Duvivier - Sufren - Etc...

Vente par téléphone possible
Livraison gratuite sur toute la France

MOBECO
247, rue de Belleville PARIS 19 M° Télégraphe
50, avenue d'Italie PARIS 13 M° Pl. d'Italie

01.42.08.71.00 - 7j/7

www.achat.hp.com

celeron™
PROCESSOR

HP Bio BA Équipé du processeur Intel® Celeron™ 366 MHz

**HEWLETT®
PACKARD**

ACTIVE:LMQPAG:WMQ1505--0011
does not exist

Le respect de la loi et le respect de la Corse

par Gaston Piétri

Le premier ministre s'est dit personnellement «*blesé par ce qui vient de se produire*» en Corse. Blessés, nous le sommes tous dans l'île. Que dans une situation exceptionnelle, où la priorité des priorités paraissait être le droit, les garants de la loi au plus haut niveau se trouvant un an plus tard lamentablement impliqués dans des pratiques qui relèvent en soi du voyouisme le plus vulgaire, voilà qui ne peut qu'engendrer la pire des méfiances. Inutile d'essayer de s'en tirer par des exhortations lénifiantes. La crise est grave. Elle mérite à tout le moins deux réflexions et une suggestion.

La première réflexion concerne le rapport des Corses à la loi. On ne peut tout expliquer par l'Histoire. Mais on ne peut s'empêcher de penser que la mémoire collective a conservé longtemps des traces de cette loi qui n'en était pas une, au temps où la domination de Gênes, succédant à bien d'autres dominations étrangères, faisait régner en Corse l'arbitraire le plus intégral. Quand un Corse vous dit que «*la justice n'est pas de ce monde*», il n'entend pas seulement dire quelque chose d'une foi en l'éternité mais peut-être, plus simplement, son radical scepticisme sur la justice humaine.

Deux siècles et demi de rattachement à la France, devenue depuis 1789 la patrie des droits de l'homme, n'ont certainement pas réussi à effacer tous les vestiges d'une histoire qui fut plus souvent celle du non-droit. Le non-droit de la part des administrés s'est voulu, en maintes occasions, une réponse à ce que l'on croyait être une trompeuse façade de la part des pouvoirs. Lorsque la III^e République préférait au développement de la Corse l'aide à l'émigration et l'assistance pour les résidents, elle ne savait peut-être pas à quel point ce déséquilibre se paierait de passe-droits. Parfois minimes, ils n'en étaient pas moins la porte ouverte à tous les systèmes de débrouille, à tous les clientélismes, et en définitive à la mentalité selon laquelle la loi ne vaut que pour ceux qui sont contraints de la subir.

Quand cette pitoyable affaire de paillote débouche, un 3 mai, devant un magistrat et que l'aveu est immédiatement suivi d'une garde à vue et d'une perquisition chez le plus haut représentant de l'Etat, c'est à la fois une immense humiliation et – il faut le dire – la plus inattendue des surprises. On n'avait jamais vu pareille chose en Corse. C'est donc qu'il y a, malgré

tout, un droit et qu'il est pour tous. Au milieu de cette espèce de naufrage qui aurait pu être définitivement ici celui de l'Etat de droit, on sait au moins, désormais, que nul n'est propriétaire du droit et que, du plus grand au plus petit, tous les citoyens en sont les sujets. Telle est la leur positive dans le gâchis présent.

La deuxième réflexion est plus délicate. Les Corses, moins que d'autres, n'aiment pas qu'on leur joue la comédie. Sur le territoire insulaire, malgré la cloisonnement des vallées, tout se sait et se sait très vite. Sur dix hypothèses avancées dans les cafés et sur les places, cinq sont hasardeuses et parfois fantaisistes jusqu'au grotesque. Les cinq autres ont des chances de se vérifier dans les semaines ou les mois qui viennent. Pour accrédi-ter l'Etat de droit, que ceux qui représentent les services de l'Etat ou les ont représentés dans les années passées cessent de jouer en continu l'innocence. Cette sorte de jeu de massacre qu'a été, à l'Assemblée nationale,

confuse, aujourd'hui, s'il n'y avait eu ces ténébreux va-et-vient d'hier entre la Corse et Paris.

Aujourd'hui, l'urgence est là : quel que soit le gouvernement sur lequel tombe ce «*coup dur*», que pouvons-nous faire ensemble pour que les Corses, d'abord, croient à nouveau en eux-mêmes et qu'ils croient en l'Etat comme légitime régulateur de leurs débats et de leurs revendications ? C'est là plus qu'une question de politique conjoncturelle. C'est une question d'éthique fondamentale.

La suggestion porte sur le respect de la personnalité de la Corse. Le respect de la loi, qui s'impose aux Corses comme aux autres, appelle en retour le respect de leur propre personnalité collective. S'il est une chose qui aura été totalement étrangère au style – je dis bien au style – de ce qui s'est passé depuis février 1998 dans la «*remise en ordre*», c'est bien ce respect. Déjà, au lendemain du drame d'Aleria en 1975, l'évêque de Corse de l'époque écrivait au président de la République : «*La*

Déjà, au lendemain du drame d'Aleria, en 1975, l'évêque de Corse de l'époque écrivait au président de la République : «*La Corse, avant d'être un département français, est la Corse*»

la séance des questions du mardi 4 mai a indigné des Corses, quand il ne les a fait rire de ce rire moqueur dont les institutions ne sortent jamais indemnes.

Tout le monde sait ici qu'à côté du terrorisme, des meurtres, de l'impôt révolutionnaire instaurés par les tenants de l'extrémisme nationaliste, il y a eu des jeux obscurs mais qui n'ont pu rester secrets, des tractations parfois peu avouables menées par des émissaires directs ou indirects de l'Etat. Il y a eu aussi, pendant longtemps, toute l'action de «*polices parallèles*», de nombreux plasticages provoqués naguère par des réseaux proches du SAC, sans parler de ce tout récent groupe de pelotons de sécurité (GPS) qui n'était que la version la moins secrète des unités parallèles.

Trente ans d'histoire mettraient en cause tellement de pratiques et même de personnes qu'il serait sage, dans le duel droite-gauche, d'arrêter carrément le déballeage public entre hauts responsables. La situation ne serait pas si

Corse, avant d'être un département français, est la Corse.» Aussi simple que cela. Rien d'une option partisane. Aucune indication de type institutionnel concernant le régionalisme, l'autonomisme ou, à plus forte raison, l'indépendance, rien donc qui soit strictement en dehors de la compétence propre de l'Eglise.

Si les ministres de l'intérieur qui ont eu à faire face à Aleria en 1975, à Bastelica-Fesch en 1980, avaient compris la moindre chose à cette personnalité insulaire et à sa psychologie, jamais ils n'auraient recouru au type de déploiement spectaculaire de CRS qui a fait croire à beaucoup au véritable état de siège, créant une très périlleuse psychose.

Pourquoi, depuis trente ans, toutes les consultations électorales manifestent-elles avec évidence que les Corses dans leur grande majorité refusent délibérément la thèse de l'indépendance et pourquoi, entre-temps, ponctuellement, chaque fois qu'une décision ou un projet écorche ce qu'il

est convenu d'appeler «*le sentiment identitaire*», ces mêmes Corses se retrouvent-ils en nombre, parfois très brièvement, sur la longueur d'onde de la mouvance dite nationaliste ? Il faut y réfléchir.

Devant l'imbroglie de la Nouvelle-Calédonie, Michel Rocard avait, en 1988, dépêché dans l'île une mission qui n'était composée ni de grands stratèges politiques ni d'experts ultra-spécialisés, mais d'hommes connus pour la diversité de leurs opinions, réputés les uns et les autres pour leur sagesse, leur haute qualité morale et, par-dessus tout, leur capacité d'écoute. La Corse n'est pas la Nouvelle-Calédonie et les nationalistes corses ne sont pas le FLNKS en face de M. Lafleur. On ne peut répéter. Mais on peut toujours s'inspirer. Les commissions d'enquête en Corse n'ont pas manqué. Des experts, y compris de haut niveau, nous en aurons toujours pour nous aider à penser techniquement les problèmes cruciaux que pose le développement économique de l'île. Reste pourtant le plus irremplaçable : prendre les moyens d'écouter l'âme de la Corse.

Les Corses n'ont pas besoin d'être culpabilisés ni même, à vrai dire, déculpabilisés (car ils sont fort loin de l'innocence). Sur la personnalité de la Corse et le respect qu'elle réclame, le premier ministre, au terme de son entretien télévisé sur TF1 mardi 4 mai, s'est exprimé avec une justesse et une délicatesse qui méritent d'être salués.

Comment alors ne pas attendre des actes ? Y compris ceux qui consistent, à l'avenir, à éviter d'inutiles vexations. En voici un exemple. Le Conseil constitutionnel est un organisme infiniment respectable jusque dans sa vigilance sourcilieuse par rapport à l'esprit et à la lettre de la Constitution. Mais en rayant, naguère, d'un trait de plume le mot «*peuple*» du préambule du statut particulier de la Corse, il a donné à penser que la peur, ici la peur de voir ce mot «*peuple*» utilisé juridiquement par les extrémistes pour justifier le droit à l'autodétermination, pouvait l'emporter sur cette irrésistible intuition d'une communauté insulaire qui doit apprendre à conjuguer sa singularité avec l'ouverture à l'universel. La peur est toujours mauvaise conseillère. Le respect est un guide bien plus sûr.

Gaston Piétri est prêtre (diocèse d'Ajaccio).

Stéréotypes ou savoir ?

par Jean-Louis Fabiani

Bien que la figure du gendarme incendiaire constitue une apparente nouveauté dans l'histoire tourmentée de la Corse, les commentaires que suscitent les dérives de l'action préfectorale dans l'île sortent rarement de l'affirmation d'idées convenues et confortent l'exploitation politique, souvent éhontée, de l'événement. Peut-on prendre un instant du recul, et considérer, pour une fois, la Corse comme un objet de savoir ? La tâche n'est pas facile : on compte sur les doigts de la main les travaux de sciences sociales qui pourraient alimenter la réflexion.

L'excellent ouvrage de Jean-Louis Briquet, *La Tradition en mouvement. Clientélisme et politique en Corse* (Belin, 1997), est passé inaperçu : on y trouvait pourtant une analyse précieuse de l'étonnante faculté d'adaptation du système clientélaire corse aux processus de décentralisation et d'autonomie et une explication convaincante des échecs concernant les réformes institutionnelles et les mesures économiques récentes.

Les réformes peuvent ainsi attiser les conflits entre les groupes pour accéder aux bénéfices qu'elles induisent. Les statuts particuliers, pas plus que les gestulations à propos de l'Etat de droit, ne fournissent de réponse aisée aux tentatives de «*solution*» du problème corse.

A quelques exceptions près (mais qui connaît Max Caisson ou Gérard Lenclud ?), les ethnologues ont surtout fourni des topiques instantanément assimilables par les guides touristiques. Ils se sont surtout tenus prudemment à l'écart de ce tout ce qui pouvait susciter la polémique, instaurant une stratégie de risque zéro en sciences sociales.

Le Musée de la Corse, dont la création fut soutenue à grands frais par l'Etat et par la collectivité territoriale, propose ainsi une vision aimable, mais improbable, de la vie insulaire : bergers et touristes voisinent dans une muséographie surannée. Halte rafraîchissante pour vacanciers en short, ce musée, malgré la qualité de ses concepteurs, ne peut rien dire de la Corse réelle, de ses conflits passés et actuels, de ses modes d'organisation sociale, territoriale et politique. La faute n'en incombe pas seulement aux promoteurs : dans l'île ou sur le continent, nous avons longtemps préféré les stéréotypes du Corse comme l'incarnation d'une «*pure nature*», pour reprendre l'expression fallacieuse mais fondatrice de Mérimée, à l'exercice de la réflexion.

Quand les militants culturels corses, au cours des années 70, ont

voulu, non sans quelque mérite, inverser les stigmates, ils ont souvent repris à leur insu, en les retournant, les figures d'une tradition inventée. Loïn de constituer un espace public du débat, qui fait tellement défaut en Corse, les premières formes d'activité intellectuelle liées à la réappropriation d'un patrimoine culturel ont passablement nourri une propension à l'enfermement, fondée sur l'illusion d'une originalité absolue (que de sornettes sur la langue corse comme «*basque de la Méditerranée*» ou sur le caractère complètement inédit de l'art roman insulaire !).

L'usage inconsidéré de la métaphore coloniale pour rendre compte de la situation de la Corse a empêché toute réflexion sérieuse sur les formes spécifiques de relation au centre de ce territoire périphérique. Le poids énorme de l'expérience coloniale, dont les insulaires ont été, en masse, les agents subalternes, n'a jamais fait l'objet d'une véritable analyse : elle n'en constitue pas moins l'inconscient collectif des Corses. On susciterait l'incrédulité, à Paris aussi bien qu'à Bastia, si l'on disait qu'en fin de compte la Corse n'offre de particularité intrinsèque qui ne soit la conséquence de son insertion dans l'espace et de l'histoire de la Méditerranée et de sa relation complexe à l'empire colonial.

Vers la Corse compliquée, Lionel Jospin, à l'image de ses prédécesseurs, ne s'est pas envolé avec des idées simples : il l'a abordée sans aucune idée. Pouvait-il en être autrement ?

Si presque aucune vie intellectuelle n'existe aujourd'hui en Corse, c'est parce qu'il n'y a pas de véritable espace public et parce que toute position non conformiste suscite des risques disproportionnés : dans le court terme, le concept est, en de nombreuses circonstances, inférieur au gros calibre. Dans une île où les chances d'accès à la vie politique sont plus fortes qu'ailleurs, celle-ci tend à constituer le seul espace où l'on peut être symboliquement reconnu et où l'on peut redistribuer des ressources. Que pèsent en regard les mondes de l'économie et de la culture ?

Il faut dire aussi que les intellectuels français n'ont jamais jugé vraiment l'île digne d'intérêt : dans un monde voué au politiquement correct, où l'on se doit d'exercer un contrôle strict sur ce qui est dit des groupes ethniques, ne voit-on pas clairement que seuls les Corses font aujourd'hui l'objet d'une raillerie licite, à laquelle ne répugnent pas même les intellectuels progressistes ? Les universitaires corses vivant hors de l'île (il y en a quelques-uns) se sont ordinairement penchés sur des objets plus gratifiants que leur propre histoire. La comparaison avec la Sardaigne et la Sicile éclaire d'une lumière crue le déficit intellectuel et culturel qui caractérise la Corse.

Cette situation fait que les chercheurs en sciences sociales n'ont pas grand-chose à opposer au discours des publicistes : ceux-ci peuvent jouer sans concurrence les Cassandra, les imprécateurs ou les folkloristes. Ils sont sans doute les seuls à donner une représentation de la Corse aisément figurable. Vers la Corse compliquée, Lionel Jospin, à l'image de ses prédécesseurs, ne s'est pas envolé avec des idées simples, pour reprendre l'expression du général de Gaulle à propos de l'Orient : il l'a abordée sans aucune idée. Pouvait-il en être autrement ?

Jean-Louis Fabiani est sociologue, directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales.

CORRESPONDANCE

*A la suite de notre article intitulé : «*Le Togo d'Amnesty International n'a rien à voir avec celui de Michel Rocard*» (Le Monde du 6 mai), nous avons reçu de M. Rocard la mise au point suivante :*

Votre article établit une comparaison entre un tout récent rapport d'Amnesty International et un rapport de compte rendu de mission que je viens d'adresser, en date du 1^{er} avril, au président du Parlement européen et au commissaire européen en charge du développement. La comparaison de ces documents aurait dû vous conduire à percevoir que votre titre est erroné. La mission d'Amnesty International n'a rien à voir avec la mienne.

Car il s'agit hélas du même Togo. Je ne suis pas en situation et n'ai aucune information me permettant de démentir Amnesty International. Je m'en garderai bien au demeurant, ayant depuis des

décennies le plus grand respect pour cette organisation au sein de laquelle j'ai compté des amis. Et j'ajoute, surtout, que j'ai cité l'existence de ce rapport dans le mien, dans des termes qui n'étaient en rien un démenti, ce qui a pu échapper à votre sagacité.

Ma tâche n'était pas celle d'un juge, d'un observateur, d'un membre de commission d'enquête et moins encore d'un historien ou d'un journaliste, mais celle d'un médiateur. A la fin d'octobre 1998, la commission du développement et de la coopération que je préside au Parlement européen s'est trouvée en situation d'organiser, après l'élection présidentielle contestée du 21 juin au Togo, une audition conjointe des trois candidats arrivés en tête, le général Eyadéma, proclamé élu et représenté par son ministre des affaires étrangères, Joseph Koffi-

goh, Gilchrist Olympio, représenté par un des vice-présidents de son parti, Patrick Lawson, et M. Agboyibo, présent lui-même.

Cette audition n'a fait apparaître aucun préalable à la reprise de négociations entre les forces en présence et a, de ce fait, conforté un processus d'ouverture de conversations commencées sur place. Ce processus a conduit à la désignation d'un collège de quatre facilitateurs parmi lesquels l'un, un Allemand, représente l'Union européenne. Les travaux de cette médiation n'ont pas pu déboucher à temps pour parvenir à un accord permettant d'éviter le boycottage général décidé par toute l'opposition des élections législatives du 21 mars 1999.

C'est dans ces conditions que le président Eyadéma m'a demandé par téléphone en urgence, le lundi 15 mars, de venir au Togo dès le lendemain pour tenter un effort

de dernière chance, et, faute d'avions de ligne disponibles dans le créneau horaire nécessaire, a proposé de me transporter par ses moyens. J'ai, par téléphone, fait état de cette demande et de cette offre aux deux principaux leaders de l'opposition, qui m'ont dit, l'un, n'y pas voir d'inconvénients et, l'autre, y être tout à fait favorable. J'ai donc accompli cette mission, rencontrant sur place le président comme les chefs de l'opposition résidant à Lomé, et établissant la liaison téléphonique avec M. Olympio à Londres. Cette mission a, hélas, échoué, c'était bien tard.

Il m'incombait d'en rendre compte. Le rapport que j'ai rédigé y pourvoit. Il n'a aucune prétention à écrire l'histoire récente du Togo, mais cherche à éclairer les perceptions de cette histoire par les différentes personnalités en cause pour décrire l'enjeu et le

contexte des négociations, des concessions possibles et des procédures juridiques et constitutionnelles susceptibles d'en être le support. Il me fallait donc m'abstenir de toute présentation ou formulation des faits qui ne soit pas rigoureusement incontestable par chacune des deux parties. L'objectif que je poursuivais est donc radicalement étranger à celui d'Amnesty International, sans lui être pour autant antagonique, ni le démentir.

Le Togo est sous une forte menace de violence civile. Si on veut tenter de l'éviter, il faut bien parler avec des partenaires qui ne sont pas sans taches. L'impartialité entre des adversaires n'a qu'un rapport lointain avec l'objectivité historique. Une lecture attentive de mon rapport aurait pu vous éviter deux erreurs. C'est la commission électorale indépendante qui a démissionné et non pas le général Eyadéma qui l'a dessaisi. On ne saurait, d'autre part, dire si simplement que j'appelle à la reprise de la coopération avec le Togo, puisque, évoquant ce problème, j'en soumetts la décision à une condition politique majeure : «*Il faut pour cela qu'il (le collège des médiateurs) aille sur place et obtienne à tout le moins une réouverture des conversations avec un calendrier, un ordre du jour et des procédures.*» (...)

Toucher à l'Afrique est toujours délicat. On n'arrange rien en étant sommaire et en mélangeant les genres.

Toute votre
informatique en seulement
48 heures



HP Brio BA Équipé du processeur Intel® Celeron™ 366 MHz à 5 990 F HT soit 7 224 F TTC Ref D7584T et D2826A (écran 15")

**HEWLETT®
PACKARD**

celeron™
PROCESSOR

Qu'est-ce que l'humanitaire ?

FACE au drame dans les Balkans, toutes les énergies et tous les moyens sont requis. Cela ne signifie pas pour autant que les rôles de tous soient identiques ni que puissent être confondus les mandats des différents acteurs. L'action humanitaire doit être menée pacifiquement et avec humanité. Tuer ou chercher à tuer, même avec une volonté de « parcimonie », pour sauver plusieurs centaines de milliers de personnes ne saurait être qualifié d'humanitaire. C'est là, du reste, que se situe un des plus grands dilemmes de l'action humanitaire, la vraie : le risque de traiter sur le même plan les victimes et leurs bourreaux dès lors que leur survie dépend des secours. Confondre ce qui est juste et ce qui est accompli par humanité, ce serait se prendre pour Dieu. La plupart des humanitaires n'en sont pas encore là !

La guerre peut être une action courageuse et juste sur le plan de la morale, surtout lorsque ce sont les tyrans qui sont mis hors d'état de nuire ; mais cela ne peut pas s'appeler une action humanitaire. L'image « rassurante » d'un « para » tenant dans ses bras un petit réfugié, ou déchargeant des colis de médicaments d'un hélicoptère, crée la confusion. La raison d'être de cet hélicoptère est de faire la guerre. S'il est mis à disposition pour acheminer de l'aide, c'est en marge de sa fonction première pour prendre en compte, grâce aux moyens logistiques militaires, un exode qui constitue une conséquence et une phase de la guerre.

Cette distinction sémantique n'est pas péjorative : si les militaires sont comme tout un chacun accessibles à la compassion et aiment rendre service, les humanitaires ne sont pas, pour la plupart, des pacifistes inconditionnels. Peut-on pour autant confondre à ce point les acteurs et les rôles ? Confondre humanitaire, militaire et politique est extrêmement préjudiciable pour les uns comme pour les autres. Il n'est donc pas inutile de rappeler quelques principes et définitions que les signataires voudraient voir respecter.

1. - L'action humanitaire doit toujours s'efforcer d'être impartiale : elle ne peut pas faire de distinction entre les personnes à secourir dès lors que leur vie est

menacée. Elle doit être mise en œuvre avec un esprit de neutralité : elle doit veiller à ne pas être un instrument d'oppression par l'avantage qu'elle donnerait à une partie. La guerre vise, au contraire, à s'assurer un rapport de forces qui donne l'avantage à son camp. Les forces de l'OTAN, pas plus que celles de Slobodan Milosevic, ne sont impartiales dans ce conflit. Cela paraît ridicule d'avoir à le rappeler, sinon pour dire qu'il n'y a pas de guerre sans propagande et que l'utilisation qu'ils font de la souffrance comme de l'humanitaire est un moyen de la guerre qu'ils mènent.

2. - Les forces militaires de l'OTAN présentes sur le théâtre balkanique mettent en œuvre des décisions politiques prises par les gouvernements de l'Alliance. Cette guerre vise à faire respecter des principes de droit et à s'opposer aux actions d'un gouvernement dont la violence constitue

taire, l'action humanitaire est menée par des civils. La prise en charge des réfugiés en Albanie, en Macédoine et au Monténégro est d'abord le fait de la solidarité spontanée des populations locales qui accueillent des réfugiés et auxquelles les ONG apportent leur appui. Des concours complémentaires, en particulier logistiques, ont été apportés par les armées sans que cela mette en cause l'indépendance des ONG. Celles-ci, avec le soutien des donateurs privés, ont mis en place avec rapidité un impressionnant réseau de secours. Si des dysfonctionnements ont été observés dans l'acheminement et la coordination, c'est avant tout du fait de l'insuffisance initiale des structures de l'ONU, en particulier du HCR, qui avait été désigné pour assurer cette coordination. Ces défaillances ne permettent cependant pas de porter un jugement négatif sur ces opérations ; elles

Ce n'est pas une affaire de moyens, mais de principes : l'OTAN et les armées qui la composent ne sont pas, ne seront jamais et ne doivent pas devenir une force humanitaire

une menace pour la paix. Soit les armées mènent leurs actions dans une logique qui est la leur et qui peut tantôt être favorable à l'action humanitaire (quand leur présence permet d'assurer une meilleure sécurité), tantôt préjudiciable (lorsque la stratégie choisie conduit à accélérer l'exode des civils kosovars). Mais la question de l'acceptation de l'usage de la force pour s'opposer à l'épuration ethnique ne peut pas conduire à attribuer un label humanitaire à des stratégies, des intérêts, un calendrier et des options décidés par l'état-major d'une alliance de sécurité militaire héritée de la guerre froide.

Il faut admettre que l'OTAN agit en fonction de ses intérêts, qui ne correspondent pas forcément à ceux des populations du Kosovo ni à ceux du monde humanitaire. Croire le contraire serait faire preuve d'une tragique naïveté. Différente de cette action mili-

ne justifient surtout pas d'accréditer dans l'opinion qu'il faudrait désormais confier aux militaires la responsabilité des secours.

Ce n'est pas une affaire de moyens, mais de principes : l'OTAN, et les armées qui la composent, ne sont pas, ne seront jamais et ne doivent pas devenir une force humanitaire.

3 - Les armées disposent de services de santé qui dispensent des soins à leurs propres troupes et peuvent, au besoin, étendre leur action à des populations civiles, conformément à des ordres politiques. Les ONG ne sauraient être assimilées à ces services. Cela est clair dans un contexte national ; cela doit le rester au sein d'une intervention de l'OTAN. C'est aux ONG seules, en fonction de considérations éthiques, de décider quelles populations nécessitent leur aide. Elles ne voient aucun obstacle à travailler des deux côtés dans un conflit.

Les signataires renouvellent leur exigence de voir respecter le droit d'accès aux victimes, consacré par le droit international, à l'intérieur du Kosovo comme en Serbie et dans les autres parties de la République fédérale de Yougoslavie. Elles demandent que leur soient garanties des conditions de travail conformes aux principes d'une action impartiale : liberté d'accès des expatriés, contrôle de la finalité de l'aide et évaluation indépendante des besoins.

En habillant une guerre de motifs humanitaires, le risque est grand de justifier des violences et des souffrances pour soulager d'autres violences et d'autres souffrances. C'est exposer l'action humanitaire libre et indépendante au discrédit, à la suspension, au danger et, partant, à la paralysie. Si elles renonçaient à défendre ces principes et à les appliquer sans transiger, les organisations non gouvernementales, leurs volontaires et le public qui les soutient participeraient au dévoiement de l'action caritative.

C'est à juste titre, alors, qu'elles seront suspectées d'ingérence et de partialité dans toutes les « crises » et par tous les régimes en guerre. C'est à juste titre que les secours vitaux seront entravés ou tenus à distance, conditionnés, exploités, pillés, détournés, et que les volontaires seront intimidés, violentés, pris en otage par les parties à un conflit.

Cet humanitaire indépendant, qui a su faire entendre une voix distincte et autonome, qui a su s'ouvrir des espaces d'action auxquels les autres institutions n'avaient pas accès, cet humanitaire-là mérite d'être défendu.

Mario Bettati est président de *La voix de l'enfant*. **Philippe Biberson** est président de *Médecins sans frontières*. **José Bidegain** est président d'*Action contre la faim*. **Jacky Mamou** est président de *Médecins du monde*. **Thierry Mauricet** est directeur général de *Première Urgence*. **Jean-Baptiste Richardier** est directeur de *Handicap international*. **Jean-Christophe Rufin** est ancien vice-président de *Médecins sans frontières*.

Sauver les cinémas nationaux d'Europe

Suite de la première page

Préférant la tactique du rouleau compresseur, Hollywood accapare les écrans mondiaux avec l'objectif du succès avant tout. Budgets colossaux, effets d'amplification des salles multiplexes, accords financiers pervers et montages astucieux au travers de chaînes de télévision ou de sociétés de télécommunication : les méthodes sont désormais connues. L'exemple du bras de fer en Pologne entre HBO et Canal+ est édifiant. Profitant d'un vide juridique, la chaîne américaine émet sur le réseau câblé polonais depuis la Hongrie sous le couvert d'une licence d'opérateurs de télécommunication. Au mépris de la législation polonaise qui impose à chaque diffuseur de respecter des quotas de production et de diffusion d'œuvres polonaises. Comme toujours, les plus fragiles sont les plus menacés.

Revers de la médaille, aux Etats-Unis aussi, la production indépendante est en péril. De grands réalisateurs, comme Martin Scorsese ou Steven Spielberg, se battent pour la reconnaissance du droit moral de l'auteur et la protection du patrimoine cinématographique. Avec raison, courage, intelligence. Plutôt que de dénigrer sans cesse cette machine hollywoodienne qui nous fascine autant qu'elle nous effraie, il faut comprendre qu'aux Etats-Unis aussi un autre cinéma veut vivre. La création ignore les frontières et les créateurs dédaignent les querelles de puissances.

Que faire pour sauver les cinémas européens ? Deux mots d'ordre : vigilance, action. Vigi-

lance, tout de même, car les tenants du libre-échange sauvage tentent de faire revenir par la fenêtre cet AMI éconduit par la grande porte en octobre 1998, grâce à la détermination de la France, La nouvelle menace, sérieuse, se nomme le « *round du millénaire* » de l'OMC. Le masque change, les intentions demeurent : partout où ils le peuvent, encerclant à pattes de velours la forteresse Europe, les ultralibéraux tentent de faire sauter les verrous destinés à protéger la création. En Pologne, en Corée, au Mexique, on connaît la chanson : pousser les autorités à renoncer aux outils de régulation et encourager la convergence entre l'audiovisuel et les télécommunications, donc la confusion entre le support et l'œuvre, l'amalgame entre les tuyaux et leur contenu. A cette stratégie de plombier, qu'opposer ?

Action ! L'exemple coréen montre que la résistance n'est ni futile ni vaine. Un système de quotas rigoureux et l'enthousiasme du jeune public pour son cinéma ont édifié une belle résistance. Nous ne manquons pas d'atouts. L'excellence réjouissante de la culture européenne, son patrimoine cinématographique éblouissant et le talent décomplexé de la jeune génération permettent toutes les audaces et promettent tous les espoirs.

Mais où est la tactique et qui est le stratège ? Cessons de nous conduire en agneaux terrifiés par le grand méchant loup américain, de diaboliser Hollywood pour dissimuler notre propre complaisance. Les assassins sont parmi nous. Les gouvernements nationaux sont coupables de non-assistance à cinéma en danger de mort. Plus grave encore, ils accordent sans discernement des pavillons de complaisance aux chevaux de Troie numériques d'outre-Atlantique.

La France a su montrer la voie voici quelques années. Elle a imaginé un système intelligent, original, et tourné vers la création qui a permis au cinéma français de maintenir son rang. Aujourd'hui, le bel ouvrage chancelle : faiblesse dra-

matique d'une distribution qui fait la part trop belle aux Américains, étouffement des producteurs indépendants, menaces sur Canal+... La position « dominante » de cette chaîne épinglée par le Conseil de la concurrence n'est-elle pas l'inévitable conséquence des justes obligations qui lui ont été imposées au nom du soutien au cinéma français ? Pourtant, cette décision historique n'est pas dépourvue d'équivoque : elle ouvre la voie à de nouvelles victoires de la logique strictement commerciale. Comme le clament avec inquiétude les professionnels du cinéma, la France risque de revenir sur ses pas.

Déjà, 1998 a d'abord et avant tout profité aux productions hollywoodiennes. Pour la première fois de son histoire, le cinéma français aura attiré moins de 30 % du public alors même que la fréquentation globale des salles atteignait un niveau inespéré.

Audiovisuel et cinéma, le dispositif de financement et de diffusion des films en France doit être revu. Aux pouvoirs publics d'imaginer des solutions neuves. Le temps presse.

Mais la France ne comblera jamais seule le fossé qui sépare ses productions de celles d'Hollywood. L'Europe, désormais, doit tenir le premier rôle et s'affirmer comme un espace privilégié de la riposte. Elle seule possède la taille critique nécessaire et les atouts stratégiques indispensables pour remporter la partie. Sa passivité est complice des succès remportés par les grosses machines commerciales. C'est faute d'Europe culturelle que le monde entier risque d'être hollywoodien.

Pour être présente, l'Europe doit être forte et parler d'une seule voix. D'une voix politique qui rassemble les énergies disparates et donne aux solutions techniques éparpillées une unité et un horizon. Il faut doter l'Europe d'une force de frappe culturelle. Avec son chef de file : un président de la Commission européenne déterminé et volontaire. Il serait le stratège qui veillerait à la fois à la culture, à

l'audiovisuel, à l'éducation et aux nouvelles technologies, et rassemblerait les compétences aujourd'hui dispersées entre les mains de quatre commissaires.

La feuille de route d'une Commission européenne tournée vers le futur et l'innovation ? D'abord, recréer une culture cinématographique. C'est à l'école que tout commence, et c'est d'abord pour elle qu'il faut mobiliser nos énergies. A quand un apprentissage de l'image, pédagogie indispensable à l'éveil de l'esprit critique chez les plus jeunes, bombardés continuellement d'images « *made out of Europe* » ? Il faut alphabétiser cinématographiquement les jeunes Européens.

Ensuite, défendre. Pied à pied, en Europe, à travers le monde, se battre pour le « *droit des peuples à disposer de leur propre imaginaire* », selon la belle expression de Claude Miller et Claude Lelouch. Refuser la logique de l'uniformisation qui se cache derrière le vocable aimable de la « *convergence* ». Ensemble, les Européens pèseront davantage à la table des négociations. Ensemble, mais différents, uniques et singuliers. C'est cela la force de l'Europe.

Enfin, et surtout, organiser l'offensive. Répétons-le : seule l'Europe dispose des ressources humaines, financières et techniques qui permettront à chacune des nations qui la composent d'exprimer son identité. Son devoir est d'encourager, pays par pays, la restructuration des industries cinématographiques. Soutien à la création, organisation de la distribution et négociation d'accords internationaux, diffusion des nouvelles technologies : c'est à l'échelle de l'Europe que tout cela doit s'organiser à présent. Une tâche considérable et urgente qui demandera l'énergie et le talent d'un « *Monseigneur Cinéma européen* ». Pour que l'Europe ne soit pas une puissance comme d'autres, uniformisatrice, mais une civilisation multiplicatrice de créativité !

Jack Lang

LE MONDE diplomatique

MAI 1999

IGNACIO RAMONET
Kosovo, le gâchis

*
NOAM CHOMSKY
L'OTAN, maître du monde

*
PAUL-MARIE DE LA GORCE
Histoire secrète des négociations de Rambouillet

*
SERGE HALIMI
Journalisme en uniforme

*
CHRISTOPHE CHICLET
Aux origines de l'Armée de libération du Kosovo

*
JEAN-YVES POTEL
Serbie, un régime hors la loi

*
JEAN-ARNAULT DÉRENS
Destabilisations en chaîne dans les Balkans

*
MICHAEL KLARE
Washington veut pouvoir vaincre sur tous les fronts

*
AMNON KAPELIOUK
Le Kosovo vu d'Israël

*
CATHERINE SAMARY
Explosion ou confédération balkanique ?

*
TOMMASO DI FRANCESCO
et **GIACOMO SCOTTI**
Soixante ans de « purifications ethniques »

*
SERGE LATOUCHE
Du fanatisme identitaire

*
MONIQUE CHEMILLIER-GENDREAU
Le droit pour contrôler la force

*
CHRISTIAN DE BRIE
L'AMI nouveau va arriver

*
ALAIN BIHR
et **ROLAND PFEFFERKORN**
Les riches, terra incognita des statistiques

*
DOMINIQUE VIDAL et **JOSEPH ALGAZY**
La mosaïque israélienne se défait

*
FRÉDÉRIC LENOIR et **PAUL ARIES**
Controverses passionnées sur les sectes

En vente chez votre marchand de journaux - 24 F

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Tél. : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : <http://www.lemonde.fr>

ÉDITORIAL

Les Verts allemands voués au réalisme

LES Verts allemands ne forment pas encore un parti comme les autres. Le spectacle donné par leur congrès de Bielefeld, jeudi 13 mai, suffit pour en convaincre. Et pourtant, les 900 délégués se sont déterminés en pensant plus à leur maintien dans la coalition formée avec les sociaux-démocrates après les élections du 27 septembre 1998 qu'à leurs convictions profondes. Si la majorité avait écouté ses penchants pacifistes, le ministre des affaires étrangères, Joschka Fischer, aurait été contraint de démissionner et le chancelier Schröder obligé de se trouver d'autres partenaires.

Le réalisme l'a donc emporté et les alliés de l'Allemagne ont tout lieu de s'en féliciter. D'abord parce que Joschka Fischer s'est imposé en quelques mois comme un des meilleurs chefs de la diplomatie allemande depuis Hans Dietrich Genscher, aux dires de ses collaborateurs – qui sont loin d'appartenir tous au parti des Verts – comme de ses collègues étrangers. Ensuite parce qu'une crise gouvernementale en Allemagne aurait déstabilisé l'Alliance atlantique. Or, quel que soit le jugement porté sur la stratégie de l'OTAN au Kosovo, la cohésion des alliés reste la meilleure garantie de succès face à Slobodan Milosevic.

Cette solidarité ne va pas de soi. Certes, la République fédérale d'Allemagne, qui fête ces jours-ci son cinquantième anniversaire, a fondé sa politique étrangère sur la fidélité à l'Alliance atlantique, c'est-à-dire en dernier ressort aux Etats-

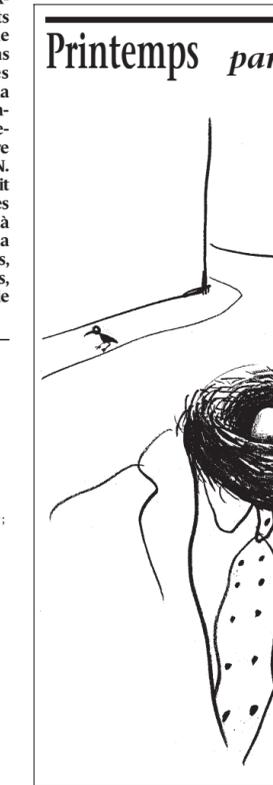
Unis. Mais ce choix a toujours suscité des controverses outre-Rhin, depuis Konrad Adenauer dans les premiers temps de l'après-guerre jusque dans les années 80, au moment de l'installation des Pershing-2 et des missiles de croisière américains en Allemagne. Helmut Schmidt a été obligé d'abandonner la chancellerie sous la pression des manifestations pacifistes rassemblant la gauche du SPD et les mouvements anti-nucléaires qui allaient former le parti des Verts.

Sous la direction habile d'Helmut Kohl, les Allemands ont peu à peu admis que la Bundeswehr soit engagée dans des opérations de rétablissement de la paix sur des théâtres extérieurs quand sa vocation initiale se limitait à la défense de l'Alliance. Malgré le chemin parcouru, l'opinion publique est, à l'instar des Verts, profondément divisée et de plus en plus hostile aux frappes de l'OTAN. On imagine ce que serait le climat politique en Allemagne aujourd'hui si les sociaux-démocrates et surtout les Verts étaient encore sur les bancs de l'opposition. Les manifestations pacifistes seraient quotidiennes comme aux plus beaux jours de la protestation anti-nucléaire. Paradoxalement, c'est la démocratie chrétienne qui met en garde contre le « suivisme » à l'égard de l'OTAN.

Le gouvernement de Bonn doit en tenir compte. Si les initiatives pour trouver une issue politique à la guerre, que Joschka Fischer a multipliées ces dernières semaines, ne sont pas couronnées de succès, le congrès de Bielefeld risque de n'avoir été qu'un bref sursis.

« ON NE SAIT PAS ce qui se passera après la guerre ; on ne sait même pas quels seront nos voisins. » Comme beaucoup d'observateurs de l'Ouest et de l'Est européens, Valery Roussanov, qui préside Access, un centre de coopération entre les médias des Balkans, pensait, il y a encore quelques mois, que la guerre en Yougoslavie se terminerait où elle avait commencé, au Kosovo. Maintenant, il n'en est plus sûr. Chaque jour qui passe avec de nouvelles frappes de l'OTAN accroît son inquiétude de voir l'ensemble de la région plongée dans des bouleversements sans fin.

Le leitmotiv est le même à Sofia ou à Athènes : vouloir changer les frontières des Etats de la région serait une folie. Elles sont injustes ; elles ont été imposées par les grandes puissances aux petits peuples après la première et la deuxième guerre mondiale ; elles ont coupé des minorités de la mère-patrie. Mais elles existent. Souvent, elles ont été admises tout en provoquant des mécontentements. Vu l'imbrication des communautés, il n'y a pas de découpages rationnels. De nouvelles frontières seraient peut-être plus justes pour les uns mais certainement aussi injustes pour les autres. Certaines minorités pourraient obtenir satisfaction ; d'autres nourriraient un nouvel irrédentisme.



Printemps par Hervé Coffinières

Les Balkans face au risque d'une tourmente sans fin

« Ce serait un suicide collectif », explique Antonina Jelyaskova, directrice du Centre international pour l'étude des minorités et des relations culturelles. Elle sait de quoi elle parle. Au début des années 90, elle a conseillé le président bulgare Jelou Jeleu dans sa politique de reconnaissance de la République de Macédoine, qui a largement contribué à stabiliser la région.

« Ce serait un suicide collectif », explique Antonina Jelyaskova, directrice du Centre international pour l'étude des minorités et des relations culturelles. Elle sait de quoi elle parle. Au début des années 90, elle a conseillé le président bulgare Jelou Jeleu dans sa politique de reconnaissance de la République de Macédoine, qui a largement contribué à stabiliser la région.

« Ce serait un suicide collectif », explique Antonina Jelyaskova, directrice du Centre international pour l'étude des minorités et des relations culturelles. Elle sait de quoi elle parle. Au début des années 90, elle a conseillé le président bulgare Jelou Jeleu dans sa politique de reconnaissance de la République de Macédoine, qui a largement contribué à stabiliser la région.

LA MACÉDOINE, MAILLON FAIBLE

Il n'est pas jusqu'aux Grecs pour en convenir. Les mêmes qui, voilà quelques années seulement, villedaient le petit voisin du Nord parce qu'il usurpait le nom sacré de Macédoine reconnaissent que son existence est indispensable à la sécurité collective. La querelle sur le nom, mise en sourdine, est le seul différend opposant Athènes à Skopje, alors que les Grecs sont devenus les premiers investisseurs étrangers en Macédoine. « Skopje était une partie du problème ; c'est devenu une partie de la solution », dit le premier ministre d'Athènes, Costas Simitis, qui aimerait bien trouver un compromis pour en finir avec cette appellation ridicule d'ARYM (Ancienne République yougoslave de Macédoine, ou FYROM selon l'acronyme anglais).

La Macédoine fait aussi l'objet de tous les soins bulgares (*Le Monde* du 6 mai). Parce qu'elle est

le maillon faible qui risque d'exploser sous la pression des réfugiés du Kosovo venus renforcer les rangs de la communauté albanaise. L'Albanie elle-même n'est pas plus solide, mais les Bulgares ont tendance à la regarder avec condescendance, sinon avec méfiance, parce que, selon eux, ce n'est pas un Etat, tout au plus une coalition de clans.

Ognyan Mintchev, qui dirige l'Institut pour les études régionales et internationales, un *think tank* proche du gouvernement bulgare de centre-droit, est convaincu que Slobodan Milosevic ne se laissera pas entraîner dans une négociation avant que la Macédoine (et l'Albanie) ne se soient effondrés. Il rappelle l'épisode mal connu, jamais officiellement confirmé, d'une rencontre à Athènes en septembre 1990, entre l'homme fort de Belgrade et le premier ministre grec Constantin Mitsotakis. Invité, le chef du gouvernement bulgare avait refusé de participer à une réunion au cours de laquelle Milosevic voulait proposer à ses interlocuteurs de partager la Macédoine entre la Serbie, la Grèce et la Bulgarie.

Selon le professeur Mintchev, le président yougoslave n'aurait pas abandonné cette idée que même Constantin Mitsotakis n'avait pas retenue. En chassant des centaines de milliers d'Albanais, Milosevic ne cherche pas seulement à modifier en faveur des Serbes l'équilibre démographique du Kosovo ; il veut aussi faire éclater la Macédoine pour ouvrir le champ des négociations. Plus l'exode durera, plus la présence des Kosovars albanais pèsera sur la petite république à l'économie sous-développée, plus la situation dans les camps sera intenable, suscitant peut-être des révoltes, plus les tensions interethniques s'aggraveront.

UN PLAN DE DÉPEÇAGE

Si la Macédoine est menacée de chaos ou de disparition, les pays voisins ne pourront pas s'abstenir d'intervenir. Pas nécessairement par des moyens militaires. Il suffirait à Milosevic qu'ils réclament une conférence pour trancher du sort de cet Etat. Le dirigeant serbe entrerait ainsi dans une vaste négociation internationale, où le Kosovo ne serait plus seul en cause mais où, au contraire, il deviendrait un atout dans un marchandage global. Le Kosovo serait en tout ou partie « libéré » de ses Albanais qui rejoindraient les Albanais de Macédoine dans une « Grande Albanie », tandis que la Serbie, la Grèce et la Bulgarie se distribueraient les dépouilles de ce qui resterait de Macédoine. Toutes les trois ont eu, au cours des siècles, des visées sur ce territoire à l'origine de plusieurs guerres balkaniques.

Pour les intellectuels des Balkans qui avaient vu dans la chute du communisme l'occasion de re-

nouer avec l'Occident, mais aussi pour les autorités de Sofia comme d'Athènes, c'est le scénario-catastrophe qui ruinerait des années d'efforts et provoquerait une réaction bien au-delà de l'ex-Yougoslavie. Ce n'est évidemment pas ce type de négociation que les Occidentaux ont en tête quand ils proposent, par l'intermédiaire des Allemands, une conférence pour un « pacte de stabilité » dans les Balkans. Une première réunion devrait avoir lieu à Bonn le 27 mai pour examiner les moyens d'associer plus étroitement les Etats de la région à l'Union européenne, les inciter à coopérer entre eux, à régler leurs différends de frontières ou de minorités selon des normes démocratiques.

LA THÉORIE DES DOMINOS

Mais peut-on apporter la démocratie, la stabilité et le développement par les bombes ? Bien peu le croient dans les Balkans, même les dirigeants politiques qui soutiennent du bout des lèvres les frappes de l'OTAN. « Nous ne pouvons pas faire autrement », disent-ils pour se justifier, soit parce qu'ils ne veulent pas rompre ouvertement la solidarité de l'alliance soit parce qu'ils aspirent à y entrer.

Antonina Jelyaskova est sévère pour la politique occidentale : « Les gens qui, dans les Balkans, s'occupent des droits de l'homme sont préoccupés par la guerre et le rôle de l'OTAN dans la guerre. On ne résoudra pas avec des bombes la question des minorités. Les frappes ont libéré le diable des deux côtés, chez les Serbes, dont le nationalisme n'a jamais été puni – quand il n'a pas été encouragé – par les grandes puissances, chez les Albanais, dont le jeune nationalisme est agressif. Sous prétexte d'apporter la démocratie aux Serbes, l'OTAN a déstabilisé les deux fragiles démocraties qui existaient autour, en Macédoine et au Monténégro. »

Tout ceci après avoir laissé tomber l'opposition serbe et applaudi en Milosevic un facteur de paix parce qu'il a signé les accords de Dayton après avoir fait tuer 200 000 personnes en Bosnie !

Penser que les élites du Sud-Est européen tournées vers l'Ouest sont unanimement favorables à la stratégie suivie par l'OTAN serait se tromper lourdement. Il faut entendre leurs voix, leurs critiques. Il faut faire appel à leur connaissance de la région, s'intéresser aux différences entre les Etats et les groupes ethniques, au-delà des clichés sur l'« *homo balkanicus* », veiller à ne pas rompre le fragile équilibre que des pays sortis depuis moins de dix ans du communisme ont réussi à établir. Sinon, la « théorie des dominos », qui a eu jadis son heure de gloire dans le Sud-Est asiatique, trouvera, dans le Sud-Est européen, une nouvelle justification.

Daniel Vernet

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

La fin du rationnement

IL EST EXCELLENT d'avoir de la suite dans les idées. Mais dans certains cas la persévérance est à proprement parler diabolique. Certains beaux esprits, qui ne sont pas toujours sans influence, hélas ! sur les milieux dits officiels, en donnent aujourd'hui un exemple. Ils s'étaient prononcés, alors que la question se posait, contre la « libération » du beurre. Il n'y en aurait pas, nous disaient-ils, ou à quel prix ! On ne les a pas écoutés. Le beurre est plus libre que n'importe qui, et il baisse.

Sans doute quelques-uns ont-ils reconnu leur erreur. Et peut-être, en cherchant bien, en trouveraient-on qui se réjouissent de s'être trompés. Mais d'autres persistent, s'ils n'osent signer. « Attention, disent-ils sentencieux, il y en a en ce moment-ci, mais vous ferez une drôle de tête si en décembre les crémiers n'ont plus rien à vous don-

ner. » Nous ferions probablement dans ce cas, ô prudents conseillers, la même tête que lorsque à défaut de beurre vous nous donniez des tickets. Et du moins aurions-nous eu d'ici là la satisfaction de nous replumier un peu...

Mais c'est ainsi : pour maintenir après-demain une ration ridicule, des gens couverts de diplômes voudraient nous remettre dès à présent à la portion congrue tout en permettant à ces messieurs-dames du marché noir de continuer en toute sérénité d'âme leurs fructueuses petites affaires. Vouloir à tout prix maintenir l'austérité dans un pays qui croule sous la marchandise, c'est du masochisme. Or le masochisme est plus ou moins diabolique, et plutôt plus que moins.

André Fontaine
(15-16 mai 1949.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC
ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : 01-44-08-78-30
Index et microfilms du Monde : 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE
Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

Hongkong n'ose pas traiter de front le dossier de l'immigration

LES HONGKONGAIS sont-ils capables de diriger Hongkong ? Question iconoclaste ? Liberticide ? Scandaleuse ? Une série de récents incidents a en tout cas conduit nombre d'observateurs sur le Rocher à la poser après avoir alimenté un certain doute sur la crédibilité du gouvernement local. Aujourd'hui, tout se passe comme si, au-delà de la simple gestion des affaires courantes, celui-ci ne voulait pas user de ses prérogatives.

Dix-huit mois après la rétrocession de la presqu'île à la Chine populaire, Hongkong prend toute la mesure des conséquences de retour à la « mère patrie ». En vertu de l'article 24 de sa nouvelle Constitution, tout enfant ayant au moins l'un de ses deux parents résident permanent du territoire, qu'il soit légitime ou conçu en dehors du mariage, ou qu'il soit né avant même l'accès de son parent au statut de résident, a le droit de venir s'installer à Hongkong. Ainsi en ont décidé, à l'issue d'une bataille juridique de dix-huit mois entre une poignée de plaignants et le gouvernement local, les juges de la Court of Final Appeal, l'ultime juridiction du territoire. Ils ont précisé un droit constitutionnel qui, en principe, ne peut faire l'objet d'aucune révision.

Il y eut d'abord une querelle juridique avec Pékin portant sur les compétences des juges de Hongkong, qui avaient affirmé leur droit

d'invalider tout acte de l'Assemblée nationale populaire à Pékin concernant Hongkong qui ne serait pas compatible avec la Loi fondamentale du territoire. Pour éviter un affrontement direct avec le gouvernement central, l'exécutif de Hongkong a fait pression sur les juges pour qu'ils clarifient leur arrêt.

Cette première crise passée, le gouvernement s'est attaché à faire évaluer par le bureau des statistiques local le nombre d'enfants susceptibles d'user de leur droit à résidence, et l'impact de leur arrivée sur les services publics. Dans un premier temps, il a ainsi donné le sentiment de vouloir créer les conditions d'application du jugement de la Cour. Mais cette impression s'est vite dissipée. Début mai, le gouvernement a fait état de projections apocalyptiques. S'appuyant sur une enquête du bureau des statistiques auprès de 9 200 ménages, il affirme que 692 000 personnes en Chine populaire sont susceptibles de faire valoir leur droit à résidence sur le territoire dès aujourd'hui et que, d'ici sept ans, délai légal d'obtention du statut de résident permanent, une « seconde génération » de 983 000 personnes, descendants des premiers entrants, pourront à leur tour faire jouer leurs droits.

Cette annonce n'a fait que raviver le racisme des Hongkongais à

l'encontre de « ces gens du continent », assimilés à des bataillons de chômeurs, délinquants, prostituées et profiteurs des services sociaux. D'autant que le gouvernement n'a pas tardé à donner une estimation effrayante du coût d'une telle immigration pour la collectivité, agitant le spectre d'une multiplication du chômage par trois, d'une congestion des écoles, des hôpitaux, des transports et des logements et, bien sûr, d'une hausse des impôts...

PEUR DE L'AUTONOMIE

Très vite, les chiffres du gouvernement ont cependant été contestés. Ses projections relèveraient davantage d'un scénario catastrophe bâti sur des contradictions flagrantes que sur une vision équilibrée qui aurait intégré les effets bénéfiques pour l'économie locale de l'arrivée de jeunes, mieux formés que les Hongkongais, et moins chers. Même si personne ne veut minimiser la difficulté d'intégrer plusieurs centaines de milliers d'immigrés sur un territoire limité qui ne compte officiellement que 6,7 millions de personnes.

Porté par un gouvernement démuné, le débat s'est déplacé dans une autre direction : puisque la loi est nocive pour le bien-être de la société, changeons la loi ! Un amendement de la Loi fondamentale ne pouvant être ni immédiat ni rétroactif et pouvant constituer

un précédent politique dangereux (les démocrates pourraient s'en emparer pour demander une accélération de la démocratisation), corrigeons donc l'interprétation de la Constitution donnée par les juges de Hongkong, en restreignant le nombre des ayants droit. Plus précisément, faisons changer la loi par le Comité permanent de l'Assemblée nationale populaire à Pékin, selon une procédure prévue dans l'article 158 de la Loi fondamentale.

Si le gouvernement de Hongkong n'a pas encore tranché sur la ligne qu'il va suivre, il est clair qu'il cherche davantage aujourd'hui à torpiller la loi qu'à préparer l'accueil des immigrants, la Chine restant maîtresse des flux. Il se comporte comme si les juges ne lui avaient laissé aucune marge ni solution administrative dans l'exécution du jugement. Il est vrai que, si Pékin résout le problème, Hongkong n'aura pas à le faire. Pourtant, sur ce point, les autorités chinoises ont toujours été très claires : à Hongkong de prendre ce dossier en main. Encore faut-il que les dirigeants de Hongkong aient la volonté, et la capacité, d'user de l'autonomie, même relative, qui leur a été donnée le 1^{er} juillet 1997. Et de faire fonctionner ce principe, certes inédit, d'« un pays, deux systèmes ».

Valérie Brunschwig

ENTREPRISES

LE MONDE / SAMEDI 15 MAI 1999

MANAGEMENT Unilever, Fortis, SAP... des entreprises internationales, et non des moindres, ont choisi d'être bicéphales : deux coprésidents gèrent ensemble les in-

térêts du groupe. ● SELON CES COUPLES de dirigeants, la formule offre de nombreux avantages : les décisions sont « plus rationnelles et moins émotionnelles » ; la dualité

évite de ressentir la solitude des sommets et permet de tenir physiquement. ● DIRIGER à deux n'est cependant pas chose aisée : un management bicéphale mal géré peut

générer une lenteur dans la prise de décision et peser sur la rentabilité du groupe. Pour former un bon couple, les deux candidats doivent accepter certains compro-

mis. ● LA QUÊTE DU POUVOIR est une démarche exclusive qui se marie mal avec l'idée du partage. Les deux dirigeants doivent apprendre à mettre de côté leur ego.

Diriger à deux, « parce que c'était lui, parce que c'était moi »

Unilever, SAP, Fortis... ont choisi de se doter de présidences bicéphales. Meilleure prise de décision, solitude du pouvoir évitée : la formule a des avantages. Mais elle ne peut être systématisée : elle exige des compromis et une complémentarité parfaite des deux protagonistes

LE POUVOIR peut-il se partager ? Des entreprises internationales, et non des moindres, répondent audacieusement par l'affirmative. Unilever, Fortis, SAP, Miele, Galeries Lafayette, Elior... sont toutes « bicéphales » : deux coprésidents gèrent ensemble les intérêts du groupe. Pour certaines sociétés, comme Miele et SAP, ce partage du pouvoir existe depuis leur création. Pour d'autres, comme les Galeries Lafayette, c'est une nouveauté. Alors que la pression des marchés financiers sur les dirigeants n'a jamais été aussi forte, ce type de management peut-il être préconisé ? A en croire les intéressés, la formule offre de nombreux avantages.

Tous affirment que cette dualité améliore la qualité de leurs décisions : « Elles sont plus rationnelles et moins émotionnelles », explique Hasso Plattner, coprésident et cofondateur de l'entreprise de logiciel SAP. Seul, il est plus facile de prendre une mauvaise décision. Quatre yeux offrent de plus larges

perspectives que deux », analyse-t-il. « Les problèmes sont devenus très complexes, confirment de concert Philippe Houzé et Philippe Lemoine, coprésidents du groupe Galeries Lafayette depuis septembre 1998. Pouvoir y poser deux regards complémentaires est un réel avantage. »

UBIQUITÉ

Autre bénéfice souligné par les protagonistes : cette dualité permet de « tenir physiquement ». Les chefs d'entreprises rencontrent désormais des difficultés à couvrir leur terrain de jeu devenu mondial. « Je suis 60 % de mon temps hors de mon pays, racontait récemment un des dirigeants du géant informatique IBM, nous avons la plus grande messagerie électronique de la planète. La technique est là, le facteur limitant serait plutôt le facteur humain. » « Ce point est tout à fait crucial, commente M. Plattner, de SAP. Je couvre plus particulièrement les Etats-Unis, Henning Kagermann [l'autre co-président] est plus

sur l'Europe. Sans système de coprésidence, je n'aurais pas de vie privée. » « Quand l'un fait un road show à Londres, l'autre est à New York, ajoute Maurice Lippens, coprésident du groupe de services financiers Fortis. Ce système nous permet en quelque sorte d'avoir le don d'ubiquité. »

Enfin, dernier avantage souligné : être à deux évite de ressentir la solitude des sommets. « C'est plus agréable quand on peut partager la pression », avoue M. Plattner. « Vos collaborateurs ne vous disent jamais toute la vérité », explique Robert Zolade et Francis Markus, coprésidents d'Elior, numéro un de la restauration en France. « Il est rassurant de savoir que nous sommes deux, au même niveau, dans le même bateau : entre nous, la parole est libre. » « Un dirigeant est facilement dans une tour d'ivoire, analyse M. Lippens, il faut un fou du roi, qui pose les questions embarrassantes. Entre coprésidents, nous pouvons successivement jouer ce rôle. »

Le « bicéphalisme » serait-il le type de management idéal ? Il permet « de garder dans l'entreprise deux personnes de haut niveau, dont une d'entre elles se serait peut-être lassée d'être numéro deux », souligne Hermann Simon, dirigeant du cabinet de conseil en stratégie allemand Simon Kucher & Partners, « Cependant, ajoute-t-il, la mise en œuvre d'un tel système apparaît particulièrement délicate. »

DES ÉCUEILS

« Cela peut générer une lenteur dans la prise de décisions », avoue M. Lippens. Mal géré, ce point peut devenir fort pesant pour les salariés et atteindre la rentabilité du groupe. Ainsi chez Adecco. Après la fusion en 1996 du groupe suisse Adia et du français Ecco, les deux présidents avaient décidé d'instaurer un système de coprésidence, en alternance. Le groupe vient d'abandonner ce système. Klaus Jacob, un des coprésidents, déclarait dans nos colonnes (Le Monde du 20 avril) que la situation était deve-

nue « problématique pour le management : trop de réunions et de temps perdu en discussions, trop de voyages ».

Chez Elior, les deux dirigeants ont voulu éviter certains écueils rencontrés chez Accor, leur précédent employeur bicéphale. « Une décision ne pouvait être prise tant que les deux coprésidents, Paul Dubrulle et Gérard Pélisson, n'avaient pas répondu. Cela prenait du temps et était assez perturbant », se rappellent les deux ex-cadres du groupe hôtelier. « Pour éviter cela, nous nous sommes répartis de façon très claire les rôles et les secteurs d'activité pour que chaque salarié ne rapporte qu'à un seul des coprésidents. » Ce principe de partage strict des rôles a été adopté par la totalité des binômes rencontrés.

Autre frein de taille pour la systématisation d'une telle pratique : pour former un « bon couple », les deux candidats doivent accepter certains compromis. Une difficulté résumée par Maurice Lippens, coprésident depuis déjà neuf ans de

Fortis : « Le principal avantage de la coprésidence, c'est qu'on n'est pas seul à décider. Le principal inconvénient, c'est qu'on n'est pas seul à décider ! » Lorsque deux présidents dont les groupes projettent de fusionner abordent l'épineux sujet du partage du pouvoir, les problèmes d'ego surgissent ! Au point de faire capoter l'opération, comme dans le cas des laboratoires Glaxo Wellcome et Smithkline Beecham ou d'American Home Products avec Montsanto.

« Les coprésidences sont des histoires d'hommes », explique Léo Apotheker, directeur de SAP pour le sud de l'Europe, qui a onze ans d'expérience de relation avec une direction bicéphale. Chaque réussite est un cas unique... et fragile. Les différents binômes interrogés reconnaissent que leur système ne leur survivra peut-être pas. Un protagoniste explique plutôt leur succès par la formule « parce que c'était lui, parce que c'était moi ».

Laure Belot

Quelques groupes à deux têtes

● **Unilever** : ce géant de l'alimentaire, de l'hygiène et de l'entretien (capitalisation boursière de 38 milliards d'euros), doit son bicéphalisme aux deux structures séparées, l'une néerlandaise (Unilever NV), l'autre anglaise (Unilever PLC), regroupées il y a plus de 70 ans. Jusqu'en 1999, Morris Tabaksblat et Niall Fitzgerald étaient co-présidents. M. Tabaksblat laisse sa place à Antony Burgmans.

● **SAP** : l'entreprise allemande de logiciels (capitalisation boursière de 35 milliards d'euros), créée en 1972, s'est dotée d'une structure bicéphale en 1988. Dietmar Hopp et Hasso Plattner, co-fondateurs, ont dirigé jusqu'en 1997. M. Hopp a été remplacé par Henning Kagermann.

● **Fortis** : le groupe de services financiers (capitalisation boursière de 38 milliards d'euros) est issu de la fusion en 1990 des assureurs

belge AG et néerlandais Amev, dont les dirigeants, MM. Lippens et Bartelds, sont devenus co-présidents.

● **Miele** : l'entreprise d'électroménager allemande, fondée en 1889, a toujours été bicéphale et dirigée par les familles Miele et Zinkann. Rudolph Miele et Peter Zinkann représentent la troisième génération.

● **Elior** : l'ancienne Générale de restauration (Flo, Quick, Maxim's...), au chiffre d'affaires proche de 10 milliards de francs, a été reprise en 1991 par deux cadres d'Accor, Robert Zolade et Francis Markus, co-présidents.

● **Galerie Lafayette** : le groupe français de distribution (chiffre d'affaires de 35 milliards de francs en 1998), bicéphale à la mort de Georges Meyer, son dirigeant, en 1998, est co-présidé par les deux anciens vice-PDG, Philippe Houzé et Philippe Lemoine.

Comment former un « couple » efficace et durable

LA QUÊTE DU POUVOIR est une démarche exclusive qui se marie mal avec l'idée du partage. Les témoignages de coprésidents, d'histoires et de nationalités différentes, soulignent les conditions préalables essentielles à cette « vie à deux ».

● **Apprendre à bien se connaître avant.** « Nous avons travaillé chez Accor, pendant plus de quinze ans, avant de décider de prendre ensemble la tête du groupe Elior », racontent Robert Zolade et Francis Markus. Les deux dirigeants du groupe Galeries Lafayette, Philippe Houzé et Philippe Lemoine, sont cousins. Les coprésidents du groupe Miele sont issus de deux familles qui sont à la tête de l'entreprise depuis cent ans. Dans le cas d'une coprésidence après une fusion, comme celui de Fortis, une préparation semble nécessaire : « Nous nous sommes rencontrés, Hans Bartelds et moi-même, dans la plus grande discrétion, un jour par semaine pendant un an. Chacun de nous avec un collaborateur proche. Nous étions chacun à la tête d'une entreprise et ce temps passé ensemble représentait quelque chose d'énorme, raconte Maurice Lippens, Nous

avons parlé de tout : de nos valeurs, de stratégie mais aussi de nos blagues préférées et de notre sens de l'humour. L'important était de savoir si nous pouvions bien nous entendre et avoir confiance. »

● **Être complémentaires**, dans la formation, dans le profil, pour trouver chacun une place et une crédibilité dans l'entreprise et dans le binôme. « Nous avons des histoires très différentes », expliquait, en juin 1998, Morris Tabaksblat, alors coprésident d'Unilever : « Je suis hollandais, Niall Fitzgerald est irlandais. Il a une formation comptable, je suis avocat. » Hasso Plattner, cofondateur et coprésident de SAP, est extraverti, s'intéressant au développement des produits, à la communication, au marketing. L'autre coprésident, Henning Kagermann, avoue s'intéresser davantage « à la gestion, à l'administration, aux aspects financiers ». Chez Fortis, M. Bartelds « a un profil financier. Moi, je suis plutôt un animateur, un homme qui met en relation », explique M. Lippens

● **Mettre de côté son ego.** « Nos liens familiaux permettent de régler facilement la ques-

tion », avouent les deux responsables des Galeries Lafayette. « Avec ce système, on est obligé de chercher à servir plus l'entreprise que son ego », explique Hasso Plattner. Ce qui n'empêche pas une possible émulation entre les deux codirigeants. « L'important est que cela ne devienne pas une compétition. » Ce point n'est pas évident, dans le cas de deux personnalités ayant été à la tête d'entreprises. « La chose la plus difficile est d'abandonner le pouvoir absolu », reconnaît M. Lippens.

● **Une approche différente du pouvoir au sein même du binôme.** Un point qui explique sûrement en grande partie l'équilibre trouvé : l'un des protagonistes a plus rêvé du sommet que l'autre et sera souvent chargé du rôle de représentation et de la communication. Ainsi Hasso Plattner chez SAP. Chez Elior, Robert Zolade reconnaît qu'être seul au sommet « est une pulsion qu'il comprend ». « Cela ne me pose pas de problème de la réfréner », ajoute-t-il. Francis Markus, l'autre coprésident, avoue, lui, n'y avoir « jamais particulièrement rêvé ».

L. Be.

NOMINATIONS

Un spécialiste de la consommation à La Redoute

NOUVEAU CHANGEMENT de tête à La Redoute. Moins de deux ans après sa nomination, Richard Simonin quitte la présidence du numéro un français de la vente par correspondance (VPC), filiale du groupe Pinaut Printemps Redoute (PPR) qui réalise 10 milliards de francs de chiffre d'affaires et emploie



8 000 personnes. Motif officiel : désaccord stratégique avec le patron du groupe RedCats (la branche VPC de PPR), Hartmut Krämer, lui-même nommé depuis un peu plus d'un an. M. Simonin sera remplacé par Paul Delaoutre, 43 ans, diplômé de l'Essec, recruté dans le groupe agroalimentaire américain Mars (Twix, Uncle Ben's, Canigou...). Un profil « grande consommation » radicalement différent de celui de M. Simonin, qui venait, lui de l'univers du luxe.

● **PINAUT-PRINTEMPS-REDOUTE** : René Barbier de La Serre, vice-président directeur général du Crédit commercial de France, précédemment président du conseil des marchés financiers (de 1994 à 1998), devient président du conseil de surveillance du groupe PPR. Ce poste était occupé par Ambroise Roux, récemment décédé. Le 1^{er} juillet, M. Barbier de La Serre deviendra conseiller du président du CCF.

● **SUEZ-LYONNAISE DES EAUX** : Didier Retali (42 ans, X Mines), précédemment directeur des projets à la direction générale de l'eau (Lyonnaise des eaux), est nommé directeur financier du groupe Suez-Lyonnaise des eaux. Il remplace Antoine Giscard d'Estaing, qui rejoint Schneider comme directeur finance-contrôle. Par ailleurs, Alain Chaigneau, directeur financier de la Société générale de Belgique depuis 1995, devient directeur général adjoint finances et administra-

tion de la Lyonnaise des eaux (la branche eau).

● **BOLLORÉ** : Michel Roussin, ministre de la coopération de 1993 à 1994, président du comité Afrique du Medef International, est nommé vice-président du groupe Bolloré, chargé de coordonner les activités du groupe en Afrique.

● **CRÉDIT LYONNAIS** : Didier Calvez (45 ans, HEC), qui a mené une carrière internationale chez Michelin, intègre le Crédit lyonnais comme directeur des programmes et du contrôle de gestion.

● **ASTRAZENECA FRANCE** : Jean-Pierre Cassan, 58 ans, actuel président d'Astra France, sera le futur président d'AstraZeneca France, la filiale du nouveau groupe AstraZeneca, né du rapprochement du suédois Astra et du britannique Zeneca.

Cette rubrique est hebdomadaire. Merci d'adresser vos informations à Martine Picouet. Fax : 01-42-17-21-67.

Bourse : les prémices d'une chambre européenne de compensation

LES MARIAGES À TROIS sont à la mode et ne sont pas limités au monde bancaire. Paris, Francfort et Cedel, l'organisme luxembourgeois spécialisé dans les opérations de règlement-livraison de titres, vont s'associer pour constituer les prémices d'une future chambre de compensation européenne, qui agit en aval de la négociation sur les marchés financiers. Cedel, Deutsche Börse Clearing, et la Société des Bourses françaises (SBF) associée à Sicovam SA, l'organisme de compensation de la place de Paris, devaient signer, vendredi 14 mai, à Luxembourg, un accord visant à restructurer le paysage européen des opérations de règlement-livraison des titres. Les discussions techniques pourront alors s'engager afin de parvenir, avant le 30 septembre 1999, à une structure à trois, à laquelle pourront s'allier par la suite d'autres participants.

Ce rapprochement est une des conséquences de la mise en place de l'euro, mais également le pendant des négociations menées par huit Bourses en Europe afin de constituer un marché unifié. L'élément déclencheur a été l'OPA déposée sur Cedel par son plus sérieux concurrent, le belge Euroclear. Cedel a réagi en allant chercher Deutsche Börse Clearing comme chevalier blanc.

Le marché de l'automobile européen en hausse de 9,6 % en avril

LE MARCHÉ EUROPÉEN de l'automobile a progressé de 9,6 % en avril, et atteint 1,35 million de véhicules vendus. Sur les quatre premiers mois de l'année, la croissance des ventes automobiles s'établit à 7,3 %, alors que les constructeurs s'attendaient à une baisse de la demande de 3 % pour 1999. L'Italie a été le seul grand marché européen à enregistrer un recul de 5,4 %, conséquence de la fin des primes gouvernementales pour l'achat de voitures. L'Allemagne, en revanche, affiche une progression de 23,7 % des ventes en avril. Opel, filiale de GM, et DaimlerChrysler affichent la plus forte augmentation - respectivement 26,3 % et 23,2 % - de leurs ventes en avril. Volkswagen se classe toujours au premier rang européen, avec un peu plus de 1 million de véhicules vendus en quatre mois. Les français n'ont pas connu de telles performances : PSA enregistre une hausse de 7,5 % et Renault de 5,5 %. Si les constructeurs coréens continuent à se renforcer sur le marché européen (+ 30,3 % en quatre mois), les japonais, en revanche, stagnent, en raison de l'effondrement de Nissan (- 18,2 %).

0,99 Frc/mn

FINANCES ET MARCHÉS

VALEURS EUROPÉENNES

L'action Sol Melia s'est appréciée, jeudi 13 mai, de 1,83 %, clôturant la séance à 38,90 euros. La chaîne d'hôtels espagnole a indiqué être en pourparlers pour racheter une chaîne d'hôtels européenne, sans toutefois préciser le nom du vendeur. Les investisseurs attendent également la publication des résultats qui devaient être annoncés, vendredi 14 mai.

La valeur Italcementi a abandonné, jeudi, 0,9 % à 11 euros. Le cimentier italien, numéro quatre au niveau mondial, a annoncé une amélioration de son chiffre d'affaires au premier trimestre 1999 de 5,4 %, un chiffre moins élevé que celui des prévisions effectuées par les analystes.

Table with columns: Code, Cours euros, % Var. veille. Includes sub-section AUTOMOBILE with entries like AUTOLIV SDR, BEAG, BMW, etc.

Table with columns: Code, Cours euros, % Var. veille. Includes sub-section BANQUES with entries like ABNEY NATIONAL, ABN AMRO HOLDING, ALLIED IRISH BA, etc.

Table with columns: Code, Cours euros, % Var. veille. Includes sub-section TÉLÉCOMMUNICATIONS with entries like BRITISH TELECOM, CABLE & WIRELES, DEUTSCHE TELEKOM, etc.

Table with columns: Code, Cours euros, % Var. veille. Includes sub-section CONSTRUCTION with entries like ACCIONA, ACESA REG, AKTOR SA, etc.

Table with columns: Code, Cours euros, % Var. veille. Includes sub-section PRODUITS DE BASE with entries like ALUMINIUM GREC, ARJO WIGGINS AP, ASSIDOMAN AB, etc.

Table with columns: Code, Cours euros, % Var. veille. Includes sub-section CHIMIE with entries like AGA -A-, AGA -B-, AGA -C-, etc.

Table with columns: Code, Cours euros, % Var. veille. Includes sub-section PHARMACIE with entries like ASTRA -A-, ELAN CORP, GLAXO WELLCOME, etc.

Table with columns: Code, Cours euros, % Var. veille. Includes sub-section BIENS D'EQUIPEMENT with entries like ABB AB -A-, ABB AB -B-, ABB BADEN, etc.

Table with columns: Code, Cours euros, % Var. veille. Includes sub-section ÉNERGIE with entries like AKER MARITIME, BG, BK, BP AMOCO, etc.

Table with columns: Code, Cours euros, % Var. veille. Includes sub-section SERVICES FINANCIERS with entries like 3I, ALMANIJ, ALPHA FINANCE, etc.

Table with columns: Code, Cours euros, % Var. veille. Includes sub-section CONSUMATION CYCLIQUE with entries like ACCOR/RM, ADIDAS-SALOMON, ALITALIA, etc.

Table with columns: Code, Cours euros, % Var. veille. Includes sub-section ALIMENTATION ET BOISSON with entries like ALLIED DOMECQ, ASSOCIATE BRIT, BASS, etc.

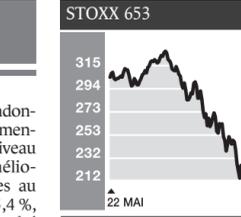


Table listing various stock indices and their values, including STOXX 653, EURO STOXX 50, and DJ E STOXX CYC GO P.



Table listing various stock indices and their values, including EURO STOXX 50, DJ E STOXX F & BV P, and DJ E STOXX MEDIA P.

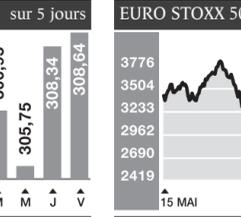


Table listing various stock indices and their values, including DJ E STOXX CYC GO P, DJ E STOXX F & BV P, and DJ E STOXX MEDIA P.



Table listing various stock indices and their values, including DJ E STOXX F & BV P, DJ E STOXX MEDIA P, and DJ E STOXX PO SUP P.

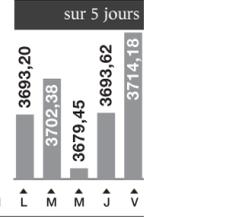


Table listing various stock indices and their values, including DJ E STOXX MEDIA P, DJ E STOXX PO SUP P, and DJ E STOXX IND GO P.

Table listing various stock indices and their values, including DJ E STOXX CYC GO P, DJ E STOXX F & BV P, and DJ E STOXX MEDIA P.

Table listing various stock indices and their values, including DJ E STOXX F & BV P, DJ E STOXX MEDIA P, and DJ E STOXX PO SUP P.

Table listing various stock indices and their values, including DJ E STOXX MEDIA P, DJ E STOXX PO SUP P, and DJ E STOXX IND GO P.

Table listing various stock indices and their values, including DJ E STOXX PO SUP P, DJ E STOXX IND GO P, and DJ E STOXX MEDIA P.

Table listing various stock indices and their values, including DJ E STOXX IND GO P, DJ E STOXX MEDIA P, and DJ E STOXX PO SUP P.

Table listing various stock indices and their values, including DJ E STOXX MEDIA P, DJ E STOXX PO SUP P, and DJ E STOXX IND GO P.

Table listing various stock indices and their values, including DJ E STOXX PO SUP P, DJ E STOXX IND GO P, and DJ E STOXX MEDIA P.

Table listing various stock indices and their values, including DJ E STOXX F & BV P, DJ E STOXX MEDIA P, and DJ E STOXX PO SUP P.

Table listing various stock indices and their values, including DJ E STOXX MEDIA P, DJ E STOXX PO SUP P, and DJ E STOXX IND GO P.

Table listing various stock indices and their values, including DJ E STOXX PO SUP P, DJ E STOXX IND GO P, and DJ E STOXX MEDIA P.

Table listing various stock indices and their values, including DJ E STOXX IND GO P, DJ E STOXX MEDIA P, and DJ E STOXX PO SUP P.

Table listing various stock indices and their values, including DJ E STOXX MEDIA P, DJ E STOXX PO SUP P, and DJ E STOXX IND GO P.

Table listing various stock indices and their values, including DJ E STOXX PO SUP P, DJ E STOXX IND GO P, and DJ E STOXX MEDIA P.

Table listing various stock indices and their values, including DJ E STOXX IND GO P, DJ E STOXX MEDIA P, and DJ E STOXX PO SUP P.

Table listing various stock indices and their values, including DJ E STOXX F & BV P, DJ E STOXX MEDIA P, and DJ E STOXX PO SUP P.

Table listing various stock indices and their values, including DJ E STOXX MEDIA P, DJ E STOXX PO SUP P, and DJ E STOXX IND GO P.

Table listing various stock indices and their values, including DJ E STOXX PO SUP P, DJ E STOXX IND GO P, and DJ E STOXX MEDIA P.

Table listing various stock indices and their values, including DJ E STOXX IND GO P, DJ E STOXX MEDIA P, and DJ E STOXX PO SUP P.

Table listing various stock indices and their values, including DJ E STOXX MEDIA P, DJ E STOXX PO SUP P, and DJ E STOXX IND GO P.

Table listing various stock indices and their values, including DJ E STOXX PO SUP P, DJ E STOXX IND GO P, and DJ E STOXX MEDIA P.

Table listing various stock indices and their values, including DJ E STOXX IND GO P, DJ E STOXX MEDIA P, and DJ E STOXX PO SUP P.

Table listing various stock indices and their values, including DJ E STOXX F & BV P, DJ E STOXX MEDIA P, and DJ E STOXX PO SUP P.

Table listing various stock indices and their values, including DJ E STOXX MEDIA P, DJ E STOXX PO SUP P, and DJ E STOXX IND GO P.

Table listing various stock indices and their values, including DJ E STOXX PO SUP P, DJ E STOXX IND GO P, and DJ E STOXX MEDIA P.

Table listing various stock indices and their values, including DJ E STOXX IND GO P, DJ E STOXX MEDIA P, and DJ E STOXX PO SUP P.

Table listing various stock indices and their values, including DJ E STOXX MEDIA P, DJ E STOXX PO SUP P, and DJ E STOXX IND GO P.

Table listing various stock indices and their values, including DJ E STOXX PO SUP P, DJ E STOXX IND GO P, and DJ E STOXX MEDIA P.

Table listing various stock indices and their values, including DJ E STOXX IND GO P, DJ E STOXX MEDIA P, and DJ E STOXX PO SUP P.

Table listing various stock indices and their values, including DJ E STOXX F & BV P, DJ E STOXX MEDIA P, and DJ E STOXX PO SUP P.

Table listing various stock indices and their values, including DJ E STOXX MEDIA P, DJ E STOXX PO SUP P, and DJ E STOXX IND GO P.

Table listing various stock indices and their values, including DJ E STOXX PO SUP P, DJ E STOXX IND GO P, and DJ E STOXX MEDIA P.

Table listing various stock indices and their values, including DJ E STOXX IND GO P, DJ E STOXX MEDIA P, and DJ E STOXX PO SUP P.

Table listing various stock indices and their values, including DJ E STOXX MEDIA P, DJ E STOXX PO SUP P, and DJ E STOXX IND GO P.

Table listing various stock indices and their values, including DJ E STOXX PO SUP P, DJ E STOXX IND GO P, and DJ E STOXX MEDIA P.

Table listing various stock indices and their values, including DJ E STOXX IND GO P, DJ E STOXX MEDIA P, and DJ E STOXX PO SUP P.

EURO NOUVEAU MARCHÉ

Table with columns: Cours euros, % Var. veille. Includes sub-section AMSTERDAM with entries like AIRSPRAY NV, ANTONOV, C/TAC, etc.

Table with columns: Cours euros, % Var. veille. Includes sub-section BRUXELLES with entries like ENVIPOCO HLD CT, FARDEM BELGIUM ABC, INTERCON HLD, etc.

Table with columns: Cours euros, % Var. veille. Includes sub-section FRANCFORT with entries like 1 & 1 AG & CO/KGAA, AXTRON, AUGUSTA BETEILIGUNG, etc.

Table with columns: Cours euros, % Var. veille. Includes sub-section HAUTE TECHNOLOGIE with entries like ALCATEL/RM, ALTEC SA REG, BAAN COMPANY, etc.

Table with columns: Cours euros, % Var. veille. Includes sub-section SERVICES COLLECTIFS with entries like ANGLIAN WATER, BRITISH ENERGY, CENTRICA, etc.

Table with columns: Cours euros, % Var. veille. Includes sub-section CODES PAYS ZONE EURO with entries like FR : France - DE : Allemagne - ES : Espagne, etc.

VALEURS FRANÇAISES

● L'action BNP s'échangeait, vendredi 14 mai, en baisse de 1,34 % à 80,6 euros. Le titre SG perdait 0,39 % à 175,8 euros et Paribas gagnait 0,48 % à 104 euros. A ces cours, les parités proposées par la BNP dans le cadre de sa double OPE valorisent l'action SG à 172,7 euros et l'action Paribas à 110,8 euros. L'OPE de SG sur Paribas valorise, elle, le titre Paribas à 109,87 euros.

● La valeur Rhodia poursuivait son ascension à l'ouverture de la séance vendredi, gagnant 1,09 % à 18,5 euros. La filiale de spécialités chimiques de Rhône-Poulenc a annoncé jeudi le succès de son offre publique d'achat (OPA) sur la société britannique Albright & Wilson.

● Le titre Guyenne et Gascogne chutait de 1 % à 485 euros vendredi lors des premières transactions, les investisseurs spéculant sur la société qui figure parmi les cibles potentielles d'une prochaine opération de rachat.

● L'action Rhône-Poulenc gagnait 2,38 % à 48 euros vendredi matin. Kuwait Petroleum Company, le premier actionnaire de Hoechst a donné jeudi son accord au rapprochement des groupes pharmaceutiques français et allemand.

● La valeur France Telecom progressait de 0,53 % à 74,6 euros, à la suite de l'annonce, avant l'ouverture de la séance, d'une hausse de 8,7 % du chiffre d'affaires du groupe au premier trimestre 1999.

RÈGLEMENT MENSUEL

VENDREDI 14 MAI

Liquidation : 21 mai

France	Précédent en euros	Cours en euros	Cours en francs	% Var. veille	Valeur nominal (1)
B.N.P. (T.P.)	151	153,90	1009,52	+ 1,92	152
CR LYONNAIS(TP)	145	145	951,14	....	1000
RENAULT (T.P.)	410	410	2689,42	....	1000
SANT GOBAIN(T.P.)	181,50	....	....	....	1000
THOMSON SA(T.P.)	149	....	....	....	1000
ACCOR	242	241,90	1586,76	- 0,04	1000
ACF	48,80	48,70	319,45	- 0,20	30
AIR FRANCE GPE N	16,80	16,56	108,63	- 1,42	54
AIR LIQUIDE	152,80	153	1003,61	+ 0,13	70
ALCATEL	122	121	793,71	- 0,81	10
ALSTOM	29,40	28,90	189,57	- 1,70	10
ALTRAN TECHNO.#	230	230	1508,70	....	100
ATOS CA	81,35	81,25	532,97	- 0,12	40
AXA	117,20	117,60	771,41	+ 0,34	9
BAIL INVESTIS	126,10	126,50	829,79	+ 0,31	100
BAZAR HOT.VILLE	107,50	....	....	....	50
BERTRAND FAURE	58,30	59	387,01	+ 1,20	5

BIC	53,95	53,05	347,99	- 1,66	25
BIS	89,95	89,50	587,08	- 0,50	20
B.N.P.	81,70	81,10	531,98	- 0,73	4
BOLLORÉ	190,40	184,20	1208,27	- 3,25	50
BONGRAIN	364	365	2394,24	+ 0,27	50
BOUYGUES	234,80	235	1541,50	+ 0,08	50
BOUYGUES OFFS.	29,65	29,50	193,51	- 0,16	10
BULLI	8,96	9,40	61,66	+ 4,91	10
CANAL	265	267,80	1756,65	+ 1,05	20
CAP GEMINI	135	135	885,54	....	40
CARBONE LORRAINE	54	53,80	352,90	- 0,37	10
CARREFOUR	126	127,20	834,38	+ 0,95	2
CASINO GUICHARD	92,60	92,10	604,14	- 0,53	10
CASINO GUICHARD	57	57,70	376,49	+ 1,22	10
CASTORAMA DUB(L)	226	227	1489,02	+ 0,44	25
C.C.F.	107,30	106,20	696,63	- 1,02	25
CEGID (LY)	159,20	158,10	1037,07	- 0,69	25
CERUS	7	7,09	46,51	+ 1,28	45
CGIP	45,37	45,30	297,15	- 0,15	2
CHARGEURS	54,85	54,90	360,12	+ 0,09	10
CHRISTIAN DALLOZ	56	57,45	376,65	+ 2,45	10
CHRISTIAN DIOR	135	135	885,54	....	52
CIC-ACTIONS A	78	79,10	518,86	+ 1,41	100
CIMENTS FRANCAIS	57,10	57	373,90	- 0,17	4
CLARINS	83,20	84,50	554,28	+ 1,56	50
CLUB MEDITERRANEE	87,10	87,80	575,93	+ 0,80	25
CNP ASSURANCES	24,19	23,86	156,51	- 1,36	25
COFLUXIP	78,25	78,25	519,21	+ 0,95	10
COLAS	187,70	188	1233,20	+ 0,15	40
COMPTOIR ENTREP.	2,39	2,40	15,74	+ 0,41	10
CPR	46,70	46,80	306,99	+ 0,21	8
CRED.FON.FRANCE	16,80	....	....	....	100
CFE(FERRAILLES)	37,80	37,65	246,97	- 0,39	50
CREDIT LYONNAIS	38,05	38,05	249,59	....	60
CS SIGMAUX(CSE)	56	57	376,65	+ 1,79	100
DAMART	70,70	70,70	463,76	....	1
DANONE	254,90	255	1672,69	+ 0,03	10
DASSAULT-AVIATIO	134	135,50	888,82	+ 1,11	50
DASSAULT SYSTEME	33,51	33,96	222,76	+ 1,34	5
DE DIETRICH	56,70	57	373,90	+ 0,52	25
DEVAULX(LY)	139	138,40	907,84	- 0,43	8
DEV.R.N.P-CAL LI	10,82	10,82	70,97	....	100
DEXIA FRANCE	128,20	129,80	851,43	+ 1,24	100
DMC (DOLLFUS MI)	6,02	6,10	40,01	+ 1,32	75
DYNACTON	27,60	27,88	182,88	+ 1,01	25
ECIA	136,80	134,10	879,64	- 1,97	25
EFFAGE	71,80	71,30	467,70	- 0,69	50
ELF AQUAINE	139	138,40	907,84	- 0,43	8
ERAMET	37,23	37,89	248,54	+ 1,77	20
ERIDANIA BEGHIN	143,80	140,70	922,93	- 2,15	65
ESSILOR INTL	326,10	330	2164,66	+ 1,19	20
ESSILOR INTLADP	323,70	....	....	....	20
ESSO	83,95	82	537,88	- 2,32	50
EUROFRANCE	508	507,50	3326,98	- 0,09	200
EURO DISNEY	1,59	1,57	10,30	- 1,25	5
EUROPE 1	289	289	1895,72	....	100
Eurotunnel	1,52	1,51	9,90	- 0,65	....
FIMALAC SA	101,50	....	....	....	140
FINEXTEL	18,60	18,60	122,01	....	100
FIVES-LILLE	71,15	72	472,29	+ 1,19	50
SOC.FONC.LYON #	125,70	125,80	825,19	+ 0,07	50
FRANCE TELECOM	74,20	75	491,97	+ 1,07	25
FROMAGERIES BEL.	1202	1204	7897,72	+ 0,16	100
GASCogne	82,70	82,40	540,51	- 0,36	80
GAUMONT #	59	59	387,01	+ 0,51	50
GAZ ET EAUX	45,80	45,95	301,41	+ 0,32	5
GEICINA	103,60	103	675,64	- 0,57	100
GEOPHYSIQUE	44,50	44,50	291,00	....	10
GRANDVISION	26	26	170,55	....	50
GROUPE ANDREA S.A.	141	....	....	....	50
GR.ZANNIER (LY)	20,01	20,40	133,82	+ 1,94	10
GROUPE GTM	95	93,10	610,72	- 2,0	50

GPE VALFOND ACT.	46,70	46	301,74	- 1,49	100
GROUPE PARTOUCHE	65,80	65,80	431,62	....	91
GUILBERT	142	....	....	....	10
GUYENNE GASCOGNE	489,90	485	3181,39	- 1	100
HACHETTE FILME	250,90	250	1639,89	- 0,35	20
HAVAS ADVERTISING	196	197,20	1293,55	+ 0,61	8
JET LEFEBVRE	30,70	32	610,04	+ 2,53	50
IMMUEBILES DE FCE	17,35	....	....	....	10
INFOGRAMMES ENTER	69,10	69,50	455,89	+ 0,57	20
INGENICO	22,86	22,90	150,21	+ 0,17	10
INTERBAIL	22,20	22,20	145,62	....	100
INTERTECHNIQUE	308	314,90	2065,61	+ 2,24	100
ISIS	70,30	71	467,73	+ 0,99	50
JET LEFEBVRE	30,70	32	610,04	+ 2,53	50
KLEPPIERRE	82,90	82,30	539,85	- 0,72	50
LABINAL	227,30	226	1482,46	- 0,57	100
LAFARGE	93,80	94,10	617,26	+ 0,31	25
LAGARDERE	37,98	38,15	250,25	+ 0,44	40
LAPEYRE	75,75	75,65	496,23	- 0,13	10
LEBON (GE)	44,70	....	....	....	50
LEGRAND	227	226	1482,46	- 0,44	2
LEGRAND ADP	131	127,10	833,72	- 2,97	2
LEGRIS INDUST.	40,75	40,02	262,51	- 1,79	20
LOCINDUS	116,70	117,90	773,37	+ 1,02	150
L'ORÉAL	595	593,50	3893,10	- 0,25	10
LMVH MOET HEN.	275	273,90	1796,67	- 0,40	10
MARINE WENDEL	150	150,20	985,25	+ 0,13	100
METALEUROP	6,33	6,38	41,85	+ 0,78	25
MICHELIN	45,75	45,49	298,39	- 0,56	12
MONTUPET SA	35,50	35,20	230,90	- 0,84	10
MOULINEX	11,88	11,88	77,93	....	10
NATEXIS	54,35	54,50	357,50	+ 0,27	100
NEOPOST	18,33	18,50	121,35	+ 0,92	4
NORBERT DENTRES	26,82	26,82	177,11	+ 0,67	10
NORD-EST	26,80	26,50	173,83	- 1,11	70
NORDSON	72,35	72,45	475,24	+ 0,13	50
NORON (NY)	199	205	1344,71	+ 3,01	10
OLIPAR	8,45	8,47	55,56	+ 0,23	60
PARIBAS	103,50	104,10	682,85	+ 0,57	100
PATHE	242,20	240,20	1575,81	- 0,82	....
PUBLICIS	42,79	43	282,06	+ 0,49	100
PERNOD-RICARD	63,35	63,30	415,22	- 0,07	20
PEUGEOT	156	156	1023,29	....	35
PINAULT-PRINT.RE	151,30	152,10	997,71	+ 0,52	20
PLASTIC OMN(LY)	98,20	97,10	636,93	- 1,12	20
PRIMAGAZ	76	....	....	....	10
PROMODES	605	603	3955,42	- 0,33	20
PUBLICIS	171	172	1128,25	+ 0,58	100
RENAULT	17,22	17	111,51	- 1,27	10
RENAULT	40,93	40,79	267,56	- 0,34	25
REXEL	82	83,75	549,36	+ 2,13	5
RHODIA	18,30	18,60	122,01	+ 1,63	15
RHONE-POULENC A	46,88	47,85	313,88	+ 2,06	3
ROCHEFORTAIS CO	105,70	106,50	698,59	+ 0,75	10
ROCHETTE (LA)	18,76	18,76	106,86	....	10
ROYAL CANIN	49,45	49,60	325,35	+ 0,30	20
RUE IMPERIALE(L)	1030	....	....	....	200
SADE (NY)	38,20	38,70	253,86	+ 1,30	100
SAGEM SA	555,50	558	3660,24	+ 0,45	50
SAINT-GOBAIN	162,60	162	1062,65	- 0,36	100
SALVAPAR (NY)	76	76	498,53	....	50
SANOFI	151,60	150,90	994,43	- 0,45	117
SAUPIQUET (NS)	52,50	52,60	345,03	+ 0,19	50
SCHNEIDER SA	59,50	59,50	390,29	....	50
SCOR	52	52,10	341,75	+ 0,19	....
S.E.B.	82,30	82,15	538,87	- 0,18	20
SEFIMEG CA	62,95	62,80	411,94	- 0,23	100
SEITSA	59,95	59,95	393,25	- 0,08	50
SELECTIBANQUE	10,09	10	65,60	- 0,93	100
SFIM	39	39,10	256,48	+ 0,25	160
SGE	44,39	44	288,82	- 0,87	85
SIDEL	119,50	121	793,71	+ 1,25	15
SILIC CA	153,30	153,30	1005,58	- 0,38	100

International	Précédent en euros	Cours en euros	Cours en francs	% Var. veille	Valeur nominal (1)
AMERICAN EXPRESS	117,60	....	....	....	....
A.T.T.#	57,95	....	....	....	1,63
BARRICK GOLD #	18,19	18,88	123,84	+ 3,79	....
CROWN CORK ORD.#	33,50	32,95	216,14	- 1,64	5
DE BEERS #	21,90	21,88	143,52	- 0,09	....
DU PONT NEMOURS	67	....	....	....	....
ERICSSON #	26	26,08	171,07	+ 0,30	2
FORD MOTOR	60	60	393,57	....	1
GENERAL ELECT.#	104,90	103,60	679,57	- 1,23	....
GENERAL MOTORS #	83,30	....	....	....	1
HITACHI #	6,95	6,86	45	- 1,29	50
I.B.M.#	226,30	230,30	1510,67	+ 1,76	....
ITO YOKADO #	56,50	55,20	362,09	- 2,30	50
MATSUSHITA #	18,05	17,85	117,09	- 1,10	50
MC DONALD'S #	38,47	38,47	252,48	+ 0,05	....
MERCK AND CO #	68,60	68,10	446,71	- 0,72	....
MITSUBISHI CORP.	6,19	....	....	....	50
MOBIL CORPORAT.#	93,40	....	....	....	1
MORGAN J.P.#	131,10	137	898,66	+ 4,50	2
NIPP. MEATPACKER	12,50	....	....	....	50
PHILIP MORRIS #	36,90	36,59	240,01	- 0,84	....
PROCTER GAMBLE	86,30	86,30	568,30	....	....
SEGA ENTERPRISES	15,71	16	104,95	+ 1,84	50
SCHLUMBERGER #	59,85	58,90	386,36	- 1,58	....
SONY CORP.#	86,35	87,40	573,31	+ 1,21	50

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLS
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ■ coupon détaché; ● droit détaché; ◊ contrat d'animation; * = offert; d = demandé; ↑ offre réduite; ↓ demande réduite; ◆ cours précédent.

DISPARITIONS

Abdel Aziz Ben Baz

La plus haute autorité religieuse d'Arabie saoudite

LE GRAND MUFTI d'Arabie saoudite, Cheikh Abdel Aziz Ben Baz, la plus haute autorité religieuse de ce pays, est mort jeudi 13 mai d'un cancer à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

avait sèchement refusé à un groupe de 107 chefs religieux qui les réclamaient l'autonomie de l'activité religieuse par rapport au gouvernement et la séparation des pouvoirs politiques et judiciaires.

En revanche, il s'était opposé à la conduite automobile pour les femmes et à toute forme de coquetterie. Un bon croyant, selon lui, ne devait pas non plus fumer ni se laisser séduire par les dépliant touristiques et autres encarts publicitaires des agences de voyage, dont le seul et unique objectif était, à ses yeux, d'entraîner les Saoudiens vers la dissolution des mœurs et la perdition.

Mouna Naïm

■ SHELL SILVERSTEIN, auteur, compositeur, illustrateur et dessinateur, est mort d'une crise cardiaque, dimanche 9 mai, à son domicile de Key West (Floride), à l'âge de soixante-six ans.

des messages, fournit des faux papiers d'identité à des résistants et fait du renseignement. Après la guerre, elle travaille à l'ORTF, dont elle sera le chef du service diplomatique.

quatre joueurs à avoir remporté les quatre tournois majeurs. Il avait gagné sept tournois du grand Chelem : trois fois le Championnat PGA (1922, 1923 et 1933), deux fois l'US Open (1922 et 1932), une fois l'Open de Grande-Bretagne (1932) et le Masters (1935).

Mouna Naïm

■ LOUISE BEA PELAYO DE BEL-LAMAR, résistante, est décédée, lundi 10 mai, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

■ MEG GREENFIELD, journaliste américaine, éditorialiste et responsable de la page « Opinion » du quotidien Washington Post, est morte, jeudi 13 mai, des suites d'un cancer, à l'âge de soixante-huit ans.

■ GENE SARAZEN, golfeur américain, est mort jeudi 13 mai, à l'âge de quatre-vingt-dix-sept ans à Naples, en Floride.

Spécial Européennes 99 GRAND JURY RTL Le Monde LCI

NICOLAS SARKOZY L'Union pour l'Europe

Débat animé par OLIVIER MAZEROLLE avec PATRICK JARREAU - LE MONDE et PIERRE-LUC SÉGUILLON - LCI DIMANCHE 18H30 SUR RTL & LCI

AU CARNET DU « MONDE »

Anniversaires de naissance

- 15 mai 1979, Saint-Etienne (France). 15 mai 1999, Ithaca (USA).

Damien,

de nouveaux projets et voyages, de nouvelles aventures et réussites.

Yva,

Tous les chiens et les chats de ton Refuge se joignent à moi pour te souhaiter un heureux anniversaire et te dire qu'ils t'aiment.

Mariages

Claude JOUBERT-BETTAN et Jean-Claude JOUBERT ont les grandes joies d'annoncer le mariage de leur fille

Anne avec Jean-Eric BERGER,

le 15 mai 1999, à Venon, et de rappeler celui de leur fils,

Renaud avec Estelle HUGONNET,

le 8 juin 1996, à Aubenas.

Décès

- Nous avons la douleur de faire part du décès de

M. Roger CHARELS, ancien Ami de la réforme pénitentiaire, fondateur et directeur des Editions filmées d'art et d'histoire,

le 26 avril 1999.

Les obsèques ont été célébrées dans la plus stricte intimité.

3, rue Thomire, 75013 Paris.

- Maryvonne Nougé-Sans Boissier, sa fille, Armand Boissier, son petit-fils, Christian Boissier, son gendre, M. et M^{me} Pierre Toulouse, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Laurent Toulouse, Parents alliés et amis, ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de

M^{me} Martine SCHREIBER, née TOULOUSE,

survenu à l'âge de soixante-neuf ans.

Ses obsèques religieuses auront lieu le vendredi 14 mai 1999, à 16 h 30, en l'église Saint-Magne de Bizanos.

La famille ne recevra pas de condoléances.

Un registre sera ouvert à cet effet.

Ni fleurs ni couronnes.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

6, rue des Lavandières, 64320 Bizanos.

Maryse SEDES

nous a quittés, le 11 mai 1999, dans sa soixante-neuvième année.

L'incinération aura lieu le lundi 17 mai, à 11 heures, au crématorium du Père-Lachaise.

Ni fleurs ni couronnes.

Sa famille et ses amis.

- Il a rejoint l'Orient éternel.

Sa compagne, Ses enfants et leurs conjoints, Ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, Parents et alliés, ont la tristesse de faire part du décès de

Georges SIMONIN, censeur honoraire du lycée François-Villon à Paris,

survenu le 9 mai 1999, à Amélie-les-Bains, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

Il souhaite associer à son souvenir celui de son épouse,

Colette SIMONIN, née FRELLOT,

décédée le 10 septembre 1991.

La crémation aura lieu dans la plus stricte intimité au Canet.

Les Gouttes Hautes, 52240 Breuvannes.

- M. et M^{me} Pierre Zarka, M. et M^{me} Gilbert Zarka, M. et M^{me} Guy Karsanti, M. Guy Zarka, M. et M^{me} Philippe Smadja, ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Sylvain ZARKA, née Elise MAAREK,

dans sa quatre-vingt-dixième année.

Elle a rejoint son époux,

Sylvain ZARKA,

décédé le 19 juillet 1981.

Les obsèques ont eu lieu le mercredi 12 mai 1999, au cimetière du Montparnasse.

Anniversaires de décès

- Le 15 mai 1993, disparaissait

Gina ALESSANDRI.

Qu'une pensée réunisse tous ceux qui l'ont connue et aimée.

- Il y a onze ans, le 16 mai 1988,

Michel COTTÉ

nous quittait.

- Le 16 mai 1998,

Pierre Renaud MARTIN, ancien chef de service à la direction des études et recherches d'EDF,

nous quittait.

Il vit dans nos cœurs et dans le souvenir de ceux qui l'ont connu.

- Le 15 mai 1998,

Il y a un an, à Poitiers, nous quittait

Denise REY, née JOUENNE.

Ses enfants, ses petits-enfants, sa famille et tous ceux qui l'ont aimée se souviennent.

Congrès

« JUIFS, ARMÉNIENS ET CHRÉTIENS ORIENTAUX : TYPOLOGIE DES DIASPORAS »

Congrès international (Montpellier, 17, 18 et 19 mai 1999)

Responsables : Gérard Dédéyan, Carol Iancu et l'équipe de recherche « Juifs et Chrétiens d'Orient ».

Avec les professeurs Armogathe, Bachi, Barkhoudarian, Bibikova, Bok, Carbonell, Cheynet, Debié, Ducellier, Hadas-Lebel, Hayek, Hintlian, Hovhanessian, D. Iancu, Le Coz, Levine, Magdalino, Masson, Nahon, F. Richard, J. Richard, Schwarzfuchs, Sirat, Starobinski-Safran, Tadjirian, Tal, Tollet, Varon-Vassard.

Université Paul-Valéry, Route de Mende, 34199 Montpellier Cedex 5.

Tél. : 04-67-14-22-76. Exposition : Archives départementales de l'Hérault, Montpellier.

Abonnez-vous en toute liberté

Vous faites arrêter votre abonnement quand bon vous semble

Vous ne payez rien d'avance

Vous êtes sur de ne manquer aucun numéro

SPECIAL VACANCES : j'ai bien noté que je pouvais faire suspendre ou suivre mon abonnement pendant mes vacances.

Bulletin d'abonnement

Offre de retourner au Monde : Service Abonnements, 24 avenue du Général-Leclerc 60646 Chantilly Cedex - Tel : 01 42 17 32 90 de 8h30 à 18h du lundi au vendredi.

OUI, je désire m'abonner au Monde pour seulement 173 F (26,37€) par mois pour 26 numéros par prélèvement automatique

N° NATIONAL D'EMETTEUR ORGANISME CRÉANCIER Le Monde

Recevez Le Monde chez vous pour seulement 173F* par mois

AUJOURD'HUI

LE MONDE / SAMEDI 15 MAI 1999

SCIENCES Le 25 avril 1998, la rupture d'un bassin de décantation d'une mine de pyrite a déversé 7 millions de mètres cubes de déchets toxiques dans le rio Guadiamar et entraîné la

pollution du parc de Doñana, situé à l'embouchure du Guadalquivir. ● **MALGRÉ** un important travail de remise en état du site, le lit du fleuve, les plantes et les oiseaux de cette ré-

serve sont encore fortement contaminés par des métaux lourds. ● **LA RÉOUVERTURE** de la mine, qui possède encore un bassin de décantation rempli de déchets, ne cesse d'inquié-

ter les associations de défense de l'environnement, qui réclament sa fermeture. ● **LES AGRICULTEURS** expropriés par la Junte d'Andalousie, pressée de construire un corridor vert

reliant le parc de Doñana à un autre parc tout proche, ainsi que les mineurs soucieux de préserver leurs emplois tentent d'amener les politiques à plus de compréhension.

Un an après le drame, le parc andalou de Doñana est toujours pollué

Des milliers d'hectares sont encore contaminés par des métaux lourds. Les écologistes s'inquiètent de la réouverture de la mine à l'origine de la pollution. Sur place, agriculteurs expropriés et mineurs soucieux de leurs emplois s'affrontent aux politiques et à l'administration

DOÑANA

de notre envoyée spéciale

C'est à peine croyable. Dans la magie retrouvée des couchers de soleil andalous, cigognes et grues planent à nouveau au-dessus d'une eau scintillante. Le parc tout entier n'est qu'explosion de couleurs et de cris d'oiseaux. Pourtant, le 25 avril 1998, la rupture d'un bassin de décantation de la mine de pyrite d'Aznalcollar avait déversé 7 millions de mètres cubes de déchets toxiques dans le rio Guadiamar qui borde ce « patrimoine de l'humanité » qu'est le parc de Doñana, situé à l'embouchure du Guadalquivir. Quatre mille six cents hectares de terres fertiles avaient été contaminées et transformées en cloaque putride. Aujourd'hui, nulle trace visible de la catastrophe.

N'est-ce pas une illusion ? Les équipes de nettoyage ont certes accompli un travail surhumain – cinq personnes ont péri – pour évacuer des boues acides qui, à certains endroits, atteignaient 1 mètre de hauteur, mais le poison infiltré dans l'eau, la terre et les plantes est plus que jamais menaçant. Y compris pour le « cœur » de Doñana, le parc national, jusqu'ici pratiquement épargné, où survivent, entre mer et marais, les derniers lynx ibériques et des aigles royaux.

La situation est toujours préoccupante. Miguel Ferrer, le jeune directeur de la station biologique de Doñana, refuse pourtant de verser dans le « catastrophisme ». Mais il refuse aussi de « se croiser les bras, sous prétexte que les travaux d'urgence ont été faits » et que les politiques de Madrid, dont il est la bête noire en raison de son activisme, voudraient en finir au plus vite avec cette catastrophe et la mauvaise publicité qu'elle génère. Exténué, Miguel Ferrer prépare ses prochaines batailles devant une carte déployée du parc. Il faut à



H. SILVESTER/FRAPHO

La pollution menace les trois cent soixante espèces d'oiseaux recensées dans le parc national de Doñana.

Bilan d'une catastrophe

4 600 hectares – dont 3 300 de terres agricoles – ont été touchés par la catastrophe, ainsi que le lit du Guadiamar sur 60 kilomètres de long, jusqu'à l'embouchure du Guadalquivir. Sept millions de mètres cubes de boues toxiques et de terres contaminées ont été récupérés. Un rapport du Conseil supérieur d'investigations scientifiques (CSIC) estime que 68 % des terrains restent contaminés après nettoyage. Plus de 65 % le sont par l'arsenic ; 47 % par le zinc ; 25 % par le plomb ; 15 % par le cuivre ; 4 % par le cadmium. Au total, les travaux de nettoyage ont coûté quelque 30 milliards de pesetas (180 millions d'euros), payés par le conseil régional d'Andalousie, par le gouvernement central et, dans une moindre mesure, par Boliden, la société suédoise propriétaire de la mine. Une instruction judiciaire est en cours.

tout prix lutter contre cette bombe à retardement qu'est la contamination, à 68 %, du sol.

Aujourd'hui, on envisage d'utiliser des plantes accumulatrices de métaux lourds, comme la *Thlaspi* ou la *Brassica*, que l'on enlèvera ensuite. « Des expériences sont en cours. Si tout va bien, il faudra cinq ans pour nettoyer », pronostique Miguel Ferrer. Mais il ajoute qu'« il

En raison de la sécheresse, la plupart des marais du parc sont à sec et les oiseaux viennent y chercher un peu d'humidité et construire leurs nids. Que faire ? « Assécher la zone et en inonder artificiellement une autre, pour les attirer, le temps de nettoyer. La Junte [conseil régional] d'Andalousie a donné son feu vert. » Alors, rien n'est perdu ? « La situation est très

grave, mais pas désespérée si on se mobilise », admet Miguel Ferrer, non sans lancer une sévère mise en garde contre « la mine qui vient de rouvrir, sans que l'on ait plus de garanties sur son vieux bassin de décantation encore rempli de 13 millions de mètres cubes de déchets toxiques. D'ailleurs, nous avons déjà détecté de nouvelles fuites d'eau acide ».

Mal à l'aise, Agapito et ses amis, fiers de leur traditions, avouent n'avoir jamais visité le parc. « Ce marais avec trois chevaux, deux espèces protégées et plein de moustiques. » Ils savent qu'ils mènent un combat d'arrière-garde. La mine n'est rouverte que pour trois ans. Et après ? Greenpeace et les écologistes prévoient des emplois « alternatifs », mais Agapito hausse les

épaules. « Se reconverter après vingt ans de mine ? Pour quoi faire ? Servir des sandwiches en trois langues aux touristes ? Merci, je préfère ne pas l'imaginer. »

Les quelque 300 agriculteurs touchés par la catastrophe n'avaient pas non plus imaginé la suite : la décision de la Junte d'Andalousie de les exproprier, pour créer un « corridor vert » qui relie

LA DÉTRESSE DANS LES YEUX

Pour Aznalcollar, la réouverture de la mine, c'est le retour à la vie. Dans ce village qui met un point d'honneur à être aussi blanc et fleuri que tous les villages andalous, la catastrophe a été économique (80 % des 6 000 habitants vivent directement ou indirectement de la mine) et psychologique. « Quelle inquiétude ! Pendant un an, tout s'est arrêté ! Nous étions des pestiférés. Quand l'un d'entre nous allait à Séville, on lui disait : "Vous avez empoisonné l'Andalousie" », raconte Manuel, au bar La Palma, le rendez-vous des mineurs.

Son ami, Agapito, le syndicaliste au visage grave, qui, enfant, a dû quitter son village, abandonné lors de la fermeture d'une autre mine, ne veut pas répéter l'expérience. « A l'époque des Romains, il y avait déjà des exploitations minières ici. Nous ne sommes pas des prédateurs. Nous avons toujours cohabité. Sauver Doñana d'accord, mais aussi Aznalcollar. Comptons-nous moins que des canards ? »

Un piège mortel pour les oiseaux

réduit le danger, mais pas assez rapidement, à en juger par les taux élevés d'arsenic que nous avons mesurés sur les poussins de cigognes. » Malheureusement, les résidus toxiques sont encore bien présents.

ATROPHIE MUSCULAIRE

« En ce moment même, poursuit-il, on observe des milliers d'oiseaux qui nidifient dans la zone la plus contaminée par l'arsenic, celle d'Entremuros, où ont été endiguées les eaux toxiques. Difficile d'expliquer à un oiseau où sont les zones "propres". Il ne fait pas la différence. Certaines parties périphériques du parc sont donc devenues des pièges mortels. Surtout pour les espèces aquatiques qui ingèrent des sédiments avec leur nourriture. »

Pour le chercheur, le ministère de l'environnement se veut rassurant en affirmant que « Doñana est sau-

vé, sous prétexte que les boues toxiques ne sont pas entrées directement au cœur du parc ». Un argument que déplore Francisco Castro, qui s'étonne de « la légèreté des administrations à prendre en compte la gravité de la situation ».

Certaines plantes comme la castanuela (*Scirpus maritimus*) ou l'enea (*Typha domingensis*) ont bien été éliminées en surface. Mais leurs racines restent infectées et présentent des taux de zinc et de cadmium respectivement cent fois et trente-cinq fois plus élevés que la normale. Or les oies, les poules d'eau et les canards s'en nourrissent.

Les conséquences ? Déficience, atrophie musculaire des animaux, difficultés à se reproduire, maladies causées par les effets du plomb. « Cette catastrophe aura des répercussions dans plusieurs pays étran-



20 km

PARC NATIONAL PARC NATUREL PRÉ-PARC

Marie-Claude Decamps

Monsanto souhaite un débat public sur la technologie « Terminator »

LA FIRME MONSANTO, géant américain des semences, souhaite favoriser le « dialogue » à propos de la technologie qui permet de contrôler l'expression des gènes introduits dans les plantes. Cette technique, baptisée « Terminator » par ses détracteurs, pourrait entre autres aboutir à la stérilisation volontaire des graines, ce qui empêcherait les agriculteurs d'exploiter leurs semences d'une année sur l'autre. En cours de développement dans plusieurs laboratoires publics aussi bien que privés, cette technologie est d'ores et déjà maîtrisée – et brevetée – par la société Delta & Pine Land, actuellement en cours de rachat par Monsanto.

Pour répondre aux nombreuses inquiétudes que suscite la technique « Terminator » (*Le Monde* du 12 mars), Monsanto France appelle, dans un communiqué, « à un débat public, qui permette de poser toutes les interrogations et les enjeux relatifs à l'impact de ces technologies sur les pratiques agricoles à travers le monde ». « Tant qu'un examen approfondi, réalisé de façon indépendante, et prenant en considération tous les points de vue exprimés, n'aura pas été conduit, nous ne commercialiserons pas ces technologies », précisent les responsables de la filiale française.

M.-C. D.

Temps plus frais au nord

SAMEDI, l'anticyclone des Açores, qui se prolonge en direction des îles Britanniques, va peu à peu diriger un flux de nord-est plus sec et relativement frais sur nos régions du nord-ouest. Plus au sud, le temps s'annonce plus chaud, mais aussi plus lourd, la dépression située dans le golfe de Gascogne engendrant des ondées orageuses.

Bretagne, Pays de la Loire, Basse-Normandie. - Les côtes de la Manche bénéficient d'un temps sec, mais un léger vent de nord-est apporte quelques bancs de brume le matin. Ailleurs, le soleil dominant en matinée est par la suite contesté par des nuages qui peuvent délivrer une ondée ou un orage. Il fera 16 à 18 degrés.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. - La matinée se déroule sous un soleil bien présent, parfois contrarié par des nuages côtiers. L'après-midi, le soleil joue à égalité avec des nuages qui se développent pour donner ici ou là une

ondée. Il fera 16 à 18 degrés.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. - Globalement, le soleil l'emporte, mais l'après-midi il doit composer avec des développements nuageux avec des averses possibles. Il fera 17 à 20 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. - Un temps lourd, pluvio-orageux, prévaut encore en début de journée dans les Pyrénées et du Midi toulousain au Rouergue. Ensuite, le ciel s'éclaircit. Il fera 16 à 20 degrés.

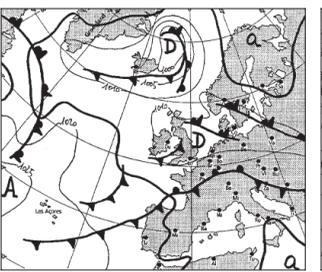
Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. - L'orage peut gronder dès le matin dans les Alpes. Ailleurs, le temps, d'abord plutôt clément, prend une coloration localement orageuse l'après-midi. Il fera 18 à 24 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. - Le temps reste chaud, 22 à 25 degrés, mais devient plus lourd. L'orage menace notamment en montagne. La Corse semble éparpillée.

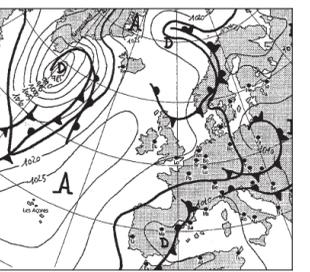
LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **PARIS.** Nouveau Paris plan poche (8 x 15 cm) Michelin à l'intention des quelque 23 millions de touristes (il est légendé en six langues) qui visitent la capitale chaque année. Au verso, le plan de métro (avec la ligne Météor) et, à l'intérieur, celui du RER et des liaisons aéroports. Disponible en librairies, dans les stations-service, la grande distribution et les kiosques, prix conseillé de 15 F (2,28 €).

■ **REVEILLON.** Le Club Méditerranée a ouvert mercredi 12 mai les réservations pour la semaine très convoitée du 26 décembre 1999 au 2 janvier 2000, semaine qui inclura le réveillon du 31 décembre. Le Club annonce des moments « mémorables » à des prix qu'il promet « raisonnables ». Idem pour la semaine de Noël à des prix « encore plus attractifs », voire, dans certains villages, inférieurs à ceux de Noël 98. Renseignements au 0-801-802-803 et dans les agences agréées.



Situation le 14 mai à 0 heure TU



Prévisions pour le 16 mai à 0 heure TU

Le petit-gris adulte borde sa coquille

LA GRANDE AFFAIRE de l'escargot, celle qui le sauve de tout si ce n'est de notre gourmandise, tient en son logis. « *De soi seul remplir sa maison, En sortir suivant la saison, Pour faire à son voisin les cornes...* », disait Jules Renard. Le petit-gris (genre *Helix*, espèce *Helixaspersa*), familier de nos campagnes et de nos salades, ne fait pas exception à la règle. Autrefois abondant dans les régions méridionales et atlantiques (son ramassage, en une nuit - car il s'agit d'un nocturne -, se chiffrait par dizaines de kilos), il s'est fait plus rare ces trente dernières années, sans doute dissuadé par l'usage trop généreux des désherbants et des engrais chimiques. Mais sa disparition du milieu naturel ne semble pas à craindre, du moins dans l'immédiat. Et il est probable que sa coquille, armure de calcaire hautement protectrice, y est pour quelque chose.



HISTOIRES NATURELLES

Comparée aux lignes pures de l'escargot européen à bandes, ou à celles, hautes en couleur, des escargots de Cuba, elle ne paie pas

de mine. De couleur généralement foncée - elle s'éclaircit en régions sèches et chaudes -, la coquille globuleuse du petit-gris (ouverture évasée, diamètre maximal: 40 mm) exhibe des spirales interrompues de mouchetures ou de lignes verticales. En un mot: « chagrinées ». Comme celle de tous les hélicidés, elle n'en constitue pas moins un fascinant ouvrage d'architecture. Une parfaite construction biologique, doublée d'une énigme.

PRÉCIEUX MANTEAU

Légère (de 20 % à 30 % du poids total), composée pour l'essentiel de carbonate de calcium, la coquille de l'escargot s'enroule autour d'un axe, la columelle, comparable à la colonne d'un escalier en... colimaçon. Cette masse calcaire est synthétisée par les cellules du manteau, sorte de tissu d'emballage qui entoure la masse viscérale. Précieux manteau ! Que la coquille soit brisée ici ou là - un accident est si vite arrivé -, et c'est lui qui procède aux réparations. En période de croissance, c'est lui, encore, qui contrôle l'allongement de la coquille, et qui, année après année, travaille à l'épaissir. Détail pratique: le petit-gris est le seul

représentant du genre *Helix* à porter sa maturité sur sa coquille, dont le bord externe prend alors une allure en « visière de casquette ». On dit de son possesseur qu'il est « bordé » - autrement dit: adulte.

La coquille du petit-gris, en revanche, présente la même et mystérieuse singularité que la plupart des coquillages: de siècle en siècle, de la Bretagne au Maghreb et de père en fils, son enroulement s'effectue toujours dans le sens des aiguilles d'une montre. Pourquoi

donc l'immense majorité des coquillages sont-ils « dextres » ? Quel est le message génétique, quasi universel, qui dicte leur orientation ? Les exceptions à cette loi conchyliologique sont en tout cas si rares que les espèces sénéstres - *Pyrolofusus deformis*, *Buyscon contrarium*, *Triphora perversa* - font l'objet, en Inde, d'une véritable adoration. Chez nos petits-gris aussi, on trouve parfois des spécimens (1 sur 20 000) dont la coquille présente un enroulement inversé. On leur connaît

même une monstruosité plus grande encore: la rarissime forme *cornucopiae*, dont la coquille, tous tours déroulés, prend l'aspect d'une corne d'abondance.

Qu'elle soit normale ou aberrante, la torsion de cette maison de calcaire ne va pas sans provoquer quelques désordres dans l'anatomie du gastéropode. Au-dessus du gigantesque pied, retenu sous la coquille par le muscle columellaire, se cache en effet un entrelacs d'organes - parmi lesquels un unique poumon -, dont la symétrie bilatérale primitive est singulièrement chahutée par cet abri hélicoïdal. Après s'être violemment ployé pour ramener vers l'avant ses organes respiratoires, le corps de l'escargot voit ainsi ses viscères s'enrouler en spirale, selon un axe oblique, sur la gauche. D'où la disparition, de ce côté-là, de certains organes. Tandis qu'à l'arrière des tentacules, le « nez » (l'orifice respiratoire) et la bouche voisinent avec l'anus.

Tordu, le petit-gris l'est de la tête au pied. Mais, en contre-partie, quelle sécurité sur son dos ! Lui dont la peau est si fine qu'il lui suffit, pour boire, de tremper son pied dans l'eau, lui dont le sang (froid) ne supporte pas les écarts

de température, pourrait survivre trois ans, dit-on, sans sortir de sa coquille... Cas extrême, bien sûr. C'est en elle, chaque année, qu'il hiberne à longueur de gelées, en elle toujours qu'il estive lors des grandes chaleurs. Protégé des intempéries comme de ses prédateurs, il ferme sa porte d'un rideau de mucus solidifié et met sa vie au ralenti. En attendant des jours meilleurs.

ARDENTS PRÉLUDES

Qu'ils viennent, et son corps exulte ! Car le fait est connu: bien qu'hermaphrodite, l'escargot a besoin d'un partenaire, avec lequel il se livre, pied contre pied, à d'ardents préludes. Voltaire en était jaloux: « *Les colimaçons ont le bonheur d'être à la fois mâles et femelles. Ils donnent et reçoivent tour à tour; leurs voluptés sont non seulement le double des nôtres, mais elles sont beaucoup plus durables. Les colimaçons se pâment trois, quatre heures entières. C'est peu par rapport à l'éternité, mais c'est beaucoup par rapport à vous et moi* », écrivait-il. Sorti de sa coquille, le petit-gris est un grand cassant.

Catherine Vincent

Atlas national des mollusques

Escargots, limaces, bivalves d'eau douce: en France métropolitaine, les mollusques continentaux rassemblent plus de 470 espèces. Bien que 57 d'entre elles figurent sur la liste des espèces protégées au niveau national, plusieurs sont menacées de disparition à court terme, tels la moule perlière ou l'escargot de Corse. C'est à elles que se consacre, depuis 1988, l'Association française pour l'étude des mollusques continentaux (AFEMC). Elle réunit une trentaine de malacologues amateurs ou professionnels, dont l'objectif est de contribuer, par tous les moyens (stages de formation, sorties de terrain, colloques, revue), « à la connaissance des mollusques terrestres et dulcicoles de France et d'Europe ».

L'AFEMC coordonne actuellement un atlas national de répartition de nos mollusques, et organise, tous les deux ans, les Rencontres des malacologues continentaux de France.

★ AFEMC, Musée Requien, 67, rue Joseph-Vernet, 84000 Avignon.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 99114

♦ SOS Jeux de mots: 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
I											
II											
III											
IV											
V											
VI											
VII											
VIII											
IX											
X											
XI											

HORIZONTALEMENT

I. Plus aériens que les porte-bonheur. - II. Agréable et pourtant acide. Mouvement de foule. - III. Vient de changer de tête. Laisser tomber. - IV. Possessif. Plein, il ne fait qu'un demi-cercle. - V. Pousse à l'exagération. En voilà un qui arrive au bon moment. - VI. Le moyen de réduire. Enrichi aux extrémités. - VII. Voyelles. On ne l'aime pas, même petite. - VIII. Petit ensemble. Livre

d'images. - IX. Renard polaire. Cause du tort. - X. Aidèrent Vercingétorix contre César. - XI. Ecrivent abondamment.

VERTICALEMENT

1. Bonne présentation. - 2. Supports muraux. - 3. Raccourcit les distances autour de Paris. Le thulium. En Moldavie. - 4. Note. Assurer une bonne prise avec les dents. - 5. Mélange métallique. Protège nos dépenses. - 6. Equipe soudée.

Préposition. Personnel. - 7. Physiciens allemands. Possessif. Dans un ensemble. - 8. Pullules. - 9. Assurer la protection par en haut. En dépassement de charge. - 10. Blonde un peu amère. Repris pour faire les corrections. - 11. Petites eaux, difficiles à endiguer.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 99113

HORIZONTALEMENT
I. Gloussement. - II. Lignée. Amie. - III. Oui. Néflier. - IV. Urnes. Olt. - V. Géomètre. At. - VI. Impé-tigo. VII. Ouvré. Et. II. - VIII. Uni. NOSE. Ló. - IX. Tirets. Zig. - X. Etaou. Abruti. - XI. Ressuscitée.

VERTICALEMENT
1. Glouglouter. - 2. Liure. Unité. - 3. Ogino. Viras. - 4. Un. Emir. Eus. - 5. Sensément. - 6. Sée. TP. Osas. - 7. Forées. Bc. - 8. Mallette. Ri. - 9. Emit. Zut. - 10. Nié. Agilité. - 11. Tératologie.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437. ISSN 0395-2037

Imprimerie du Monde
12, rue M. Gunsbourg
94852 Ivry cedex

Le Monde
Président-directeur général: Dominique Alduy
Directeur général: Stéphane Corre
21bis, rue Claude-Bernard - BP 218
75226 PARIS CEDEX 05
Tél: 01.42.17.39.00 - Fax: 01.42.17.39.26

PRINTED IN FRANCE

PHILATÉLIE

Le château du Haut-Kœnigsbourg et la Martinique



CINQ timbres à 3 F, pas moins, seront mis en vente dans les bureaux de poste dès le lundi 17 mai: trois de la série « du quotidien », *Vive les vacances, Bonnes vacances et Joyeux anniversaire (Le Monde du 8 mai)* et deux de la série touristique, *Château du Haut-Kœnigsbourg* et *Saint-Pierre-Patrimoine martiniquais*.

● **Le château du Haut-Kœnigsbourg.** Après la citadelle de Bitche (1996), Versailles et le Plessis-Bourré (1997) et Crussol (1998), cette année, le château du Haut-Kœnigsbourg (Bas-Rhin) est à l'honneur. Cet immense édifice, long de 270 mètres, a été construit au XII^e siècle par le duc de Bavière Frédéric le Borgne sur un éperon rocheux, à plus de 700 mètres d'altitude. Passé de propriétaire en



propriétaire, détruit pendant la guerre de Trente Ans, acquis en 1865 par la ville de Sélestat, restauré par Guillaume II après la guerre de 1870, ce château servit de décor au film *La Grande Illusion*.

Ce timbre, au format panoramique de 76 x 22 mm, a été conçu par Serge Hochain (coauteur de la série des héros d'aventures de 1997) d'après une photo aérienne (Airdiasol/Rothan), mis en page par Charles Bridoux et gravé par Claude Jumelet. Il est imprimé en taille-douce et offset en feuilles de vingt.

Sa vente anticipée se déroulera les 15 et 16 mai au bureau de poste temporaire « premier jour » ouvert à Sélestat, au château du Haut-Kœnigsbourg et à la salle Sainte-Barbe, place de la Victoire.

● **Patrimoine martiniquais.** Dédié à la ville de Saint-Pierre, ce timbre s'inscrit dans la série inspirée par les départements d'outre-mer. Il succède à la Guyane (1995

et 1997), la Guadeloupe (1996) et la Réunion (1998). La montagne Pelée et le rocher du Diamant ont, pour leur part, déjà fait l'objet d'une émission, respectivement en 1955 et 1970.

Auteur de ce timbre très coloré, Christian Broutin a choisi de représenter la Maison de la Bourse, un hibiscus, une barque, la mer et la montagne Pelée, dont l'éruption, le 8 mai 1902, fit près de 28 000 victimes. Au format horizontal 36 x 22 mm, il est imprimé en héliogravure en feuilles de cinquante.

Sa vente anticipée aura lieu les 15 et 16 mai au bureau de poste temporaire « premier jour » ouvert à la Maison de la Bourse, place Bertin, à Saint-Pierre. Des souvenirs philatéliques (enveloppe, carte, prêts-à-poster) sont disponibles auprès de Jacques Girard, chef d'établissement de La Poste, 97240 Le François.

P. J.

30 / LE MONDE / SAMEDI 15 MAI 1999

La préparation de la Massalia fédère les communautés marseillaises

Confiée au Nimois Bernard Souroque, la parade célébrera, le 19 juin, le 26^e centenaire de la ville

Marseille prépare activement la Massalia, im-mense parade qui célébrera, le 19 juin, le 26^e cen-tenaire de la cité phocéenne. Le chef des opéra-

MARSEILLE

de notre correspondant régional

Ordonnateur d'une Carnaval-cade réussie à Saint-Denis en juil-let 1998, le Nimois Bernard Sou-roque, sollicité par la municipalité de Marseille, prépare la Massalia, immense parade qui célébrera, le 19 juin, le 26^e centenaire de la cité phocéenne. Depuis octobre, il a pris langue avec tout ce que la ville compte d'artistes plasticiens, de chorégraphes, de danseurs, de chanteurs, de musiciens et autres créateurs afin qu'ils encadrent les milliers « d'artistes » amateurs – il tient au mot « artiste » – qui en seront la substance. Souroque a sur-tout réussi à faire travailler en-semble quantité d'associations culturelles de toutes origines et de toutes obédiences. Ce pari-là semble en passe d'être gagné. Ce n'était pas le moins risqué.

Un samedi après-midi, dans la grande salle de l'Usine Corot, centre culturel de quartiers popu-laires, Lucile Cloridor, choré-graphe et danseuse d'origine mauricienne, accueille ses ouailles : danseurs de sa troupe Soleil noir, membres de groupes coriériens, africains continentaux et mal-gaches. On prend les mesures pour les costumes. On répète les pas sur un brouillon de la musique que Doudou N'Diaye Rose compose au Sénégal, avant de venir la diri-ger en personne au jour J. N'Deye Sall, jeune danseuse profession-nelle et joueuse de sabar, travaille aussi à l'encadrement du groupe : « Chaque origine doit donner ses traditions, et même si on ne se connaissait pas, ça passe naturelle-ment. » Elle est enthousiaste : « Ça me rappelle des souvenirs du monde entier : c'est une première à Mar-seille, et c'est extraordinaire. Tous les artistes vont pouvoir se valoriser. Même si l'émotion dure une minute, c'est de l'or. »

A l'autre bout de la ville, le

DÉPÊCHES

■ **THÉÂTRE** : la Comédie-Fran-çaise accueille un nouveau pensionnaire, Jacques Poix-Ter-rier. Agé de trente et un ans, for-mé dans les cours de Michel Granvale et Claude Mathieu, Jacques Poix-Terrier a essentiellement travaillé avec de jeunes compagnies. Il a déjà interprété plusieurs rôles à la Comédie-Française. Il joue dans le *Faust*, de Goethe, qui est actuellement à l'affiche du Français.

■ **Le comédien Jean-Yves Du-bois a dû interrompre pour des raisons de santé les répétitions de *Chat et souris (Moutons) de Gregory Motton*, mis en scène par l'auteur, au Théâtre de Genevilliers. Il sera remplacé dans le rôle de Gengis par Jean-Paul Rouvray. Le spectacle sera donné du 20 mai au 13 juin.**

■ **Monique Blin, qui dirigeait le festival international des Fran-cophonies de Limoges depuis 1984, annonce son départ**, qui interviendra après l'édition 1999 de la manifestation. Elle « *estime avoir mené à bien la mission qui lui était impartie* » et « *souhaite poursuivre sous d'autres formes des actions au service du théâtre et de la francophonie* ». Le succes-seur de Monique Blin sera nom-mé d'ici fin juin, par le conseil d'administration du festival, en accord avec le ministère de la culture et les collectivités territo-riales.

■ **ART : portes ouvertes quai de la Gare, les 28, 29 et 30 mai.** Les célèbres Frigos du 91, quai de la Gare, dans le 18^e arrondissement de Paris, phalanstère artistique où vivent et travaillent quelques dizaines d'artistes en tout genre, ouvrent leurs portes au public. Des spectacles et des expositions (musiques, théâtre, arts plas-tiques, photos) accompagnent ces journées. Tél. : 01-44-24-96-96.

■ **CHANSON : Julien Clerc part à la conquête de l'Asie** en for-mule acoustique (piano, guitare). Après un premier concert à Bangkok le 12 mai, il se rendra à Phnom Penh, Singapour, Taïpeh puis en République populaire de Chine, si la tension s'y apaise.

tions, le Nimois Bernard Souroque, a pris contact avec des artistes plasticiens, chorégraphes, dan-seurs, chanteurs et musiciens afin qu'ils en-

groupe asiatique travaille dur dans un gymnase ordinairement dévolu aux arts martiaux. Tambours sous la direction du maître japonais Makoto, groupe des femmes avec ombrelles et éventails, jeunes hommes brandissant des sabres : les 127 participants obéissent à l'efficace François Nguyen Huu Duc, Marseillais né au Vietnam : « *Il faudra que chacun d'entre nous accepte l'imperfection au-jourd'hui* », lance-t-il dans un si-lence religieux. Pas le 19 juin : « *Toutes les communautés sont belles, il y a un travail formidable qui se fait partout : il faudra être parfait. C'est pas demain la veille qu'on aura l'occasion de refaire ça.* » Une vingtaine d'hommes re-prennent la marche du dragon, dont il manque le corps de toile et de papier : ils ne balancent que des cerceaux vides.

« **COUPO SANTO** » MODERNE

Une semaine plus tard, dans le grand amphithéâtre de la faculté de médecine s'installent des chan-teurs. Toutes les chorales de la ville ont été sollicitées pour un grand chœur final : ils seront 1 200 chanteurs. Brigitte Cirla, native de Toulouse et Marseillaise d'adop-

Un budget de 13,6 millions de francs

La Massalia s'insère dans un programme annuel de festivités pour la célébration du 26^e cen-tenaire de la ville initié par la mu-nicipalité. Elle est organisée par l'Office de la culture de la ville. Le budget de la manifestation est de 13,6 millions de francs (2 millions d'euros). La ville a voté une subvention spéciale de 10 millions de francs, auxquels s'ajoutent 1,5 million du conseil général, 1,5 million du conseil régional, 0,5 million de la commu-nauté de communes Marseille

tion, chanteuse et comédienne, est à la baguette. On répète deux chants polyphoniques géorgiens, superbes, que chaque groupe a dé-jà travaillé. On passe au *Coupo Santo*, hymne mistralien arrangé par Alain Aubin, qui explique : « *Comment transformer la tradition en futur ? C'est le problème de tous les artistes. Nous savions que notre arrangement allait chatouiller des oreilles peu habituées aux choses nouvelles. Mais peu importe, nous accueillons l'indignation avec bien-veillance. De toutes façons nos pu-pitres sont ouverts à tous.* » L'arran-gement a en effet choqué une association félibrige traditiona-liste, partie prenante de la parade, qui s'en est plainte au maire. « *La musique a fait son travail* », conclut Alain Aubin, que ses choristes applaudissent. C'est bien ce *Coupo Santo* respecté et réarrangé qu'on chantera sur l'immense scène dont le fond sera constitué par le *Danièle-Casanova*, grand paquebot blanc en partance pour la Corse.

Bernard Souroque a été clair avec tous les artistes profession-nels qui encadrent ses troupes : « *Il faut qu'il ait du contemporain dans du traditionnel.* » Josette Baïz répète la consigne à son groupe

Provence Métropole et 0,1 million de la DRAC (direction régionale des affaires culturelles)

Les différents directions de la ville mettent par ailleurs leurs moyens à disposition pour la fête, ainsi que des partenaires comme le Port autonome, la SNCM ou les marins-pompiers. Aujourd'hui, 80 personnes envi-ron travaillent à la préparation de la Massalia, le plus souvent avec des contrats d'intermittents du spectacle. Les effectifs de-vraient monter à 150 le 19 juin.

CULTURE

SORTIR

VANDŒUVRE-LÈS-NANCY

Musique action

Musique action est l'un des rendez-vous les plus denses de l'année, consacré aux musiques nouvelles écrites et improvisées ainsi qu'à des expositions, installations et performances qui en font un festival pluridisciplinaire totalement dédié à la création. Dans un programme fourni, on peut notamment souligner la présence et les actions de Terraplane, avec le guitariste-bassiste Elliott Sharp, en ouverture le 15 mai : « Pagaille », atelier d'improvisation dirigé par le guitariste Jean-Marc Montera (le 16) ; la création de *Vent du nord*, de Daniel Kientzy, et de *Vent d'ouest*, de Claude Barthélémy (le 17) ; le duo de la violoniste Iva Bittova et du guitariste Vladimir Vclavlek, les B'net Marrakshiat, chanteuses marocaines (le 18) ; le groupe Tense Serenity, avec le guitariste Fred Frith et le batteur Chris Cutler, un quartette avec le batteur Martin Blume et le tromboniste Johannes Bauer, les guitaristes Jean-François Pavros et Keiji Haino avec le percussionniste François Causse (le 19) ; le groupe culte Massacre avec Frith, le bassiste Bill Laswell et le batteur Charles Hayward, Die Glass Band, avec Thomas Lehn aux synthétiseurs et le saxophoniste Evan Parker, Marteau rouge, la présentation scénique du *Machiavel* d'Un drame musical instantané (le 20) ; le Rova Saxophone Quartet, un quartette avec le saxophoniste Daunik Lazro et le pianiste Fred van Hove, la percussionniste électronique Ikue Mori, le groupe Sensorband (le 21) ; les saxophonistes et bruiteurs Jean Derome et Joane Héту, le groupe Xasax, le nouveau

SUPPORTERS DANSANTS

Mais les groupes, toujours pré-cédés de fanfares qui répètent en ce moment leurs morceaux de bravo-pitres réadaptés, ne sont pas seu-lement à couleur ethnique. Jo Cor-beau, inventeur du commentaire rappé des matches de l'OM, anime un atelier autour du football : des supporters dansants défilèrent donc aussi, comme les amateurs de chanson marseillaise ou les tri-bus rap ou techno. Devant chaque ensemble avanceront alors deux grandes *fallas*, sortes d'effigies co-lorées dont Bernard Souroque est allé chercher l'idée à Séville. Por-teuses de mémoires, l'une néga-tive, l'autre positive, elles ont été conçues par des artistes profes-sionnels qui ont rencontré diffé-rents porte-parole des commu-nautés pour les imaginer. Atem AkROUT, artiste tunisien de Mar-seille et de partout, s'est chargé, entre autres, de celles des commu-nautés arabes. Rencontreant des femmes des cités, il a cherché avec elles ce qui symboliserait le mieux leurs joies et leurs douleurs. Leurs souvenirs sombres seront figurés par une sorte d'immeuble-valise, aux couleurs noires et blanches : il brûlera sur les eaux sombres du port. Le totem heureux survivra : c'est une femme de cinq mètres de haut à tête d'oiseau, poisson sur le sein, étoile à cinq branches au cœur, un rameau d'olivier à la main.

Michel Samson

La double offrande d'Hanna Schygulla au théâtre

adulte achevée, je vous adore, j'ai l'air ridicule, je le sens, mais ça fait longtemps que je m'y suis habituée. Le reptile en dessous de ma ceinture se caresse sans cesse jusqu'à la torture. Il n'y a personne comme vous. »

Il n'y a personne comme « la » Schygulla. Elle assume l'âge et les kilos avec une dignité orgueilleuse. Au public de faire face. Parfois, c'est difficile. D'une manière parado-xale, le côté peep-show sauve la mise. Le jeu de mi-roirs renvoie des bouts de corps, la courbe du cou, la beauté du profil, la tendresse d'une attache. Alors Schy-gulla apparaît pour ce qu'elle est : sensuelle et mys-térieuse. Une bien-aimée, comme cette femme que l'écri-vain Marc Bernard rencontra un jour au Louvre : elle tournaît autour d'une statue et lui se mit à tourner au-tour d'elle. Il ne pouvait se détacher de la femme qui sans cesse s'échappait, et dans ce mouvement naquit l'amour.

Quand elle est à son mieux, Schygulla attire le regard auquel elle échappe. Dans la seconde partie de la soirée, Jean-Claude Carrière l'invite à répondre au personnage de Jelinek en étant une femme meurtrie-offerte à Dieu. Recours facile, auquel seule la folie des grandes mys-tiques donne du mystère. Mais Carrière n'est pas mys-térieux. Il navigue dans l'attendu. Vêtu d'une longue robe blanche, pieds nus, Schygulla devient d'autant plus fascinante que le texte affiche sa faiblesse. Modulée, modulante, elle se laisse aller à l'extravagance heureuse d'être en scène. L'imagination cherche en vain à la sai-sir. Elle tourne, tourne, tourne, comme dans la scène d'amour du Louvre.

Brigitte Salino

images nouvelles et des modula-tions sonores imprévues. De sa bouche rougeoyante qu'elle tri-ture à pleines mains s'exhalent des râles, des feulements. Amplifiés, ils se répandent en nappe sur le pla-teau. Isabelle Choinière semble gé-nérer une symphonie visuelle et sonore. Illusion fascinant que cette expansion de son corps, à la fois toile et pinceau, opérant sous nos yeux une manière de muta-tion.

On comprend alors le titre de la performance *Communion-Erotisme Electronique* car danseuse, musique, projections, s'interpé-nètrent pour former un tout bizar-rement vivant et tectulaire. Plus question ici de parler de décor, de bande-son, tant la symbiose ex-plose. Grâce à l'électronique, la vi-déo, l'infographie, l'humain re-pousse ses charnelles limites et

s'ouvre à l'infini virtuel.Apprentie sorcière des temps cyber, jouissant de ses incroyables magies, Isabelle Choinière ouvre les vannes d'une savante et inédite volupté. Sur fond d'une pluie de pétales rouges ou de neige électronique, elle se métamorphose tel un caméléon de science-fiction. Sa peau change, absorbant les lumières et les cou-leurs pour jouer de fluorescences, passer d'une texture synthétique à une douceur de velours. Naît un être ambigü dont le cri final dé-chirant nous bascule dans un ail-leurs imprévisible.

Rosita Boisseau

★ **Théâtre de l'Echangeur, 59, avenue du Général-de-Gaulle, 93170 Bagnolet. Jusqu'au 15 mai, à 20 h 30. Tél. : 01-43-62-06-92. De 55 F à 35 F.**

(Publicité)

Olivier Cadiot Mise en scène **Ludovic Lagarde**

Avec **Laurent Poitrenaux**

LE COLONEL DES ZOUAVES

Première ce soir

Théâtre National de la Colline **01 44 62 52 52**

GUIDE

REPRISE CINÉMA

Gilda de Charles Vidor. Américain, 1946, noir et blanc (1 h 50). VO : Action Ecoles, 5^e. Tél. : 01-43-29-79-89.

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Mi-nitel, 3615 - LEMONDE ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/min).

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Ma-deleine et parvis de la gare Montpar-nasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.

Poèmes à Lou de Guillaume Apollinaire, avec Jean-Louis Trintignant et Marie Trintignant. *Théâtre de l'Atelier, 1, place Charles-Dullin, 18^e. M^e Abbesses, Anvers, Pi-galle. Le 14, à 21 heures. Tél. : 01-46-06-49-24. De 50 F à 200 F. Jusqu'au 15 juil-let.*

Un tramway nommé Désir de Tennessee Williams, mise en scène de Philippe Adrien, avec Caroline Cel-lier, Samuel Le Bihan, Florence Pernel, Chick Ortega, Wladimir Beltran, Ma-thieu Crépeau, Stéphane Dausse, Shahrokh Meshkin, Jean O' Cottrell, Cyliane Guy et Cécile Vassort. *Eldorado, 4, boulevard de Strasbourg, 10^e. M^e Strasbourg-Saint-Denis. Le 14, à 20 h 30. Tél. : 01-42-38-07-54. De 150 F à 250 F. Jusqu'au 30 juin.*

Joe Magnarelli Quartet *La Villa, 29, rue Jacob, 6^e. M^e Saint-Germain-des-Prés. Les 14 et 15, à 22 h 30. Tél. : 01-43-26-60-00. De 120 F à 150 F.*

Alex Tassel Quintet *Petit Opportun, 15, rue des Lavan-dières-Sainte-Opportune, 1^{er}. M^e Châ-telet. Les 14 et 15, à 22 h 30. Tél. : 01-42-36-01-36. 80 F.*

Dub Action *Le Batofar, 11, quai François-Mauriac, 13^e. M^e Quai-de-la-Gare, Bibliothèque. Le 14, à 21 heures. Tél. : 01-56-29-10-00. 40 F.*
Les Essoufflés *Théâtre du Tambour-Royal, 94, rue du Faubourg-du-Temple, 11^e. M^e Gon-court, Belleville. Le 15, à 18 heures.*

quartette du guitariste René Lussier avec le clarinettiste Robert Lepage, Machine for Making Sense (le 22) ; la rencontre des duos Slavon glagol et Granules, le trio de guitaristes Hans Reichel, Philippe Deschepper et Raymond Boni (le 23) et en final, le 24 mai, *Projet X*, de Jean-Marc Montera, Les Dangereux Zhoms, le duo du guitariste Nick Didovsky et du batteur Guigou Chenevier et le groupe japonais Hoahio. *Centre culturel André-Malraux, 1, place de l'Hôtel-de-Ville, Vandœuvre-lès-Nancy (54). Du 15 au 25 mai. Tél. : 03-83-56-15-00. Abonnement complet 600 F, 400 F (du 21 au 24), 200 F (quatre spectacles plus tarifs réduits) ou de 40 F à 90 F selon les concerts.*

PARIS

Le colonel des zouaves

Il s'appelle Robinson, mais son île, c'est un entresol dans lequel il passe sa vie de domestique. Avec une obsession : faire toujours mieux. Pour traquer le moindre désir de ses maîtres, il se met à les écouter. Puis à écouter leurs conversations. Le voilà espion, mais à son seul compte. Enfermé dans son monde, ses gestes et ses mots. Ensermé dans un cauchemar qui appelle la fuite... Le comédien Laurent Poitrenaux joue ce Robinson-colonel des zouaves imaginé par le romancier Olivier Cadiot et mis en scène par Ludovic Lagarde. Un musicien, Gilles Grand, l'accompagne. La chorégraphe Odile Duboc l'aide à guider ses pas.

Théâtre national de la Colline, 15, rue Malte-Brun, 20^e. M^e Gambetta. Le mardi, à 19 heures ; du mercredi au samedi, à 21 heures ; le dimanche, à 16 heures. Tél. : 01-44-62-52-52. De 80 F à 160 F. Jusqu'au 20 juin.

Publicité

RADIO-TÉLÉVISION

VENDREDI 14 MAI

GUIDE TÉLÉVISION

MAGAZINES

- 18.30 Nulle part ailleurs. A Cannes. Invités : Guillaume Canet, Guillaume Depardieu, Katerina Golubeva et Delphine Chailion, Damian O'Donnell et Om Puri, Catherine Zelta-Jones, Texas. Canal +
19.10 et 0.10 Le Rendez-vous. Invitée : Josette Alia. LCI
20.00 20h Paris Première. Le cinéma au féminin. Invités : Anouk Grinberg, Sandrine Kimberlain, Nathalie Baye, Marie-José Nat. Paris Première
20.10 Le Talk Show. Pierre Georget, Gilles Taurant et Marie-France Pisier. LCI
20.55 Thalassa. Au nom de l'empereur. France 3
21.45 Les Grands Débats politiques. Face à face avec Guy Mollet 24 janvier 1966 [2/2]. Histoire
22.00 Faut pas rêver. Togo : Les Fortresses du pays Tambréma. France : « L'ours noir ». Brésil : Figurines de terre. Invitée : Françoise Arnoul. France 3
22.45 Bouillon de culture. J.M.G. Le Clézio. France 2
23.10 Sans aucun doute. Les escroqueries en série. Invité : Paco Rabanne. TF 1
23.30 Les Dossiers de l'Histoire. Jeunes premiers d'hier et d'aujourd'hui. France 3

DOCUMENTAIRES

- 19.45 Mémoires du XXe siècle, Hubert Beuve-Méry. [1/5]. Planète

- 20.15 Palettes, Claude Monet (1840-1926). La couleur de l'instant : série des Bassins aux nymphéas. Arte
21.05 Épopée en Amérique, une histoire populaire du Québec. [8/13]. Union et désunion. TV 5
22.20 Grand format. Happy Birthday, Mr Mograbi. Arte
22.35 Nová. Déchiffreurs en temps de guerre. Odyssee
23.00 La IIIe République. [1/6]. 1870-1879. Histoire
23.20 Bob Marley Legend. Canal Jimmy
23.40 Philippe Soupault et le surréalisme. [1/3]. Planète
0.35 La Case de l'Oncle Doc. Cîteaux ou les silences de la vie. France 3

DANSE

- 20.45 Casse-Noisette. Chorégraphie de Rudolf Noureev. Musique. Tchaïkovski. Par le ballet de l'Opéra de Paris. Avec Bruno Cathape (Casse-noisette), Elisabeth Maurin (Clara). Mezzo
22.20 Silent Cries. Chorégraphie de Jiri Kylian. Musique. Debussy. Par l'Orchestre du Concertgebouw, dir. Bernard Haitink. Mezzo

MUSIQUE

- 21.00 John Pizzarelli chante les Beatles. Montréal 98. Muzzik
22.05 The Milt Jackson Quartet and Gary Burton. Muzzik

- 22.45 Pierre Boulez dirige l'Orchestre philharmonique de Vienne. Avec Phyllis Bryn-Julson, soprano ; Dieter Flury, flûte. Œuvres de Debussy, Boulez, Bartok, Stravinsky. Mezzo

TÉLÉFILMS

- 20.45 Verglas. Michael Gutmann. Arte
22.55 Lexx, Sa giga nécrose. Robert Sigl [4/4]. 13e RUE

COURTS MÉTRAGES

- 22.25 On vous rappellera... Nicolas Bedos. Canal +
0.25 La Petite Fille et les Choses. Nikita Mikhalkov (muet). France 2
0.25 Libre court. Le Modèle. Guillaume Defontaine. France 3

SÉRIES

- 20.55 Soirée sitcom. Téva
21.00 Quai n° 1. Les Compagnons de la loco. France 2
22.05 X-Files. [Episode pilote]. Nous ne sommes pas seuls (v.o.). Série Club
22.20 Dream On. Le corps de l'angoisse (v.o.). Canal Jimmy
22.30 X-Files. Mystère vaoudou. O. Le fétichiste. O. M 6
22.50 Seinfeld. En voiture (v.o.). Canal Jimmy
0.15 Friends. The One Where Rachel Smokes (v.o.). Canal Jimmy

FILMS

- 19.00 Dumbo, l'éléphant volant. Norman Ferguson (Etats-Unis, 1940, 65 min) O. Disney Channel
19.30 David Golder. Julien Duvivier (France, 1930, N., 90 min) O. Cinétoile
20.30 Voyage en Italie. Roberto Rossellini (Italie, 1953, N., v.o., 85 min) O. Ciné Classics
21.00 Les Amours d'une blonde. Milos Forman (Tchécoslovaquie, 1965, v.o., 80 min) O. Cinétoile
21.00 Greystoke. Hugh Hudson (Grande-Bretagne, 1985, v.o., 135 min) O. Ciné Cinéma 3
21.30 Sailor et Lula. David Lynch (Etats-Unis, 1989, 120 min) O. Cinéstar 1
21.55 La Lettre. William Wyler (Etats-Unis, 1940, N., v.o., 100 min) O. Ciné Classics
22.20 Intérieurs. Woody Allen (Etats-Unis, 1978, 90 min) O. Cinétoile



COLLECTION CHRISTOPHE L.

- 22.35 Le Dernier Tango à Paris. Bernardo Bertolucci. Avec Marlon Brando, Maria Schneider (Italie, 1972, 135 min) O. Paris Première
23.30 La Séparation. Christian Vincent (France, 1994, 90 min) O. Cinéstar 1
23.35 Orphée. Jean Cocteau (France, 1949, N., 90 min) O. Ciné Classics
23.40 Train de nuit. Jerzy Kawalerowicz (Pologne, 1959, N., v.o., 95 min) O. Arte
23.50 L'Homme des vallées perdues. George Stevens (Etats-Unis, 1953, v.o., 115 min) O. Cinétoile
0.50 Soleil trompeur. Nikita Mikhalkov (France - Russie, 1994, v.o., 150 min) O. Ciné Cinéma 3

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

- TF 1
19.05 Le Bigdil.
19.50 Clic & Net.
20.00 Journal. Invité : Sean Connery.
20.50 Les P'tites Canailles. En mal, fais ce qu'il te plaît.
23.10 Sans aucun doute. Les escroqueries en série.
FRANCE 2
18.10 L'Arbre de Noël. Film. Terence Young. O.
20.00 Journal, Météo.
21.00 Quai n° 1. Les Compagnons de la loco. O.
22.45 Bouillon de culture. J.M.G. Le Clézio.
0.00 Journal, Météo.
0.20 Ciné-club. Cycle Nikita Mikhalkov.
0.25 La Petite Fille et les Choses. Court métrage. Nikita Mikhalkov. O.
0.40 Partition inachevée pour piano mécanique. Film. Nikita Mikhalkov (v.o.). O.
FRANCE 3
18.20 Questions pour un champion.
18.50 Un livre, un jour.
18.55 Le 19-20 de l'information, Météo.
20.05 Fa Si La.
20.35 Tout le sport.
20.55 Thalassa. Au nom de l'empereur.
22.00 Faut pas rêver.
23.05 Météo, Soir 3.
23.30 Les Dossiers de l'Histoire. Jeunes premiers d'hier et d'aujourd'hui.
0.25 Libre court. Le Modèle. O.
0.35 La Case de l'Oncle Doc. Cîteaux ou les silences de la vie.
1.30 Nocturnales, jazz à volonté. Herbie Hancock à Antibes, 1998.

FRANCE 3

- 18.20 Questions pour un champion.
18.50 Un livre, un jour.
18.55 Le 19-20 de l'information, Météo.
20.05 Fa Si La.
20.35 Tout le sport.
20.55 Thalassa. Au nom de l'empereur.
22.00 Faut pas rêver.
23.05 Météo, Soir 3.
23.30 Les Dossiers de l'Histoire. Jeunes premiers d'hier et d'aujourd'hui.
0.25 Libre court. Le Modèle. O.
0.35 La Case de l'Oncle Doc. Cîteaux ou les silences de la vie.
1.30 Nocturnales, jazz à volonté. Herbie Hancock à Antibes, 1998.

CANAL +

- En clair jusqu'à 21.00
18.30 Nulle part ailleurs.
20.30 Allons au cinéma ce week-end.
21.00 Spceworld, le film. Film. Bob Spiers. O.
22.25 On vous rappellera... O.
22.30 Volcano. Film. M. Jackson. O.
0.10 Tintin et le mystère de la Toison d'Or. Film. Jean-Jacques Vierne. O.
1.55 Tintin et les oranges bleues. Film. Philippe Condroyer. O.

le Monde TELEVISION

FRANCE 3

- 20.55 Thalassa
Partie de pêche au-dessus des volcans : ainsi se présente cette pêche à l'empereur, dans les bas-fonds de l'océan Pacifique, en Nouvelle-Zélande. Cet exercice de pêche est aussi un exercice de style, une sorte de pêche « chirurgicale », qui se pratique au sommet de volcans maritimes. Elle peut rapporter gros mais nécessite un apprentissage difficile, que les patrons de pêche néo-zélandais sont les seuls à maîtriser.

ARTE

- 22.20 Happy Birthday, Mr Mograbi
Humour et gravité pour cette triple démarche initiée par Avi Mograbi, qui entremêle trois reportages, à l'occasion du cinquantième de l'Etat d'Israël, l'an dernier. Le premier film est tourné par un Israélien, le deuxième par un Palestinien, et le troisième par Avi Mograbi lui-même. Une vision en forme de parabole de l'histoire du jeune Etat hébreu, saisie par une triple caméra, comme en suspens.

ARTE

- 23.40 Train de nuit
Couronné par le prix Georges-Méliès en 1959, ce film de Jerzy Kawalerowicz, un des réalisateurs représentatifs du jeune cinéma polonais de la période post-stalinienne, avec Andrzej Wajda et Andrzej Munk, est basé sur un suspense policier. Celui-ci sert de révélateur à des secrets et à la solitude d'un microcosme social. Après un film à grand spectacle, Pharaon, réalisé en 1965, son auteur tombera dans l'oubli.

SAMEDI 15 MAI

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

- 12.10 et 17.10 Le Monde des idées. Thème : Israël. Invités : Alain Dieckhoff, Alain Gresh. LCI
21.35 Cinéma, un certain regard. Invités : Michel Ciment, Jacques Derya, Dominique Paini, Michel Reilhac, Eyal Sivan. Forum Planète

MAGAZINES

- 13.45 Les Grandes Enigmes de la science. Le soleil-roi. France 2
14.15 Bouillon de culture. J.M.G. Le Clézio. TV 5
18.15 Des racines et des aïeux. Illettrisme : des mots contre l'exclusion. Vaincre l'anorexie. Les nouveaux grands-parents. TV 5
18.30 Nulle part ailleurs. A Cannes. Invités : Mike Myers et Alain Chabat, Arielle Dombasle et Pascal Gregory, David Mamet et Jeremy Northam, Jane Birkin et Lambert Wilson. Blur. Canal +
19.00 Histoire parallèle. Semaine du 15 mai 1949 : Berlin entre le blocus et le mur. Invité : Michael Werner. Arte

SPORTS EN DIRECT

- 13.00 Formule 1. Grand Prix de Monaco. Essais qualificatifs. TMC
14.00 Rugby. Championnat de France. Quarts de finale : Bègles-Bordeaux - Bourgoin. Canal +
15.00 Cyclisme. Tour des Asturies. Pathé Sport
15.45 Formule 3000. Championnat international. Grand Prix de Monaco. La course. Eurosport-TMC
16.05 Rugby. Stade toulousain-Stade français. France 2
18.00 Automobilisme. Renault Sport Clio Trophy 99 (Monte-Carlo). TMC
19.00 Handball. Tournoi d'Espagne. France - Tunisie. Pathé Sport
20.30 Football. Coupe de France. Finale : Nantes - Sedan. Canal +
15.00 Cyclisme. Tour des Asturies. Pathé Sport
15.45 Formule 3000. Championnat international. Grand Prix de Monaco. La course. Eurosport-TMC
16.05 Rugby. Stade toulousain-Stade français. France 2
18.00 Automobilisme. Renault Sport Clio Trophy 99 (Monte-Carlo). TMC
19.00 Handball. Tournoi d'Espagne. France - Tunisie. Pathé Sport
20.30 Football. Coupe de France. Finale : Nantes - Sedan. Canal +

DOCUMENTAIRES

- 17.15 Meurtre raciste. Le cavalier de la nuit. Planète
17.20 Les Derniers Sanctuaires. Le Vizcaino, sous un million d'étoiles. Odyssee
18.15 Egon Schiele. Vie et œuvre. Odyssee
18.30 La IIIe République. [1/6]. 1870-1879. Histoire
19.00 Les Esclaves du sucre. Odyssee
19.35 Les Grandes Batailles du passé. [28/28]. Les Dardanelles, 1915. Planète
19.55 Inde, naissance d'une nation. L'avenir. Odyssee
20.25 Qu'est-il arrivé à Butch Cassidy et le Kid ? Odyssee
20.30 Citizen Langlois. Forum Planète
20.35 Le Cinématographe selon Terry Gilliam. [2/5]. Les grandes premières. Planète

le Monde TELEVISION

FRANCE-INTER

- 17.00 Le Pont des artistes : Du Cap-Vert au Brésil
Rencontre exceptionnelle dans le cadre de l'émission « Le Pont des artistes » d'Isabelle Dhordain, que celle de la Cap-Verdienne Cesaria Evora et du Brésilien Caetano Veloso. C'est en effet la première fois que ces deux stars de la chanson et de la musique lusophones, qui se connaissent depuis que la Cap-Verdienne a enthousiasmé Sao Paulo il y a cinq ans et ont déjà

- 20.45 L'Aventure humaine. Le déluge était à l'heure... Cataclysmes en question. Arte
20.45 Hôtel Abyssinie. Histoire
21.00 Planète animal. Kimberley : terre des Wandjina. TMC
21.20 Cachemire, la vallée du désespoir. Odyssee
21.40 Mémoires du XXe siècle, Hubert Beuve-Méry. [1/5]. Le roman d'un jeune homme pauvre. Planète
21.40 Marilyn Monroe, chronique d'une mort suspecte. Canal Jimmy
21.55 Planète Terre. Muhammad Ali, au-delà du ring. TMC
21.55 La Machine à écrire, le Soldat et le Cinéaste. Ciné Classics
22.35 Les Amoureux du Pôle. France 3
22.35 Les Villes du futur. [3/3]. Singapour. Planète
22.35 Carnets de vol. Le combat anti-G. Odyssee
23.00 Les Descendants. [13/13]. Le négus. Histoire
0.10 Music Planet. Tierra Gitana, les Gipsy Kings vus d'Amérique. Arte

THÉÂTRE

- 19.35 On purge Bébé. Pièce de Feydeau. Avec Jean Poiret. Festival
0.40 Tromper n'est pas jouer. Pièce de Patrick Cargill. Mise en scène de Daniel Colas. France 3

VARIÉTÉS

- 21.00 Le Plus Grand Cabaret du monde. France 2

TÉLÉFILMS

- 17.00 La Dame de Berlin. Pierre Boutron [1/2]. Ciné Cinémas
17.50 Le Secret de Studie. Joan Tewkesbury. RTL 9
20.30 Eugénie Grandet. Jean-Daniel Verhaeghe. Festival
20.55 Ma terre. France 3
20.55 Racines. David Greene et John Erman [5 et 6/6]. Téva
22.05 Mozart. Marcel Bluwal [5 et 6/6]. Festival
22.40 Le Chagrin des Belges. Claude Goretta [3/3]. Arte

SÉRIES

- 18.10 L'Inspecteur Lavardin. L'Escargot noir. 13e RUE
18.30 Homicide. La vie dissolue de Pony Johnson. Série Club
19.45 La Vie à cinq. Au plus court. Téva
20.15 The Fast Show. (v.o.). Arte
20.40 Evamag. Le mot de la fin. O. Canal +
20.50 Charmed. Métamorphoses. M 6
20.50 Arsène Lupin. Série Club
21.00 Spin City. L'adieu. O. Canal +
21.00 Comment devenir une rock star ? L'enregistrement (v.o.). Canal Jimmy
21.25 A la une. Liste noire. O. Canal +
21.45 South Park. Boulettes du chef au chocolat salé. O. Canal +
21.45 L'Immortelle. Héritage mortel. O. M 6
21.50 The Practice. Echec et mat (v.o.). Série Club
22.40 C-16. L'art de la guerre. M 6
23.20 X-Files. [Episode pilote]. Nous ne sommes pas seuls (v.o.). Série Club

- 21.00 Métissages en Muzzik. New Morning 99, à Paris. Avec Niels Lan Doky, George Pludermacher, Mukta, Olivier Greif, Henri Demarquette, Abed Azrié. Muzzik
23.10 Concerto pour orchestre, de Bartok. Par l'Orchestre philharmonique de Londres, dir. sir Georg Solti. Mezzo

THÉÂTRE

- 19.35 On purge Bébé. Pièce de Feydeau. Avec Jean Poiret. Festival
0.40 Tromper n'est pas jouer. Pièce de Patrick Cargill. Mise en scène de Daniel Colas. France 3

VARIÉTÉS

- 21.00 Le Plus Grand Cabaret du monde. France 2

TÉLÉFILMS

- 17.00 La Dame de Berlin. Pierre Boutron [1/2]. Ciné Cinémas
17.50 Le Secret de Studie. Joan Tewkesbury. RTL 9
20.30 Eugénie Grandet. Jean-Daniel Verhaeghe. Festival
20.55 Ma terre. France 3
20.55 Racines. David Greene et John Erman [5 et 6/6]. Téva
22.05 Mozart. Marcel Bluwal [5 et 6/6]. Festival
22.40 Le Chagrin des Belges. Claude Goretta [3/3]. Arte

SÉRIES

- 18.10 L'Inspecteur Lavardin. L'Escargot noir. 13e RUE
18.30 Homicide. La vie dissolue de Pony Johnson. Série Club
19.45 La Vie à cinq. Au plus court. Téva
20.15 The Fast Show. (v.o.). Arte
20.40 Evamag. Le mot de la fin. O. Canal +
20.50 Charmed. Métamorphoses. M 6
20.50 Arsène Lupin. Série Club
21.00 Spin City. L'adieu. O. Canal +
21.00 Comment devenir une rock star ? L'enregistrement (v.o.). Canal Jimmy
21.25 A la une. Liste noire. O. Canal +
21.45 South Park. Boulettes du chef au chocolat salé. O. Canal +
21.45 L'Immortelle. Héritage mortel. O. M 6
21.50 The Practice. Echec et mat (v.o.). Série Club
22.40 C-16. L'art de la guerre. M 6
23.20 X-Files. [Episode pilote]. Nous ne sommes pas seuls (v.o.). Série Club

FILMS



LAN DAU LINGER/KOBAL/PFPC

- 14.00 Le Prêtre sur gages. Sidney Lumet. Avec Rod Steiger, Brock Peter (EU, 1965, N., v.o., 115 min) O. Ciné Classics
14.35 Paris vu par... Jean-Daniel Poillet, Jean Rouch, Jean Douchet, Eric Rohmer et Jean-Luc Godard, et Claude Chabrol (France, 1965, 95 min) O. Cinétoile
16.10 David Golder. Julien Duvivier (France, 1930, N., 85 min) O. Cinétoile
17.35 Sous le ciel de Paris. Julien Duvivier (France, 1951, N., 115 min) O. Cinétoile
20.40 Bons baisers de Russie. Terence Young (Grande-Bretagne, 1963, 125 min) O. TSR
23.00 Mary Reilly. Stephen Frears (Etats-Unis, 1995, 105 min) O. Cinéstar 1
23.00 City Hall. Harold Becker (GB - EU, 1995, 110 min) O. Ciné Cinéma 2



COLLECTION CHRISTOPHE L.

- 0.30 Le Mari de la femme à barbe. Marco Ferreri. Avec Annie Girardot (France - Italie, 1964, N., v.o., 90 min) O. Cinétoile
0.45 Sailor et Lula. David Lynch (Etats-Unis, 1989, v.o., 130 min) O. Cinéstar 1
0.50 Soleil trompeur. Nikita Mikhalkov (France - Russie, 1994, 150 min) O. Ciné Cinéma 2
3.50 Déjà mort. Olivier Dahan (France, 1997, 105 min) O. Canal +
1.10 My Beautiful Laundry. Stephen Frears (Grande-Bretagne, 1985, 95 min) O. Arte
2.05 Voyage en Italie. Roberto Rossellini (Italie, 1953, N., v.o., 80 min) O. Ciné Classics
2.10 Le Goût de la cerise. Abbas Kiarostami (Iran, 1997, v.o., 100 min) O. Canal +
3.00 Les Chariots de feu. Hugh Hudson (Grande-Bretagne, 1981, v.o., 110 min) O. Ciné Cinéma 1
3.15 L'As de pique. Milos Forman (Tchécoslovaquie, 1964, N., v.o., 90 min) O. Cinétoile
4.45 Intérieurs. Woody Allen (Etats-Unis, 1978, v.o., 90 min) O. Cinétoile

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

- TF 1
15.40 Flipper. O.
16.40 Dingue de toi. O.
17.10 Xéna la guerrière. O.
18.05 Sous le soleil. O.
19.05 Beverly Hills. O.
19.50 Bloc modes.
20.00 Journal, Météo.
20.30 Football. Coupe de France. Finale. Nantes - Sedan. 20.45 Coup d'envoi.
22.50 Hollywood Night. Désirs extrêmes. Téléfilm. Fred Olen Ray. O.
0.25 Formule F 1. Grand Prix de Monaco.
FRANCE 2
15.40 Samedi sport.
18.00 JAG. O.
18.50 Friends. O.
19.20 Le monde est petit.
19.40 1 000 enfants vers l'an 2000.
19.45 et 20.50 Tirage du Loto.
19.50 Politiquement correct.
20.00 Journal, Météo.
21.00 Le Plus Grand Cabaret du monde.
23.15 Union libre.
1.05 Journal, Météo.

FRANCE 3

- 15.40 Couleur pays.
18.20 Questions pour un champion.
18.50 Un livre, un jour.
18.55 Le 19-20 de l'information, Météo.
20.05 Fa Si La.
20.35 Tout le sport.
20.55 Ma terre. Téléfilm. Bernard Malaterre. O.
22.35 Les Amoureux du Pôle.
23.30 Météo, Soir 3.
23.55 Qu'est-ce qu'elle dit, Zazie ?
0.30 Saturnales. Journal des spectacles. 0.40 Cycle théâtre. Tromper n'est pas jouer. Pièce de Patrick Cargill.

CANAL +

- 14.00 Rugby. Championnat de France.
16.05 Basket NBA.
17.00 Arlls. O.
17.25 Ned et Stacey. O.
► En clair jusqu'à 20.40
17.50 Décode pas Bunny.
18.05 Batman 2000. [2/3]. O.
18.30 Nulle part ailleurs. Spécial Cannes. Invités : Blur.
19.29 Le Journal du Festival.
20.40 Samedi comédie.
20.41 Evamag. Le mot de la fin. O.
21.00 Spin City. L'adieu. O.
21.25 A la une. Liste noire. O.
21.45 South Park. Boulettes du chef au chocolat salé. O.

- 22.10 On vous rappellera... Nicolas Bedos. O.
22.15 Supplément détachable. Pharmacie de nuit, ordonnances et autres thérapies.
23.00 Nom de code, Wolverine. Téléfilm. David Jackson. O.
0.30 Freeway. Film. Matthew Bright. O.

SIGNIFICATION DES SYMBOLES

- Les codes du CSA
O Tous publics
O Accord parental souhaitable
O Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans
O Public adulte
Interdit aux moins de 16 ans
O Interdit aux moins de 18 ans
Les cotes des films
■ On peut voir
■ A ne pas manquer
■ Chef-d'œuvre ou classique
Les symboles spéciaux de Canal +
DD Dernière diffusion
♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants

ARTE

- 19.00 Tracks.
19.45 Météo, Arte info.
20.15 Palettes. Claude Monet (1840-1926).
20.45 Verglas. Téléfilm. Michael Gutmann. O.
22.15 Contre l'oubli. Raúl Rivero, Cuba.
22.20 Grand format. Happy Birthday, Mr Mograbi.
23.40 Train de nuit. Film. Jerzy Kawalerowicz (v.o.). O.
1.15 Le Dessous des cartes. Un seul monde [2/5] : Les instruments.
1.25 La Nuit de sa vie. Téléfilm. Michael Gutmann. O.

M 6

- 18.25 Chérie, j'ai rétréci les gosses. O.
19.20 Mariés, deux enfants. O.
19.50 Ciné 6 Spécial Cannes.
19.54 Le Six Minutes, Météo.
20.10 Notre belle famille. O.
20.40 Politiquement rock.
20.45 Question de métier.
20.50 L'Otage d'une vengeance. Téléfilm. Ken Wiederhorn. O.
22.30 X-Files, l'Intégrale. Mystère vaoudou. O. Le fétichiste. O.
0.20 Murder One, l'affaire Rooney. O.

RADIO

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Agora. Michel Pierre.
21.00 Black And Blue. Laughin' In Rhythm : plaïdoyer pour un délire lyrique.
22.10 Fiction. Festival de Cannes 99. Pier Paolo Pasolini : qui le suis ?
23.00 Nuits magnétiques (rediff.).

FRANCE-MUSIQUE

- 20.05 Concert franco-allemand. Par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. Esa-Pekka Salonen : œuvres de Salonen, Ravel, Stravinsky.
22.30 Musique pluriel. Œuvres de Gaussin, Hodgson et Davis, Norgard.
23.07 Jazz-club.

RADIO CLASSIQUE

- 20.15 Les Soirées. Œuvres de Ravel, Debussy.
20.40 Anton Dvorak en 1880. Œuvres de Dvorak, Brahms, Smetana.
23.00 Guiditta. Opéra de Lehar. Par l'Orchestre de l'Opéra de Vienne, dir. R. Moralt.

- chanté ensemble pour l'album Red Hot and Rio, se produisent en France au micro d'une radio nationale - l'enregistrement en public a eu lieu le 12 mai. Caetano Veloso avait, pour sa part, déjà accepté l'invitation de l'inventive station privée Radio Nova. La rencontre a lieu alors que le duo est sous les feux de l'actualité : Cesaria Evora vient de sortir un nouvel album, Café atlantico, et le chanteur bahianais est l'hôte, du 14 au 16 mai de la Cité de la Musique, à Paris (Le Monde du 12 mai).

ARTE

- 22.40 Le Chagrin des Belges [3/3]
Dernier épisode de la saga de Hugo Claus, consacré à la libération de la Belgique. Un téléfilm de qualité (primé au Festival de télévision de Monte-Carlo 1995) et tourné avec talent par le cinéaste suisse Claude Goretta, qui brosse des portraits intimes et contrastés de chacun des personnages. Avec, en prime, le jeu subtil de l'actrice Marisa Berenson (Barry Lindon, de Kubrick).

